

# **COMPTE ADMINISTRATIF 2025**

**DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY-PONTOISE**

## **RAPPORT D'ANALYSE**

## INTRODUCTION

Le compte administratif 2025 reflète les équilibres financiers de la Communauté d'agglomération à l'issue d'un exercice marqué à nouveau par une situation dégradée des finances publiques de la France et une instabilité politique tant au niveau national qu'international. L'année 2025 a été marquée par l'adoption tardive de la loi de finances initiale après la chute du Gouvernement Barnier et la désignation de François Bayrou comme nouveau Premier ministre, le 13 décembre 2024. L'objectif affiché était de redresser les comptes publics de 50 milliards d'euros afin de ramener le déficit public à 5,4% du PIB. Selon le Comité des finances locales, la participation des collectivités territoriales au redressement des finances publiques s'élevait à 7,5 milliards d'euros toutes mesures confondues. Malgré les efforts engagés, le déficit public s'est élevé à 5,1% du PIB en 2025 après 5,8% en 2024 et 5,4% en 2023. Malgré cet infléchissement notable, la France présente le deuxième déficit le plus élevé de la zone euro en 2025. En parallèle l'endettement toutes administrations publiques a également atteint un nouveau record soit 115,6% du PIB après 113% en 2024.

Par ailleurs, les indicateurs macroéconomiques se sont révélés plutôt atones puisque la croissance économique n'a été que de 0,9%, et cela malgré un niveau de 0,2 point supérieur à la prévision initiale du Gouvernement. Malgré les tensions commerciales internationales, la croissance économique a été portée par ce secteur, en particulier par les entreprises de la défense et de l'armement. En revanche, l'inflation a poursuivi sa nette décroissance puisque celle-ci s'établit à 0,9% sur l'exercice écoulé selon l'INSEE contre 2,0% en 2024, soit l'un des niveaux les plus faibles de la zone euro. Le niveau d'inflation constaté acte la fin de l'épisode inflationniste entamé en 2021 après l'augmentation des cours des matières premières et des produits énergétiques liés aux conséquences de la crise sanitaire dans un premier temps, puis fortement amplifié par l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Directement corrélée à la diminution durable des prix, la Banque centrale européenne (BCE) a entrepris une révision de l'orientation de sa politique monétaire. Ainsi, après avoir procédé à une dizaine de rehaussement de ses principaux taux directeurs entre juillet 2022 et septembre 2023, l'institution francfortoise avait fait le choix de maintenir ses taux à un niveau élevé. Face au ralentissement marqué de l'inflation, la Banque centrale européenne a stoppé cette politique à partir de juin 2024 en annonçant une première baisse des taux de 0,25 point mettant ainsi un terme à une période de 5 ans sans baisse des taux. Ce mouvement a été amplifié par des décisions similaires du Conseil des gouverneurs jusqu'en juin 2025, date à laquelle s'est ouverte une nouvelle période de stabilisation.

L'année 2025 constitue également pour la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise le quatrième exercice de mise en œuvre du PPI 2022-2028 permettant d'impulser les dynamiques du mandat et la mise en œuvre des priorités du projet de territoire.

Les recettes réelles de fonctionnement 2025 hors report du résultat 2024 ont atteint **143,11 millions d'euros** soit une diminution modérée de -0,3% compte tenu de la contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques. La baisse est portée à -0,5% (-760 000 euros) en neutralisant la progression 2025 de la taxe de séjour qui fait l'objet d'un reversement intégral. Les recettes fiscales s'établissent à hauteur de 92,25 millions d'euros (+0,4% par rapport au CA 2024 ; + 405 000 euros) compte tenu d'une part du niveau de revalorisation des bases (+1,7%) et d'autre part du dynamisme de la taxe de séjour (+334 000

euros). Le report du résultat 2025 (+1,07 million) porte le montant total des recettes réelles de fonctionnement à 144,18 millions d'euros.

Les dépenses réelles de fonctionnement se sont élevées à **112,09 millions d'euros** (hors provision) en progression de +2,3% par rapport à 2024 compte tenu des conditions particulières dans lesquelles cet exercice s'est déroulé. Si le taux d'exécution s'est avéré élevé (97% sur l'ensemble de la section de fonctionnement), des surcoûts ont été enregistrés sur différents postes de dépenses en lien direct ou indirect avec l'inflation et les mesures réglementaires sur les dépenses de personnel.

Les dépenses d'investissement au titre de la quatrième annuité du PPI 2022-2028 ont connu un niveau d'exécution à hauteur de **70,89 millions d'euros** (+23,4 millions d'euros dont 5,29 millions d'euros au titre d'une régularisation pour l'Ecole nationale supérieure d'arts de Paris-Cergy) soit un montant en nette hausse par rapport à 2024 compte tenu d'une annuité plus élevée (82,79 millions d'euros au BT 2025 contre 65,9 millions en 2024) en lien avec le calendrier d'avancement des opérations et les arbitrages réalisés lors de la préparation budgétaire. Ce niveau d'investissement a permis de poursuivre l'avancement de plusieurs opérations d'ampleur en phase travaux nécessitant un rythme de décaissement soutenu. Les communes ont sollicité 2,95 millions d'euros de fonds de concours en lien avec les cofinancements octroyés sur la période 2022-2028 pour une enveloppe globale de 20 millions dont la répartition a été définie dans le Pacte financier et fiscal. Au demeurant, le montant total des dépenses réelles d'investissement s'élève à **100,54 millions d'euros** (hors mouvement de trésorerie du revolving).

Avec ces niveaux d'exécution en dépenses et en recettes, la CACP a pu maintenir son double objectif d'une épargne brute supérieure à 20% et d'une relative stabilisation de son encours de dette en adéquation avec les principes et orientations définis dans le cadre du Pacte financier et fiscal de 2022-2026 :

- Le niveau d'épargne brute s'établit à **31,02 millions d'euros** hors provisions sur l'exercice 2025 (-2,97 millions d'euros par rapport à 2024) soit **un taux d'épargne de 21,7%** ;
- Le montant des emprunts consolidés pour 2025 s'élève à **30 millions d'euros** pour le seul budget principal. Au total, l'encours de dette consolidée du budget principal avec intégration de la dette dite Aren'Ice est de **236,16 millions d'euros** au 31 décembre 2025. Ce montant prend en compte l'encours de la dette Aren'Ice pour un montant de 10,81 millions d'euros et de 17,42 millions d'euros pour le PPP Eclairage public. L'encours de dette a ainsi légèrement progressé de 3,19 millions d'euros sur un exercice permettant à **la collectivité de poursuivre sa stratégie de maîtrise de l'endettement sur le budget principal** s'expliquant par un recours à l'emprunt au plus près des besoins compte tenu des niveaux des taux d'intérêts et des fortes variations enregistrées en lien avec les incertitudes nationales et internationales. L'encours de dette a ainsi diminué de 7,5 millions d'euros entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2025.
- Plusieurs budgets annexes ont donné lieu en 2025 à la mobilisation de nouveaux emprunts. Il s'agit notamment du budget annexe Eau potable à hauteur de 5 millions d'euros pour le rachat d'une canalisation, et des budgets annexes TEOM et REOM à hauteur respectivement de 0,6 million d'euros et de 0,4 million d'euros compte tenu des nombreuses échéances enregistrées sur ces budgets ;

- La capacité de désendettement globale du budget principale demeure satisfaisante à **7,6 ans** soit un niveau inférieur au plafond de désendettement défini comme un seuil d'alerte à hauteur de 10 ans pour les communes et les EPCI (7,1 ans hors recettes et dépenses exceptionnelles).
- L'excédent global de clôture s'élève à **4,29 millions** d'euros en 2025.

COMPTE ADMINISTRATIF 2025

|                                                                                     | CA2024             | BT 2025            | CA 2025            | Tx exécution<br>(% BT 2025) | Evol. CA2024-CA2025 |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|---------------------|----------------|
| <b>Recettes réelles de Fonctionnement (hors provision)</b>                          | <b>143 531 562</b> | <b>142 447 241</b> | <b>143 105 504</b> | <b>100%</b>                 | <b>-426 058</b>     | <b>-0,3%</b>   |
| <i>RRF hors recettes exceptionnelles (77)</i>                                       | <i>143 186 958</i> | <i>142 447 241</i> | <i>143 000 626</i> | <b>100%</b>                 | <b>-186 332</b>     | <b>-0,1%</b>   |
| <b>Fiscalité</b>                                                                    | <b>91 846 033</b>  | <b>92 087 603</b>  | <b>92 250 523</b>  | <b>100%</b>                 | <b>404 490</b>      | <b>0,4%</b>    |
| <i>dont TVA</i>                                                                     | <i>54 076 019</i>  | <i>54 123 627</i>  | <i>54 123 628</i>  |                             |                     |                |
| <i>dont rôle général</i>                                                            | <i>36 144 971</i>  | <i>35 963 976</i>  | <i>36 020 006</i>  | <b>100%</b>                 | <b>-124 965</b>     | <b>-0,3%</b>   |
| <i>dont rôles supplémentaires</i>                                                   | <i>319 093</i>     | <i>100 000</i>     | <i>467 101</i>     |                             | <i>148 008</i>      | <i>46,4%</i>   |
| <i>dont taxe de séjour</i>                                                          | <i>1 305 950</i>   | <i>1 900 000</i>   | <i>1 639 788</i>   | <b>86%</b>                  | <i>333 838</i>      | <i>25,6%</i>   |
| <b>Dotations</b>                                                                    | <b>40 563 957</b>  | <b>40 528 775</b>  | <b>40 535 333</b>  | <b>100%</b>                 | <b>-28 624</b>      | <b>-0,1%</b>   |
| <i>DGF</i>                                                                          | <i>35 510 382</i>  | <i>34 587 887</i>  | <i>34 587 887</i>  | <b>100%</b>                 | <b>-922 495</b>     | <b>-2,6%</b>   |
| <i>Dotations de compensation fiscales</i>                                           | <i>5 053 575</i>   | <i>5 940 888</i>   | <i>5 947 446</i>   | <b>100%</b>                 | <i>893 871</i>      | <i>17,7%</i>   |
| <b>FPIC</b>                                                                         | <b>2 413 503</b>   | <b>2 371 083</b>   | <b>2 371 083</b>   | -                           | -                   | -              |
| <b>Produits des services (70)</b>                                                   | <b>3 346 282</b>   | <b>4 036 070</b>   | <b>3 846 393</b>   | <b>95%</b>                  | <b>500 111</b>      | <b>15%</b>     |
| <b>Produits de gestion (75)</b>                                                     | <b>2 436 975</b>   | <b>1 512 648</b>   | <b>1 742 734</b>   | <b>115%</b>                 | <b>-694 241</b>     | <b>-28%</b>    |
| <b>Recettes exceptionnelles (77)</b>                                                | <b>344 604</b>     | -                  | <b>104 878</b>     | <b>#DIV/0!</b>              | <b>-239 726</b>     | <b>-70%</b>    |
| <b>Atténuations de charges (013)</b>                                                | <b>638 292</b>     | <b>364 000</b>     | <b>521 499</b>     | <b>143%</b>                 | <b>-116 793</b>     | <b>-18%</b>    |
| <b>Autres recettes (solde 74)</b>                                                   | <b>1 941 916</b>   | <b>1 547 062</b>   | <b>1 733 061</b>   | <b>112%</b>                 | <b>-208 855</b>     | <b>-11%</b>    |
| <b>Produits financiers</b>                                                          | -                  | -                  | -                  | <b>#DIV/0!</b>              | <b>0</b>            | <b>#DIV/0!</b> |
| <i>Reprise de provision</i>                                                         | <i>69 833</i>      | <i>2 460 539</i>   | <i>2 460 539</i>   | <b>100%</b>                 |                     |                |
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement (hors provisions)</b>                         | <b>109 540 050</b> | <b>115 827 819</b> | <b>112 087 236</b> | <b>97%</b>                  | <b>2 547 186</b>    | <b>2,3%</b>    |
| <i>DRF hors dépenses exceptionnelles (67)</i>                                       | <i>109 513 665</i> | <i>113 247 608</i> | <i>109 552 680</i> | <b>97%</b>                  | <b>39 015</b>       | <b>0,0%</b>    |
| <b>Charges de gestion courantes (011)</b>                                           | <b>32 712 418</b>  | <b>35 764 923</b>  | <b>33 782 907</b>  | <b>94%</b>                  | <b>1 070 489</b>    | <b>3,3%</b>    |
| <b>Charges de personnel (012)</b>                                                   | <b>34 326 135</b>  | <b>36 825 747</b>  | <b>35 888 054</b>  | <b>97%</b>                  | <b>1 561 919</b>    | <b>4,6%</b>    |
| <b>Atténuations de produits</b>                                                     | <b>27 105 184</b>  | <b>25 933 430</b>  | <b>25 915 002</b>  | <b>100%</b>                 | <b>-1 190 182</b>   | <b>-4,4%</b>   |
| <i>Attributions de compensation</i>                                                 | <i>19 561 026</i>  | <i>18 535 116</i>  | <i>18 535 116</i>  | <b>100%</b>                 | <b>-1 025 910</b>   | <b>-5,2%</b>   |
| <i>Taxe de séjour</i>                                                               | <i>1 212 599</i>   | <i>2 032 116</i>   | <i>2 014 206</i>   | <b>99%</b>                  | <i>801 607</i>      | <i>66,1%</i>   |
| <i>Autres atténuations de produits</i>                                              | <i>497 708</i>     | <i>15 000</i>      | <i>14 492</i>      |                             | <i>-483 216</i>     | <i>-97,1%</i>  |
| <i>FPIC</i>                                                                         | <i>1 728 862</i>   | <i>1 246 198</i>   | <i>1 246 198</i>   |                             | <i>-482 664</i>     | <i>-27,9%</i>  |
| <i>FNGIR</i>                                                                        | <i>4 104 989</i>   | <i>4 105 000</i>   | <i>4 104 989</i>   | <b>100%</b>                 | <i>0</i>            | <i>0,0%</i>    |
| <b>Frais financiers</b>                                                             | <b>5 134 262</b>   | <b>5 260 351</b>   | <b>4 969 781</b>   | <b>94%</b>                  | <b>-164 481</b>     | <b>-3,2%</b>   |
| <b>Subventions (6554..., 6573..., 6574)</b>                                         | <b>8 144 526</b>   | <b>7 624 329</b>   | <b>7 497 702</b>   | <b>98%</b>                  | <b>-646 824</b>     | <b>-7,9%</b>   |
| <b>Autres dépenses</b>                                                              | <b>2 117 525</b>   | <b>4 419 039</b>   | <b>4 033 791</b>   | <b>91%</b>                  | <b>1 916 266</b>    | <b>90,5%</b>   |
| <i>dont solde 65</i>                                                                | <i>2 091 140</i>   | <i>1 838 828</i>   | <i>1 499 235</i>   | <b>82%</b>                  | <b>-591 905</b>     | <b>0,0%</b>    |
| <i>dont dépenses exceptionnelles</i>                                                | <i>26 385</i>      | <i>2 580 211</i>   | <i>2 534 556</i>   | <b>98%</b>                  | <i>2 508 171</i>    | <i>9506,0%</i> |
| <b>Provisions</b>                                                                   | <b>40 900</b>      |                    |                    |                             |                     |                |
| <b>Epargne brute</b>                                                                | <b>33 991 514</b>  | <b>26 619 422</b>  | <b>31 018 268</b>  |                             | <b>-2 973 246</b>   | <b>-8,7%</b>   |
| <b>Epargne brute (hors exceptionnel)</b>                                            | <b>33 673 295</b>  | <b>29 199 633</b>  | <b>33 447 946</b>  |                             | <b>-225 349</b>     | <b>-0,7%</b>   |
| <b>Epargne nette</b>                                                                | <b>5 619 688</b>   | <b>276 873</b>     | <b>4 122 129</b>   |                             | <b>-1 497 559</b>   | <b>-26,6%</b>  |
| <b>Recettes réelles d'investissement (hors épargne brute)</b>                       | <b>40 562 631</b>  | <b>82 527 286</b>  | <b>70 277 684</b>  | <b>85%</b>                  | <b>29 715 053</b>   | <b>73,3%</b>   |
| <b>Subventions</b>                                                                  | <b>9 068 806</b>   | <b>14 413 437</b>  | <b>11 636 892</b>  | <b>81%</b>                  | <b>2 568 086</b>    | <b>28,3%</b>   |
| <b>Attribution de compensation (DMSI)</b>                                           | <b>657 901</b>     | <b>1 446 572</b>   | <b>1 446 572</b>   |                             |                     |                |
| <b>FCTVA</b>                                                                        | <b>5 231 813</b>   | <b>6 700 000</b>   | <b>8 106 841</b>   | <b>121%</b>                 | <b>2 875 028</b>    | <b>55,0%</b>   |
| <b>Emprunt (hors revolving)</b>                                                     | <b>20 008 333</b>  | <b>40 561 283</b>  | <b>30 037 790</b>  | <b>74%</b>                  | <b>10 029 457</b>   | <b>50,1%</b>   |
| <b>Autres (op. cpte de tiers, produits de cession...)</b>                           | <b>5 595 778</b>   | <b>19 405 994</b>  | <b>19 049 589</b>  | <b>98%</b>                  | <b>13 453 811</b>   | <b>240,4%</b>  |
| <b>Dépenses réelles d'investissement</b>                                            | <b>76 624 824</b>  | <b>112 677 856</b> | <b>100 540 827</b> | <b>89%</b>                  | <b>23 916 003</b>   | <b>31,2%</b>   |
| <b>Soutien aux politiques publiques (PPI)</b>                                       | <b>47 494 212</b>  | <b>82 793 258</b>  | <b>70 892 935</b>  | <b>86%</b>                  | <b>23 398 723</b>   | <b>49,3%</b>   |
| <i>Volet I</i>                                                                      | <i>20 224 209</i>  | <i>23 246 220</i>  | <i>19 395 474</i>  | <b>83%</b>                  | <b>-828 735</b>     | <b>-4,1%</b>   |
| <i>dont dette PPP</i>                                                               | <i>4 049 444</i>   | <i>3 027 451</i>   | <i>3 027 450</i>   | <b>100%</b>                 | <b>-1 021 994</b>   | <b>-25,2%</b>  |
| <i>Volet II</i>                                                                     | <i>16 991 006</i>  | <i>41 150 411</i>  | <i>35 280 206</i>  | <b>86%</b>                  | <b>18 289 200</b>   | <b>107,6%</b>  |
| <i>Volet III</i>                                                                    | <i>10 278 997</i>  | <i>18 396 627</i>  | <i>16 217 255</i>  | <b>88%</b>                  | <b>5 938 258</b>    | <b>57,8%</b>   |
| <b>Remboursement emprunt* (hors PPP)</b>                                            | <b>23 543 325</b>  | <b>23 315 098</b>  | <b>23 089 632</b>  | <b>99%</b>                  | <b>-453 693</b>     | <b>-1,9%</b>   |
| <b>Remboursement Dette Aren'Ice</b>                                                 | <b>837 770</b>     | <b>859 500</b>     | <b>859 462</b>     | <b>100%</b>                 |                     |                |
| <b>Autres dont aides à la pierre et transfert des réserves du BA Assainissement</b> | <b>4 749 516</b>   | <b>5 710 000</b>   | <b>5 698 798</b>   | <b>100%</b>                 | <b>949 282</b>      | <b>20,0%</b>   |
| <b>Total budget principal</b>                                                       | <b>184 094 193</b> | <b>224 974 527</b> | <b>213 383 188</b> |                             | <b>29 288 995</b>   | <b>15,9%</b>   |
| <b>Excédent / Déficit de l'exercice</b>                                             | <b>-2 041 749</b>  | <b>-1 070 609</b>  | <b>3 215 664</b>   |                             | <b>5 257 413</b>    |                |
| <b>Excédent reporté</b>                                                             | <b>3 112 356</b>   | <b>1 070 609</b>   | <b>1 070 609</b>   |                             |                     |                |
| <b>Excédent budget annexe Assainissement</b>                                        | <b>-</b>           | <b>-</b>           | <b>-</b>           |                             |                     |                |
| <b>Excédent global de clôture</b>                                                   | <b>1 070 609</b>   | <b>0</b>           | <b>4 286 274</b>   |                             | <b>3 215 665</b>    |                |
| <b>Indicateurs financiers</b>                                                       |                    |                    |                    |                             |                     |                |
| <b>Taux d'épargne brute</b>                                                         | <b>23,7%</b>       | <b>18,7%</b>       | <b>21,7%</b>       |                             |                     |                |
| <i>Taux d'épargne brute hors exceptionnel</i>                                       | <i>23,5%</i>       | <i>20,5%</i>       | <i>23,4%</i>       |                             |                     |                |
| <b>Taux d'épargne nette</b>                                                         | <b>3,9%</b>        | <b>0,2%</b>        | <b>2,9%</b>        |                             |                     |                |
| <i>Taux d'épargne nette hors exceptionnel</i>                                       | <i>3,7%</i>        | <i>2,0%</i>        | <i>4,6%</i>        |                             |                     |                |
| <b>Taux d'endettement</b>                                                           | <b>162,3%</b>      |                    | <b>165,0%</b>      |                             |                     |                |
| <i>Taux d'endettement hors exceptionnel</i>                                         | <i>162,7%</i>      |                    | <i>165,1%</i>      |                             |                     |                |
| <b>Capacité de désendettement (années)</b>                                          | <b>6,9</b>         |                    | <b>7,6</b>         |                             |                     |                |
| <i>Capacité de désendettement hors exceptionnel</i>                                 | <i>6,9</i>         |                    | <i>7,1</i>         |                             |                     |                |
| <b>Encours de dette au 31/12/N</b>                                                  | <b>232 961 636</b> |                    | <b>236 156 305</b> |                             | <b>3 194 668</b>    |                |
| <i>dont dette encours hors PPP</i>                                                  | <i>200 849 459</i> |                    | <i>207 931 039</i> |                             | <i>7 081 580</i>    |                |
| <i>dont dette Aren'Ice</i>                                                          | <i>11 669 633</i>  |                    | <i>10 810 172</i>  |                             | <i>-859 462</i>     |                |
| <i>dont encours PPP</i>                                                             | <i>20 442 544</i>  |                    | <i>17 415 094</i>  |                             | <i>-3 027 450</i>   |                |

\* Hors opérations de trésorerie (revolving) et refinancements

## FONCTIONNEMENT - 2025

**DEPENSES (hors provisions)**  
112,09 M€

Charges courantes  
(33,78 M€)

Atténuations de produits  
dont attributions de compensation  
(20,56 M€)

Dépenses de personnel  
(35,89 M€)

Subventions (7,50 M€)

FNGIR (4,1 M€)

Frais financiers (4,97 M€)

Autres dépenses (4,03 M€)

FPIC (1,25 M€)

**EPARGNE BRUTE**  
(31,02 M€)

**RECETTES**  
143,11 M€ (hors provisions)

Fiscalité  
(92,25 M€)

Dotations  
(40,54 M€)

FPIC (2,37 M€)

Produits des services et de gestion  
(5,59 M€)

Recettes exceptionnelles (0,10 M€)

Atténuations de charges (0,52 M€)

Autres recettes (1,73 M€)

## INVESTISSEMENT - 2025

**DEPENSES**  
100,54 M€

Soutien aux politiques (PPI)  
67,86 M€

Remboursement emprunt, PPP et Dette  
Aren'Ice  
26,98 M€

Autres (5,70 M€)

**RECETTES hors épargne brute**  
70,28 M€

Emprunt (30,03 M€)

Subventions d'investissement (11,64 M€)

FCTVA (8,11 M€)

Autres (19,05 M€)

Attribution de compensation (1,45 M€)

**EPARGNE BRUTE**  
(31,02 M€)

Résultat de l'exercice (+4,29 M€)

# I. Une section de fonctionnement 2025 marquée par la persistance de nombreuses contraintes se traduisant par des ajustements budgétaires au titre de la contribution de la CACP au redressement des finances publiques

L'exécution 2025 de la section de fonctionnement fait ressortir un niveau de recettes de 143,11 millions d'euros (hors résultat N-1 et hors reprises sur provisions) pour des dépenses réelles totales de 112,09 millions d'euros hors provision (taux de réalisation de 96,7%), soit un niveau d'épargne brute de **31,02 millions d'euros** hors provision (-2,97 millions d'euros) et un taux d'épargne brute de 21,68% en adéquation avec les orientations du pacte financier et fiscal soit un niveau stable par rapport à l'exercice budgétaire précédent.

Ces résultats intègrent les effets conjugués, en recettes, d'une fiscalité locale qui poursuit une faible progression marquée par les mesures de la loi de finances 2025 : gel de la TVA, diminution accrue de la dotation globale de fonctionnement...

## 1. Des recettes réelles de fonctionnement en recul, conséquence de la contribution de la CACP au redressement des finances publiques malgré la non-éligibilité au DILICO

Les recettes de fonctionnement pour 2025 s'établissent à **143,12 millions d'euros** en baisse globale de 0,3% par rapport à 2024 (143,51 millions d'euros) hors reprises de provisions. Le dynamisme des recettes de fonctionnement, et notamment des produits fiscaux, marque ainsi nettement le pas par rapport à l'exercice N-1. La diminution des recettes réelles de fonctionnement est d'ailleurs plus marquée encore en cas de neutralisation de la progression de la taxe de séjour que la CACP ne conserve pas (+ 334 000 euros).

En neutralisant la taxe de séjour, la baisse des recettes de fonctionnement est de -1,0% soit une diminution de 760 000 euros entre 2024 et 2025 malgré la revalorisation des bases. Cette baisse traduit les conséquences de la consolidation des finances publiques à l'échelle nationale.

En outre, il convient de souligner que, compte tenu de son positionnement relatif, la CACP n'a pas été éligible en 2025 au dispositif de lissage conjoncturel des recettes (DILICO) introduit par la loi de finances au titre de la contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques.

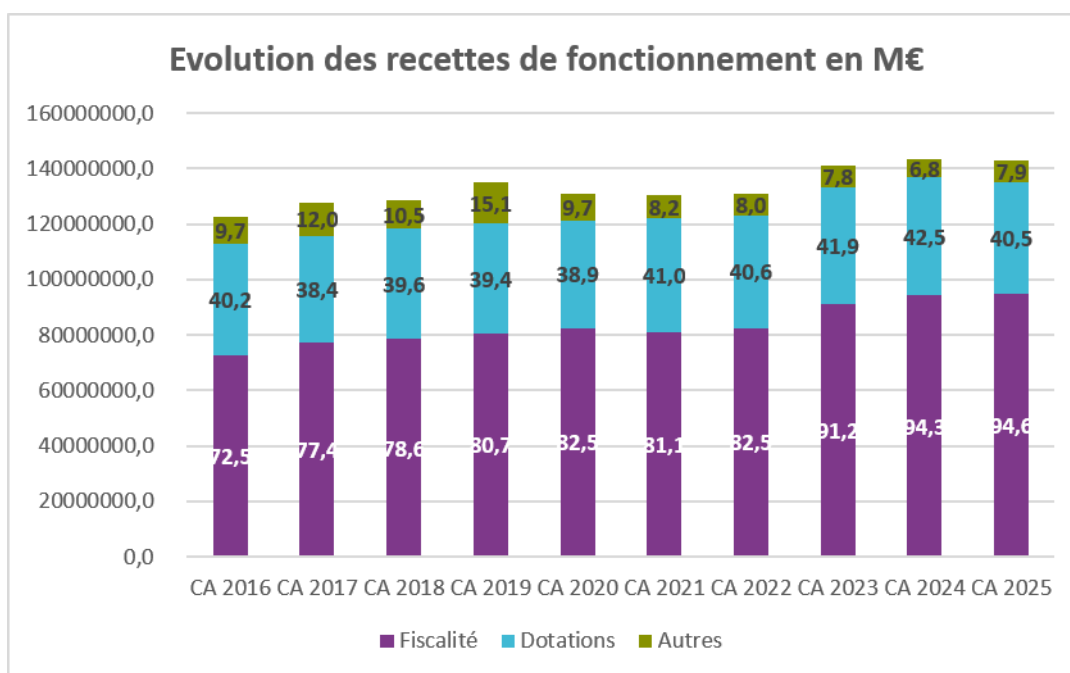
Les évolutions par postes de recettes se décomposent comme suit :

| COMPTE ADMINISTRATIF 2025                           |             |             |             |                             |                     |         |
|-----------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-----------------------------|---------------------|---------|
|                                                     | CA2024      | BT 2025     | CA 2025     | Tx exécution<br>(% BT 2025) | Evol. CA2024-CA2025 |         |
| Recettes réelles de Fonctionnement (hors provision) | 143 531 562 | 142 447 241 | 143 105 504 | 100%                        | -426 058            | -0,3%   |
| RRF hors recettes exceptionnelles (77)              | 143 186 958 | 142 447 241 | 143 000 626 | 100%                        | -186 332            | -0,1%   |
| Fiscalité                                           | 91 846 033  | 92 087 603  | 92 250 523  | 100%                        | 404 490             | 0,4%    |
| dont TVA                                            | 54 076 019  | 54 123 627  | 54 123 628  |                             |                     |         |
| dont rôle général                                   | 36 144 971  | 35 963 976  | 36 020 006  | 100%                        | -124 965            | -0,3%   |
| dont rôles supplémentaires                          | 319 093     | 100 000     | 467 101     |                             | 148 008             | 46,4%   |
| dont taxe de séjour                                 | 1 305 950   | 1 900 000   | 1 639 788   | 86%                         | 333 838             | 25,6%   |
| Dotations                                           | 40 563 957  | 40 528 775  | 40 535 333  | 100%                        | -28 624             | -0,1%   |
| DGF                                                 | 35 510 382  | 34 587 887  | 34 587 887  | 100%                        | -922 495            | -2,6%   |
| Dotations de compensation fiscales                  | 5 053 575   | 5 940 888   | 5 947 446   | 100%                        | 893 871             | 17,7%   |
| FPIC                                                | 2 413 503   | 2 371 083   | 2 371 083   | -                           | -                   | -       |
| Produits des services (70)                          | 3 346 282   | 4 036 070   | 3 846 393   | 95%                         | 500 111             | 15%     |
| Produits de gestion (75)                            | 2 436 975   | 1 512 648   | 1 742 734   | 115%                        | -694 241            | -28%    |
| Recettes exceptionnelles (77)                       | 344 604     | -           | 104 878     | #DIV/0!                     | -239 726            | -70%    |
| Atténuations de charges (013)                       | 638 292     | 364 000     | 521 499     | 143%                        | -116 793            | -18%    |
| Autres recettes (solde 74)                          | 1 941 916   | 1 547 062   | 1 733 061   | 112%                        | -208 855            | -11%    |
| Produits financiers                                 | -           | -           | -           | #DIV/0!                     | 0                   | #DIV/0! |
| Reprise de provision                                | 69 833      | 2 460 539   | 2 460 539   | 100%                        |                     |         |

Ces résultats viennent illustrer le faible dynamisme des recettes fiscales en 2025 en dépit de la progression des bases corrélée au niveau de l'inflation de novembre 2024 (+1,4). Le recul des recettes de fonctionnement, au titre notamment de la contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques, s'est donc avéré particulièrement contrainte en 2025 traduisant la nécessité de réaliser des ajustements budgétaires pour respecter les objectifs du pacte financier et fiscal. Les données consolidées viennent également confirmer des tendances plus structurelles comme la baisse de la dotation globale de fonctionnement.

La part relative de la fiscalité dans le total des recettes de fonctionnement s'établit ainsi à près de 65 % et celle des dotations et participation (chapitre 74) à 28% en adéquation avec la structure des recettes sur les précédents exercices.

Le taux de réalisation des recettes de fonctionnement s'établit par ailleurs à 100% des prévisions initiales au budget ouvert, traduisant une estimation sincère et prudente de la fiscalité et des autres recettes de fonctionnement attendues sur l'exercice.



### 1.1 Une progression des recettes fiscales en trompe l'œil liée au dynamisme de la taxe de séjour et à la perception des rôles supplémentaires, alors que la recette de TVA a fait l'objet d'une stabilisation

En 2025, tous produits confondus, la CACP enregistre une progression de ses recettes fiscales de l'ordre de 404 000 euros pour venir s'établir à **92,50 millions d'euros**. Néanmoins, la neutralisation de la taxe de séjour correspondant à un flux recette / dépense dont s'acquitte la CACP ramène d'une part le niveau des produits fiscaux propres à la collectivité à 90,61 millions d'euros soit une stabilisation par rapport à 2024.

La revalorisation des bases, telle qu'actée en loi de finances 2025, s'élève à 1,7% soit le niveau d'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) du mois de novembre 2024. Le panier de ressources fiscales de la collectivité se traduit désormais par une place prépondérante occupée par la fraction de Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) perçue en remplacement de la taxe d'habitation sur les résidences principales et de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

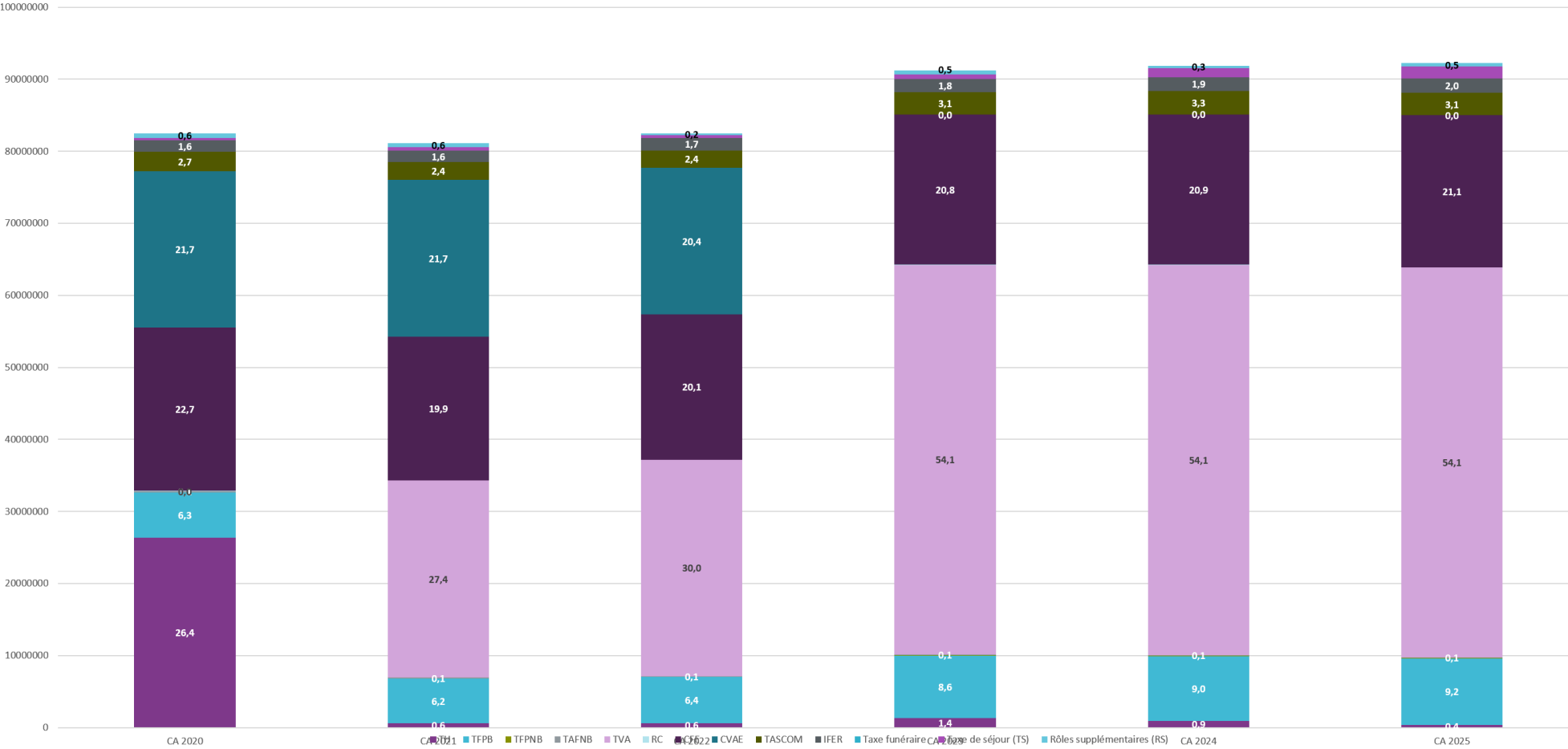
Elle représente désormais près de 60% des ressources fiscales et 38% des recettes réelles de fonctionnement de la CACP en 2025 pour un montant supérieur à 54,1 millions d'euros.

Enfin, l'exercice a également été marqué par la poursuite de l'éligibilité de la CACP au Fonds de péréquation Intercommunal et communal (FPIC). Ainsi, en 2025, la CACP a bénéficié d'un reversement à hauteur de 2,37 millions d'euros tout en s'acquittant d'une participation de 1,25 millions d'euros soit une recette nette de 1,1 million d'euros.

Conformément aux engagements pris, la collectivité n'a pas fait usage du levier fiscal sur l'exercice budgétaire.

**Ainsi, après neutralisation de la taxe de séjour, les produits fiscaux de la collectivité ont diminué de 0,08% entre 2024 et 2025.**

Evolution des recettes fiscales de la CACP 2020-2025



| Recettes fiscales (budget principal) | CA 2020           | CA 2021           | CA 2022           | CA 2023           | CA 2024           | CA 2025           | Evol 2024 - 2025 |              | Répartition 2025 |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|--------------|------------------|
| TH                                   | 26 369 396 €      | 577 471 €         | 597 098 €         | 1 355 484 €       | 902 642 €         | 393 014 €         | - 509 628 €      | -37,6%       | 0,4%             |
| TFPB                                 | 6 286 547 €       | 6 206 157 €       | 6 408 929 €       | 8 648 897 €       | 9 037 703 €       | 9 220 108 €       | 182 405 €        | 2,1%         | 10,0%            |
| TFPNB                                | 16 367 €          | 18 228 €          | 17 807 €          | 18 369 €          | 17 794 €          | 20 063 €          | 2 269 €          | 12,4%        | 0,0%             |
| TAFNB                                | 107 184 €         | 123 009 €         | 124 759 €         | 121 572 €         | 115 653 €         | 139 113 €         | 23 460 €         | 19,3%        | 0,2%             |
| TVA ex-TH                            | - €               | 27 388 095 €      | 30 011 977 €      | 30 831 301 €      | 30 822 252 €      | 30 987 786 €      | 165 534 €        | 0,5%         | 33,6%            |
| TVA ex-CVAE                          |                   |                   |                   | 23 238 743 €      | 23 253 767 €      | 23 135 841 €      | - 117 926 €      | -0,5%        | 25,1%            |
| RC                                   | 106 130 €         | 20 170 €          | 43 184 €          | 21 511 €          | 35 888 €          | 9 374 €           | - 26 514 €       | -123,3%      | 0,0%             |
| CFE                                  | 22 667 382 €      | 19 945 663 €      | 20 145 143 €      | 20 840 897 €      | 20 875 407 €      | 21 077 236 €      | 201 829 €        | 1,0%         | 22,9%            |
| CVAE                                 | 21 681 345 €      | 21 742 624 €      | 20 362 014 €      | - €               | - €               | - €               | - €              |              | 0,0%             |
| TASCOM                               | 2 662 204 €       | 2 447 624 €       | 2 412 257 €       | 3 123 302 €       | 3 263 481 €       | 3 096 799 €       | - 166 682 €      | -5,3%        | 3,4%             |
| IFER                                 | 1 598 625 €       | 1 640 762 €       | 1 700 463 €       | 1 797 778 €       | 1 896 403 €       | 2 025 665 €       | 129 262 €        | 7,2%         | 2,2%             |
| TS                                   | - €               | - €               | - €               | - €               | - €               | - €               | - €              |              | 0,0%             |
| Taxe funéraire                       | 4 925 €           | 400 €             | - €               | - €               | - €               | - €               | - €              |              | 0,0%             |
| <b>TOTAL HORS TS et RS</b>           | <b>81 500 105</b> | <b>80 110 203</b> | <b>81 823 631</b> | <b>89 997 854</b> | <b>90 220 990</b> | <b>90 104 999</b> | <b>- 115 991</b> | <b>-0,1%</b> | <b>97,7%</b>     |
| Taxe de séjour (TS)                  | 342 072           | 437 730           | 449 151           | 644 820           | 1 305 950         | 1 639 788         | 333 838          | 20,4%        | 1,8%             |
| Rôles supplémentaires (RS)           | 642 772           | 593 384           | 238 471           | 548 388           | 319 093           | 467 101           | 148 008          | 0,269896497  | 0,5%             |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                 | <b>82 484 949</b> | <b>81 141 317</b> | <b>82 511 253</b> | <b>91 191 062</b> | <b>91 846 033</b> | <b>92 211 888</b> | <b>365 855</b>   | <b>0,5%</b>  | <b>100,0%</b>    |

- **Marquées par la revalorisation des bases, les recettes issues des taxes foncières poursuivent leur progression en 2025 tout en maintenant un niveau de taux similaire**

Le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) s'élève à plus de **9,2 millions d'euros** en 2025. Ce produit progresse de 2,02% par rapport à 2024 (hors rôles complémentaires) sous l'effet notamment de la revalorisation des bases. Le taux d'imposition est resté inchangé en 2024 et s'établit à 2,41%.

|                             | 2018       | 2019       | 2020       | 2021       | 2022       | 2023      | 2024       | 2025       |
|-----------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|-----------|------------|------------|
| Base nette TFB              | 313 999 k€ | 321 049 k€ | 328 732 k€ | 324.590 k€ | 336.864 k€ | 358 798k€ | 374 874 k€ | 382 480 k€ |
| Evolution                   | 2,09%      | 2,24%      | 2,39%      | 1,26%      | 3,78%      | 6,51%     | 4,48%      | 2,03%      |
| Variation liée à l'assiette | 0,89%      | 0,04%      | 1,49%      | 1,46%      | 0,38%      | -0,59%    | 0,58%      | 0,33%      |
| Variation nominale          | 1,20%      | 2,20%      | 0,9%       | 0,20%      | 3,40%      | 7,10%     | 3,90%      | 1,7        |
| Nombre d'assujettis         | 59 556     | 60 550     | 61 674     | 62 599     | 63 541     | 64 622    | 65 549     | 66 093     |
| Taux                        | 1,91%      | 1,91%      | 1,91%      | 1,91%      | 1,91%      | 2,41%     | 2,41%      | 2,41%      |
| Produit                     | 6 006 k€   | 6 130 k€   | 6 286 k€   | 6 206 k€   | 6 436 k€   | 8 649 k€  | 9 038 k€   | 9 220k€    |

La taxe sur le foncier non bâti (TFNB) s'applique aux parcelles n'accueillant aucun bâtiment et ne bénéficiant d'aucune exonération. Son produit cumulé est donc d'un niveau très limité pour la CACP. Le produit TFNB 2025 s'élève à 20 063 euros, en adéquation avec le produit 2024 (17 794 euros). Cette légère hausse s'explique notamment par la revalorisation des bases et une hausse du nombre du d'assujettis.

|                                  | 2018      | 2019      | 2020       | 2021      | 2022       | 2023       | 2024       | 2025      |
|----------------------------------|-----------|-----------|------------|-----------|------------|------------|------------|-----------|
| Valeur de la base nette TFNB     | 567 933 € | 561 681 € | 639 35 8 € | 712 023 € | 695 57 3 € | 717 60 7 € | 695 06 0 € | 783 748 € |
| Evolution                        | -27,54%   | -1,10%    | 13,83%     | 11,37%    | -2,31%     | 3,17%      | -3,14%     | 12,76%    |
| Dont variation liée à l'assiette | -28,74%   | -3,30%    | 12,93%     | 11,17%    | 1,09%      | -3,93%     | -7,04%     | 11,06%    |
| Dont Variation nominale          | 1,20%     | 2,20%     | 0,90%      | 0,20%     | 3,40%      | 7,10%      | 3,90%      | 1,7%      |
| Nombre d'assujettis              | 5 766     | 5 641     | 5 697      | 5 671     | 5 573      | 5 594      | 5 533      | 5 447     |
| Produit                          |           | 14 379 €  | 16 367 €   | 18.228 €  | 17 807 €   | 18 369 €   | 17 794 €   | 20 063€   |

La CACP perçoit également la taxe d'habitation sur les résidences secondaires depuis la suppression progression de la taxe d'habitation sur les résidences principales. Le produit de cette taxe résiduelle s'élève à 393 000 euros en 2025 enregistrant une diminution très importante de près de 510 000 euros après une première baisse de 450 000 euros en 2024. Cet écart important s'explique par les dysfonctionnements de l'application « Gérer mes biens immobiliers », des nombreuses régularisations intervenues après le lancement de ce nouvel outil et l'exclusion des locaux à un usage professionnel à compter de 2025. En effet, l'obligation est faite depuis le 10 août 2023 à tous les propriétaires qu'ils soient des personnes physiques ou morales de déclarer via l'application « Gérer mes biens immobiliers » (GMBI) le statut d'occupation de leurs biens. Or, le produit 2023 a enregistré des erreurs dans les déclarations et a donné lieu à des double impositions qui se sont traduites la première année et la deuxième année par des dégrèvements pris en charge par l'Etat. Le montant 2025 enregistre donc à nouveau des corrections partielles liées au déploiement de ce nouvel outil.

- **Un exercice 2025 marqué par le gel de la TVA, désormais principale ressource fiscale de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, au titre de la contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques**

La réforme engagée par le Gouvernement, visant à exonérer de la taxe d'habitation 80% des contribuables situés sous un plafond de ressources a été mise en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et devait s'achever en 2020. Compte tenu de l'exigence constitutionnelle d'étendre cette exonération à l'ensemble des contribuables sur leurs résidences principales, le Gouvernement a engagé, dès la loi de finances 2020, une refonte plus globale de la fiscalité locale qui conduit à la suppression du produit de la taxe d'habitation dans la recette des collectivités à compter de 2021. Pour les EPCI, le législateur a fait le choix de transférer une fraction de Taxe sur la Valeur Ajoutée des entreprises à hauteur du produit de TH enregistré en 2020.

Cette substitution de la taxe d'habitation par une fraction de TVA conduit à une évolution substantielle du panier de ressources de la CACP avec pour résultante une baisse importante de son autonomie fiscale et une déconnection entre la fiscalité perçue par l'agglomération et ses administrés.

La part de TVA perçue par la CACP au titre de la suppression de la taxe d'habitation s'élève à **30,99 millions d'euros** en 2025 soit une stabilisation du produit par rapport au montant enregistré en 2024 conformément aux dispositions de la loi de finances 2025. Cette nouvelle ressource, dont la progression est étroitement corrélée à la croissance économique constatée à l'échelle nationale, représente 34% du panier de ressources fiscales conservés par la collectivité.

En outre, la collectivité perçoit également une deuxième fraction de TVA dans le cadre de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) actée dans la loi de finances 2023. Pour rappel, deuxième recette fiscale de la CACP jusqu'à sa suppression, la CVAE était due par toute entreprise réalisant au moins 500.000 euros de chiffre d'affaires annuels. Les entreprises les plus importantes du territoire sont donc directement concernées, notamment celles qui exercent leur activité à un niveau national ou international.

La compensation de la suppression de la CVAE repose à la fois sur une part socle figée correspondant à la moyenne de la recette sur les exercices 2020-2023 – intégrant donc les années de ralentissement de l'activité économique en lien avec la crise sanitaire – et une part dynamique indexée sur l'évolution de la TVA via la mise en place d'un fonds national d'attractivité économique des territoires (FNAET) dont les critères de fonctionnement n'ont finalement pas été précisés en 2024 et devaient entrer en vigueur en 2025. Finalement, le gel de la recette de TVA octroyée aux collectivités territoriales n'a pas permis au FNAET de produire ses effets.

Ainsi, la CACP a perçu une fraction de TVA au titre de la suppression de la CVAE de **23,14 millions d'euros** dont 22,40 millions de part socle et 675 000 euros au titre de la part dynamique soit un montant similaire à celui de 2024.

Au total, le produit de TVA s'élève donc à **54,12 millions d'euros**. Désormais, la TVA constitue donc la principale ressource fiscale et représente un peu moins de 60% du panier fiscal de la CACP, alors même qu'elle demeure étroitement corrélée au dynamisme au niveau national en lien avec la croissance économique et la consommation des agents économiques, et inversement déconnecté des dynamiques du territoire cergyptontain.

Si le gel de la TVA a renforcé son pilotage sur l'exercice budgétaire en évitant les mécanismes de surversement et de reprise comme cela avait été le cas en 2024, les collectivités territoriales ont été pénalisées par les dispositions retenues en loi de finances. Au niveau national, le produit de TVA a augmenté de 1,3%. La hausse de ce produit, qui aurait dû être pour partie reversée aux collectivités territoriales selon les dispositions initialement en vigueur, a été conservée par l'Etat au titre de la consolidation des finances publiques et de l'objectif de réduction du déficit et de maîtrise des finances publiques. La TVA constitue ainsi l'un des vecteurs de participation des collectivités territoriales – et donc de la CACP – au redressement des finances publiques.

- **La fiscalité économique de la CACP, limitée désormais à la seule cotisation foncière des entreprises (CFE), progresse très légèrement**

La cotisation foncière des entreprises (CFE) est assise sur la valeur locative des locaux occupés par un établissement donné (principal ou secondaire) sur le territoire. Elle est la dernière composante de la fiscalité économique territoriale compte tenu de la suppression de la CVAE depuis l'exercice 2023. Au regard du dynamisme du tissu économique cergypontain, la CFE est une recette d'ampleur pour la Communauté d'agglomération.

Néanmoins, la CFE a vu son produit à la fois modifié conjoncturellement par la crise sanitaire et structurellement par la réforme des impôts de production intervenue en loi de finances 2021.

Ainsi, en 2025, le produit de la CFE s'élève à **21,1 millions d'euros** soit une progression modérée par rapport à 2024 (+0,97%), mais un niveau qui demeure nettement inférieur à celui de 2020 compte tenu de la réforme des impôts de production (-7%).

|                             | 2018      | 2019      | 2020      | 2021      | 2022      | 2023      | 2024      | 2025      |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Base nette de CFE           | 96 242 k€ | 94 206 k€ | 96 568 k€ | 84 935 k€ | 86 164 k€ | 88 980 k€ | 89 175 k€ | 90 075 k€ |
| Evolution                   | 1,65%     | -2,12%    | +2,51%    | -12,05 %  | + 1,45%   | 3,30%     | +0,2%     | 1,01%     |
| Variation liée à l'assiette | 0,45%     | -4,32%    | 1,61%     | -12,25%   | 4,85%     | -3,80%    | -3,70%    | -0,69%    |
| Variation nominale          | 1,20%     | 2,20%     | 0,90%     | +0,20%    | 3,40%     | 7,10%     | 3,90%     | 1,7%      |
| Nombre d'assujettis         | 13 264    | 12 485    | 13 584    | 15 731    | 16 970    | 18 838    | 20 618    | 21 873    |
| Taux                        | 23,38 %   | 23,38 %   | 23,38%    | 23,38%    | 23,38%    | 23,38%    | 23,38%    | 23,38%    |
| Produit                     | 22 594 k€ | 22 164 k€ | 22 667 k€ | 19.946 k€ | 20 206 k€ | 20 840 k€ | 20 875 k€ | 21 077 k€ |

- **Rôles complémentaires et supplémentaires**

Les rôles complémentaires et supplémentaires correspondent à des régularisations de taxes d'habitation, de taxe foncière et de cotisation foncière des entreprises liées aux exercices précédents. Ils sont émis lorsqu'un contribuable n'a pas été suffisamment imposé ou à l'occasion d'une nouvelle déclaration parvenue en cours d'année, en dehors de la période de recouvrements des rôles généraux. C'est donc un produit très irrégulier d'une année sur l'autre.

En 2024, le montant des rôles supplémentaires de fiscalité directe locale s'élève à 467 000 euros contre 319 000 euros en 2024.

- **La Taxe sur les surfaces commerciales renoue avec une nette progression attestant du dynamisme économique du territoire**

La Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) est due par les grandes surfaces de distribution (+400m²) réalisant plus de 460k€ de chiffre d'affaires. Elle est également payée par les enseignes de moindre surface dès lors qu'elles appartiennent à un groupe organisé en réseau et correspondant aux critères précédents.

Après un mouvement haussier en 2024, la TASCOM enregistre une baisse de 170 000 euros environ pour s'établir à 3,1 millions d'euros en 2025. Cette baisse s'explique vraisemblablement en partie par celle le ralentissement du chiffre d'affaires des entreprises installées sur le territoire cergypontain et assujetties.

- **Autres impôts et taxes**

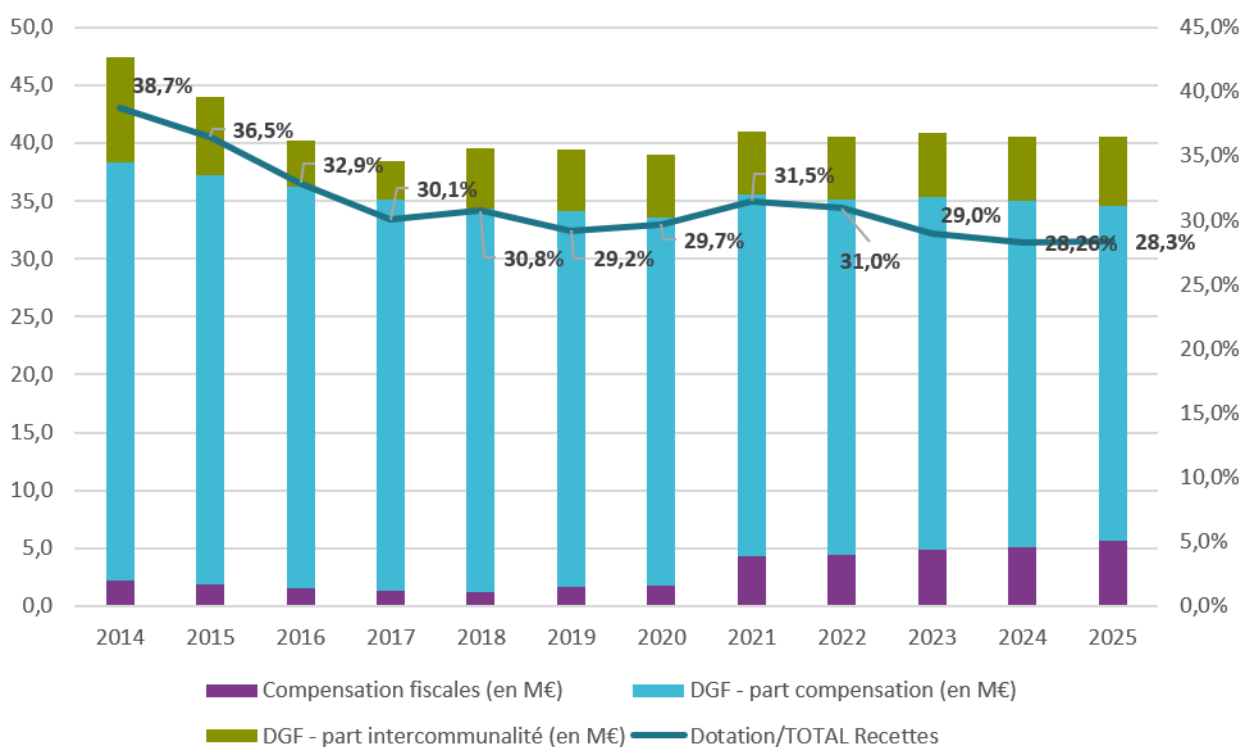
L'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER) est due par les entreprises gestionnaires de réseaux de communication et/ou d'énergie, depuis la disparition de la taxe professionnelle en 2010. Son montant s'élève à **2,02 millions d'euros** en 2025 soit un niveau relativement stable.

Enfin, la taxe de séjour s'élève à **1,64 millions d'euros** en 2025 (+25,6%). La progression très nette de ce produit s'explique par l'instauration d'une taxe additionnelle pour Ile-de-France Mobilités (IDFM) d'un montant de 200% de la taxe de séjour en sus de celles déjà existantes pour le Conseil départemental et la Société des Grands projets (SGP). La taxe de séjour est intégralement reversée et fait donc l'objet d'une inscription en recettes / dépenses.

## 1.2 Un montant de dotations de l'Etat qui poursuit sa lente érosion sous l'effet de la diminution marquée de la dotation globale de fonctionnement

En 2025, la CACP a perçu un montant de dotation de **40,54 millions d'euros** soit une baisse de 0,1% par rapport à 2024 qui s'explique notamment par la diminution tendancielle et accentuée de la dotation globale de fonctionnement, du fait notamment de la contribution des collectivités au redressement des finances publiques, que ne permet pas de compenser la hausse des dotations de compensation fiscales dans le cadre des réformes intervenues ces dernières années.

Evolution de la DGF et des compensations fiscales depuis 2014



- **La dotation globale de fonctionnement 2025 enregistre une diminution encore plus marquée que celle constatée sur l'exercice budgétaire antérieur**

Si la loi de finances 2025 prévoyait une augmentation de la dotation globale de fonctionnement de près de 150 millions d'euros, cette dernière s'est essentiellement concentrée sur les communes rurales éligibles à la dotation de solidarité rurale (DSR) et à celles bénéficiaires de la dotation de solidarité urbaine (DSU). C'est pourquoi la CACP a tout de même vu sa dotation globale de fonctionnement diminuer de plus de 920 000 euros en 2025 (-2,6%) soit une baisse bien plus marquée que celle enregistrée sur l'exercice précédent du fait de l'écèlement de la part forfaitaire décidée en loi de finances.

Ainsi, s'agissant de la CACP, les évolutions des deux composantes de la DGF ont été les suivantes :

- La dotation d'intercommunalité se stabilise pour atteindre 5,64 millions d'euros en 2025. Depuis 2019, la CACP bénéficie d'une clause de garantie en valeur (modulo les évolutions de la population du territoire cergypontrain), compte tenu du niveau de coefficient d'intégration fiscale atteint depuis la prise de compétence en matière de collecte des ordures ménagères ;
  - La dotation de compensation, autre composante de la DGF communautaire, est en baisse tendancielle (28,95 millions d'euros soit -3,5% par rapport à 2024) du fait de l'abondement des mécanismes de péréquation au niveau national financés pour partie un écrêtement de la part forfaitaire.
- **En conséquence de la réforme des impôts de production, des dotations compensatrices de l'Etat en augmentation**

Les dotations de l'Etat perçues par la CACP comportent également, outre la DGF, des allocations compensatrices dont l'objectif est de compenser des mesures fiscales prises par le législateur : exonérations de taxe foncière et taxe d'habitation, compensations liées à l'ancienne taxe professionnelle et à la contribution territoriale. Le montant perçu à ce titre par la CACP a été de 5,95 millions d'euros en 2025 (+17,7%).

Ce montant est deux fois plus important que pour la période antérieure à 2021 en raison de la réforme des impôts de production intervenue en loi de finances 2021 qui entérinait la diminution des trois impôts dits de production (CVAE, CFE, TFB).

### **1.3 Les autres recettes demeurent stables du fait d'équipements sportifs et culturels ayant trouvé leur rythme de fonctionnement**

Les produits des services s'établissent à **3,8 millions d'euros** pour 2025 soit une progression de de plus de 500 000 euros par rapport à 2024. Cette hausse notable s'explique par l'enregistrement d'une recette ponctuelle de 588 990 euros liée à la conclusion d'un protocole transactionnel avec la Communauté urbaine Grand Paris-Seine-et-Oise relatif au transport des eaux usées de la commune de Conflans-Sainte-Honorine pour la période 2013-2021.

Les recettes issues des activités sportives et culturelles de la collectivité se stabilisent confirmant leur attractivité sur le territoire cergypontrain. Les grilles tarifaires font l'objet d'une revalorisation annuelle corrélée au niveau de l'inflation constatée (délibérations n°30 du Conseil communautaire du 3 juin 2025 pour les équipements sportifs communautaires et n°29 juillet pour le Conservatoire à rayonnement régional).

Les principaux produits des services sont les suivants :

- Les droits d'inscription du Conservatoire sont demeurés conformes aux exercices antérieurs (0,50 million euros soit + 32 000 euros par rapport à 2024).
- Les recettes issues des équipements sportifs, notamment des piscines et de la halle des Maradas, sont stabilisées à hauteur de 1,1 million d'euros.
- Les redevances d'occupation du domaine public s'établissent à 0,30 million d'euros sur l'exercice 2025, montant à nouveau diminution par rapport à 2024. Le différentiel s'explique par une révision des tarifs intervenue en 2024 en raison du contexte économique et social complexe que rencontrent les établissements de restauration du Grand centre (délibération du Conseil communautaire du 2 juillet 2024) et dont l'effet année pleine est pleinement perceptible en 2025.

- Les remboursements par les communes au titre des conventions de mise à disposition s'établissent à 128 000 euros, notamment dans le cadre de l'Observatoire fiscal mutualisé (31 764 euros), de la mission RGPD (53 397 euros) ou du fonctionnement du centre horticole (42 727 euros).

L'exercice 2025 a également été marqué par la mise en place du contrat de concession pour l'exploitation du mobilier urbain (date de début d'exploitation définie contractuellement au 9 juin 2025) a donné lieu à 186 000 euros de redevance d'occupation du domaine public (part fixe et part variable). Par ailleurs, la mise en place du nouveau marché de vélos en libre-service a donné lieu à des recettes de service à hauteur de 65 000 euros de la date d'entrée en vigueur du service (8 juin 2025) et la fin de l'exercice. La flotte cycliste a été progressivement déployée jusqu'à la fin du deuxième semestre 2025.

| Nature | Recettes des servies                                       | Réalisé<br>2020 | Réalisé<br>2021 | Réalisé<br>2022 | Réalisé<br>2023 | Réalisé<br>2024 | Réalisé<br>2025 | Var. 2024/2025 |              |
|--------|------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|--------------|
| 70631  | PRODUITS DES EQUIPEMENTS SPORTIFS                          | 0,4             | 0,4             | 1,2             | 1,1             | 1,2             | 1,1             | -0,06          | -4,8%        |
| 7067   | PRODUITS DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES (CRR)               | 0,5             | 0,5             | 0,4             | 0,4             | 0,5             | 0,5             | 0,03           | 6,8%         |
| 70323  | REDEV. D'OCCUPAT. DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAUTAIRE          | 0,4             | 0,5             | 0,5             | 0,5             | 0,5             | 0,3             | -0,24          | -44,4%       |
| 708421 | PRODUITS DES BUDGETS ANNEXES                               | 0,7             | 0,6             | 0,6             | 0,7             | 0,7             | 0,9             | 0,24           | 35,4%        |
|        | AUTRE                                                      | 0,4             | 0,3             | 0,5             | 0,4             | 0,5             | 1,0             | 0,52           | 103,4%       |
|        | <b>TOTAL Produits des services</b>                         | <b>2,4</b>      | <b>2,6</b>      | <b>3,2</b>      | <b>3,3</b>      | <b>3,3</b>      | <b>3,8</b>      | <b>0,5</b>     | <b>15,3%</b> |
|        | <b>TOTAL Produits des services hors subventions aux BA</b> | <b>1,7</b>      | <b>1,7</b>      | <b>2,6</b>      | <b>2,6</b>      | <b>2,7</b>      | <b>2,9</b>      | <b>0,3</b>     | <b>10,1%</b> |

Parallèlement, les produits de gestion courante (essentiellement les produits de loyers et charges perçus par la CACP sur ses propriétés) s'établissent à **1,7 million d'euros** soit une baisse de 700 000 euros liée d'une part à la baisse des redevances dans le cadre de la DSP Stationnement (avenant n°4 approuvé par délibération du Conseil communautaire en date du 4 juillet 2025) et de nouvelles règles de fonctionnement des appels à projets ACTEE (Merisier, Peuplier, Séquoia) pour lesquels les cofinancements des communes ne transitent plus par la CACP. Les atténuations de charges (remboursement des personnels CACP mis à disposition d'autres structures publiques) atteignent quant à elles **0,5 million d'euros** en 2025 soit un montant similaire à celui de l'exercice précédent.

Les autres recettes s'établissent à **0,1 million** en 2025 correspondant notamment à une recette liée à la dissolution de la société Cergy-Pontoise TV Câble.

Enfin, la CACP enregistre **2,46 millions euros** de reprises de provisions dans le cadre d'un protocole transactionnel conclu avec la Communauté urbaine Grand Paris-Seine-et-Oise relatif au transport des eaux usées de la commune de Conflans-Sainte-Honorine (délibération du 3 juin 2025) pour la période 2013-2021.

## 2. Des dépenses de fonctionnement enregistrant une progression modérée en 2025 pour tenir compte des contraintes présentes et du respect des objectifs financiers de la collectivité

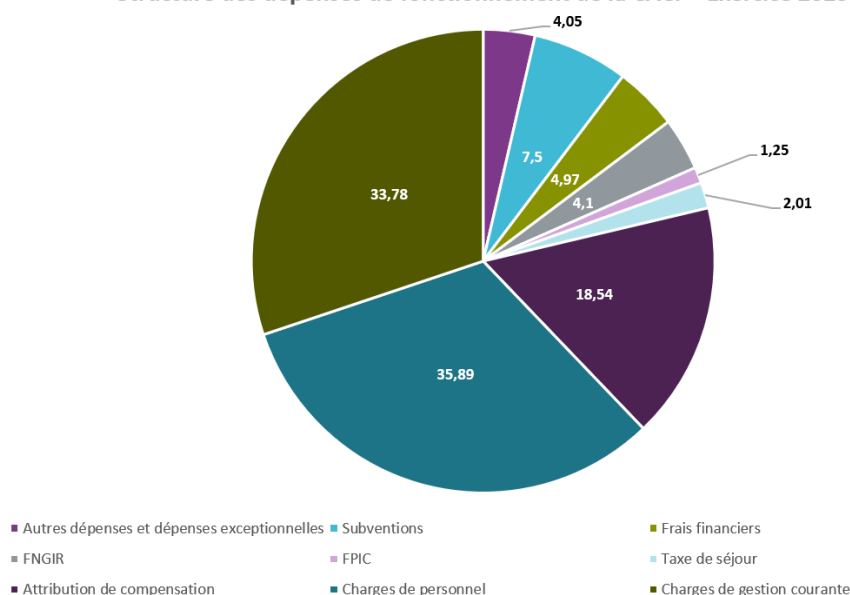
Les dépenses réelles de fonctionnement enregistrent une progression de 2,55 millions par rapport à 2024 soit + 2,3% pour venir s'établir à **112,09 millions d'euros hors provisions** soit un taux d'exécution global de 97% par rapport au budget total 2025. Le taux d'exécution est particulièrement élevé et demeure en progression d'un point par rapport à celui de 2024 sur la section consolidée.

Comme en 2023 et 2024, cette section de fonctionnement demeure largement marquée par les conséquences directes et indirectes de l'inflation, mais aussi par des évolutions structurelles comme la contribution de la CACP au Fonds de Péréquation Intercommunale et Communale (FPIC) ou les nombreuses évolutions intervenues sur les dépenses de personnel, ainsi que la mise en place de la contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques. Entre 2021 et 2025, les dépenses réelles de fonctionnement ont progressé de 17%, signe des mutations et des tensions particulièrement denses enregistrées sur cette section depuis deux exercices.

|                                                             | CA2024             | BT 2025            | CA 2025            | Tx exécution<br>(% BT 2025) | Evol. CA2024-CA2025 |                |
|-------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|---------------------|----------------|
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement (hors provisions)</b> | <b>109 540 050</b> | <b>115 827 819</b> | <b>112 087 236</b> | <b>97%</b>                  | <b>2 547 186</b>    | <b>2,3%</b>    |
| <i>DRF hors dépenses exceptionnelles (67)</i>               | <i>109 513 665</i> | <i>113 247 608</i> | <i>109 552 680</i> | <i>97%</i>                  | <i>39 015</i>       | <i>0,0%</i>    |
| <b>Charges de gestion courantes (011)</b>                   | <b>32 712 418</b>  | <b>35 764 923</b>  | <b>33 782 907</b>  | <b>94%</b>                  | <b>1 070 489</b>    | <b>3,3%</b>    |
| <b>Charges de personnel (012)</b>                           | <b>34 326 135</b>  | <b>36 825 747</b>  | <b>35 888 054</b>  | <b>97%</b>                  | <b>1 561 919</b>    | <b>4,6%</b>    |
| <b>Atténuations de produits</b>                             | <b>27 105 184</b>  | <b>25 933 430</b>  | <b>25 915 002</b>  | <b>100%</b>                 | <b>-1 190 182</b>   | <b>-4,4%</b>   |
| <i>Attributions de compensation</i>                         | <i>19 561 026</i>  | <i>18 535 116</i>  | <i>18 535 116</i>  | <i>100%</i>                 | <i>-1 025 910</i>   | <i>-5,2%</i>   |
| <i>Taxe de séjour</i>                                       | <i>1 212 599</i>   | <i>2 032 116</i>   | <i>2 014 206</i>   | <i>99%</i>                  | <i>801 607</i>      | <i>66,1%</i>   |
| <i>Autres atténuations de produits</i>                      | <i>497 708</i>     | <i>15 000</i>      | <i>14 492</i>      |                             | <i>-483 216</i>     | <i>-97,1%</i>  |
| <i>FPIC</i>                                                 | <i>1 728 862</i>   | <i>1 246 198</i>   | <i>1 246 198</i>   |                             | <i>-482 664</i>     | <i>-27,9%</i>  |
| <i>FNGIR</i>                                                | <i>4 104 989</i>   | <i>4 105 000</i>   | <i>4 104 989</i>   | <i>100%</i>                 | <i>0</i>            | <i>0,0%</i>    |
| <b>Frais financiers</b>                                     | <b>5 134 262</b>   | <b>5 260 351</b>   | <b>4 969 781</b>   | <b>94%</b>                  | <b>-164 481</b>     | <b>-3,2%</b>   |
| <b>Subventions (6554..., 6573..., 6574)</b>                 | <b>8 144 526</b>   | <b>7 624 329</b>   | <b>7 497 702</b>   | <b>98%</b>                  | <b>-646 824</b>     | <b>-7,9%</b>   |
| <b>Autres dépenses</b>                                      | <b>2 117 525</b>   | <b>4 419 039</b>   | <b>4 033 791</b>   | <b>91%</b>                  | <b>1 916 266</b>    | <b>90,5%</b>   |
| <i>dont solde 65</i>                                        | <i>2 091 140</i>   | <i>1 838 828</i>   | <i>1 499 235</i>   | <i>82%</i>                  | <i>-591 905</i>     | <i>0,0%</i>    |
| <i>dont dépenses exceptionnelles</i>                        | <i>26 385</i>      | <i>2 580 211</i>   | <i>2 534 556</i>   | <i>98%</i>                  | <i>2 508 171</i>    | <i>9506,0%</i> |
| <b>Provisions</b>                                           | <b>40 900</b>      |                    |                    |                             |                     |                |

En termes de structure, la répartition des différents postes de charges dans le total des dépenses réelles de fonctionnement est globalement stable même si les dépenses de personnel sont en 2025 le premier poste de dépenses conséquence à la fois des mesures réglementaires prises au niveau national et des mutualisations :

Structure des dépenses de fonctionnement de la CACP - Exercice 2025



## 2.1 Des charges de gestion sous contraintes qui progressent modérément afin de préserver l'épargne brute de la collectivité.

Après avoir enregistré une baisse de 8,6% en 2024, les charges à caractère général exécutés s'établissent à **33,78 millions d'euros** en 2025 soit une hausse de 1,07 million d'euros par rapport à l'exercice précédent (+3,3%). Ces frais correspondent aux dépenses d'administration courante et sont particulièrement sensible à l'inflation, notamment sur certaines matières premières. Le plan de sobriété mis en œuvre depuis la crise énergétique continue de porter ses fruits à l'instar des économies d'ores et déjà constatés sur les trois exercices budgétaires précédents. Le taux d'exécution sur ce chapitre budgétaire est de 94% et demeure en nette hausse (+3 points par rapport à 2024). Il convient de souligner que les crédits ouverts au BT 2025 étaient inférieurs à ceux du BT 2024 au chapitre 011, mais que l'exécution au chapitre 011 demeure plus importante sur cet exercice, signe d'une nette réduction des marges de manœuvre de la collectivité.

Parmi les principaux postes de dépenses, il est possible de mentionner :

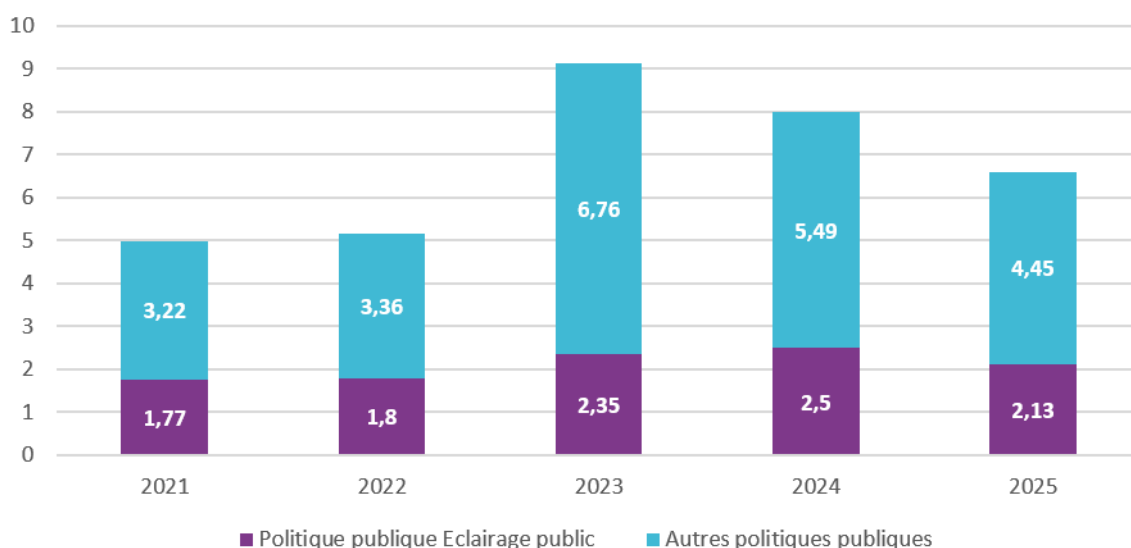
- Hors la part de l'électricité réglée via les charges de copropriété, le montant de la facture d'électricité est de 5,1 millions d'euros contre 6,0 millions d'euros sur l'exercice précédent (-15%) toutes politiques publiques confondues ;
- Près de 3,0 millions d'euros pour assurer les dépenses courantes relatives à l'entretien des espaces verts de l'agglomération (- 109 532 euros) ;
- Près de 3,8 millions d'euros pour assurer les dépenses courantes des piscines du territoire cergypontrain (dont les factures énergétiques de ces équipements) et près de 170 000 euros pour celles du Conservatoire à rayonnement régional (budget stable) ;
- Plus de 470 000 euros pour la mise en place du nouveau marché de vélo en libre-service à compter du 8 juin 2025 ;
- Plus de 1 million euros pour les dépenses courantes des aires des gens du voyage localisées sur le territoire de Cergy-Pontoise dans le cadre de la politique publique Habitat ;
- Près de 735 000 euros pour les dépenses courantes relatives à l'entretien de la voirie (- 68 000 euros) et près de 180 000 euros pour l'entretien des équipements urbains (budget stable) ;

- Près de 100 000 euros pour l'organisation d'expositions et manifestations culturelles et sportives (hors subvention) contribuant au rayonnement du territoire cergypontrain à l'instar de la Coupe de France de break, des expositions déployés sur la place des Arts, de l'organisation de la fête de la musique, du Festival du regard... A ce montant s'ajoute également près de 725 000 euros de crédits mandatés au chapitre 011 pour l'organisation du festival Cergy Soit ! ;
- Près de 200 000 euros d'études préalables aux projets des directions en particulier dans le domaine du développement durable et de la transition écologique et énergétique : inventaire et étude phytosanitaire du patrimoine arboré, élaboration du plan air, étude sur la biodiversité, inspection des ouvrages d'art...

Les dépenses mandatées en 2025 confirment la priorité politique octroyée à l'entretien des espaces verts et de la voirie communautaire, malgré les contraintes budgétaires enregistrées sur la section de fonctionnement et la diminution lors du vote du budget de certains budgets alloués.

Compte tenu de la sensibilité de la facture énergétique, la CACP a engagé dès octobre 2022 un plan de sobriété dont les pleins effets se sont révélés en 2023 et 2024. En effet, en 2021, la facture énergétique totale (électricité, gaz chauffage urbain) de la collectivité s'élevait à 5 millions d'euros pour le budget principal. En 2022, compte tenu des premières hausses enregistrées, les dépenses énergétiques ont cru pour atteindre 5,2 millions d'euros (+0,2 million d'euros). En 2023, grâce aux efforts du plan de sobriété, le montant de la facture énergétique a été limité à 9,1 millions d'euros (+3,9 millions d'euros) pour le budget principal. En 2024, l'atterrissage énergétique a été de 7,99 millions d'euros pour le budget principal, soit une baisse de 1,12 million euros par rapport à l'exercice précédent. En 2025, le montant de la facture énergétique s'élève à **6,58 millions d'euros** soit une diminution de 18% par rapport à 2023 (-1,41 million d'euros). Si la CACP bénéficie de la détente des prix sur le marché de l'énergie et des conséquences de son plan de sobriété, la facture globale demeure, cinq ans après, à un niveau bien plus élevé que celui de 2021.

**Evolution de la facture énergétique de la CACP entre 2021 et 2024 en millions d'euros (budget principal)**



Pour limiter la facture énergétique et cela dès 2022, la CACP s'est engagée au deuxième semestre dans la mise en place d'un plan de sobriété afin de limiter la progression des dépenses énergétiques. Plusieurs mesures ont été prises afin d'atténuer l'impact de cette hausse exceptionnelle sur les finances de la collectivité et sa capacité d'investissement. Les mesures

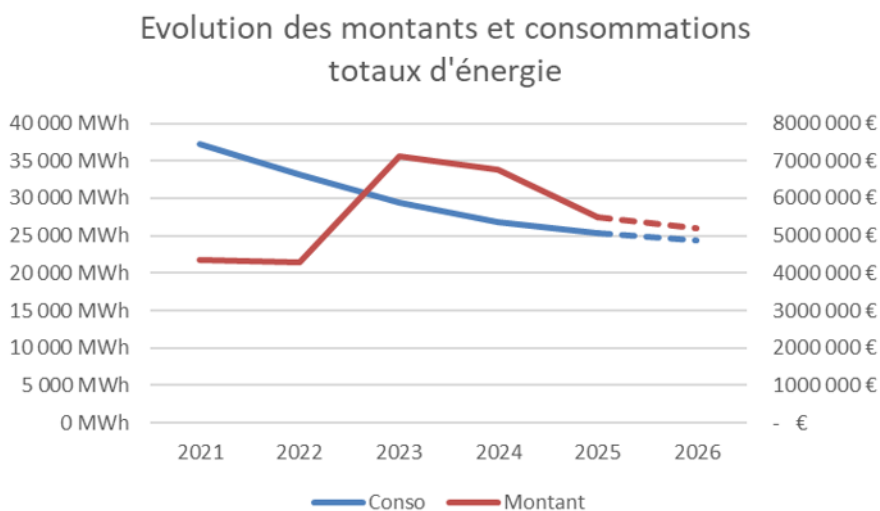
décidées se déploient dans différents domaines et les effets ont été amplifiés sur l'exercice 2024 notamment en raison de la fermeture de la piscine de la Ravinière à Osny le 30 juin 2024 et de l'effet année pleine de la fermeture de la piscine des Béthunes à Saint-Ouen-l'Aumône. En outre, parmi les principales mesures, il est possible de mentionner :

- Extinction de l'éclairage public sur des périodes et des espaces définis et renforcement du déploiement de l'application « J'allume ma rue » qui permet une extinction de l'éclairage de 1h30 à 4h30, mais avec la possibilité de rallumer lors du passage des habitants *via* son smartphone ;
- Diminution de la température de l'eau des piscines de la CACP ;
- Diminution de la température extérieure dans les équipements sportifs et culturels de la CACP, mais aussi dans les locaux administratifs de la collectivité ;
- Fermeture de la totalité des piscines sur les deux dernières semaines du mois décembre 2025, période où la fréquentation est faible et la consommation énergétique traditionnellement élevée.

Toutes ces mesures sont prises avec le souci permanent de concilier la maîtrise des dépenses publiques et une pratique sportive optimale et sécurisée pour l'ensemble des publics.

Au total l'ensemble des dispositifs du plan de sobriété 2025 a permis de réaliser **0,8 million** d'euros d'économies supplémentaires dont 500 000 euros au titre de l'éclairage public et 200 000 euros dans les piscines.

Ainsi, la période 2021-2025 se traduit à la fois par une diminution de la consommation énergétique en MWh en raison de la modification des usages des équipements et des efforts engagés, mais qui ne compense que partiellement la nette hausse des tarifs enregistrée sur la période.



## 2.2 Conséquence directe des mesures règlementaires et de la mutualisation, des charges de personnel en progression, mais qui restent maîtrisées

Les charges de personnel (rémunérations et dépenses associées) se sont élevées à **35,89 millions d'euros** en 2025 soit une hausse de 1,56 millions euros (+4,6%) par rapport à l'exercice précédent qui avait lui-même fait l'objet d'une progression marquée compte tenu des mesures règlementaires impactant la paie des agents (+1,6 million d'euros en 2022 ; +1,1 million d'euros en 2023 ; +1,21 million d'euros en 2024). Le taux de réalisation sur ce chapitre budgétaire est de 97%, un niveau inférieur à celui de 2024 traduisant le pilotage fin de la masse salariale.

Au 31 décembre 2025, l'effectif de la Communauté d'agglomération se compose de 590,9 postes budgétaires permanents (553 à temps complet et 37,9 à temps non complet) pour un effectif réel de 583,7 postes sur le budget principal (433,47 agents titulaires et 150,24 agents non-titulaires). Les dépenses de paie *stricto sensu* s'élèvent à 35,28 millions d'euros en 2025 avec un taux d'exécution de 98%

Il convient de souligner qu'une part de la hausse des dépenses de personnel s'explique par des évolutions de périmètre liées aux différentes mutualisations. Ces dernières font l'objet d'une compensation soit via les attributions de compensation soit via l'émission de titres de recettes en fin d'exercice à l'euro l'euro. En 2025, le principal changement concerne l'intégration de la ville de Cergy au Service commun des systèmes d'information qui s'est traduit par le transfert de 12 agents, ainsi qu'un poste supplémentaire nécessaire au bon fonctionnement du service mutualisé. Conformément au montant présenté à la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) en date du 25 novembre 2024, l'impact lié aux ressources humaines dans le cadre de l'intégration de Pontoise est de 638 000 euros. Parmi les mutualisations ayant eu un effet sur les dépenses de personnel, il est également possible de mentionner le transfert des terrains familiaux locatifs de la commune de Pontoise conformément à la réglementation en vigueur. Ce changement s'est traduit par le transfert d'un ETP pour un coût associé de 29 358 euros conformément au montant approuvé lors de la CLECT du 25 novembre 2024. L'effet année pleine et l'effectivité des recrutements relatifs la mutualisation du patrimoine arboré explique également la progression des dépenses de personnel.

Outre les mutualisations et transferts, la progression de la masse salariale s'explique par des mesures réglementaires dans le cadre de la contribution des collectivités au redressement des finances publiques. Afin de minorer le déficit des comptes des organismes de la sécurité sociale, les principales mesures prises par le Gouvernement, dans le cadre de la loi de finances 2025, sont les suivantes :

- La hausse de trois points de la cotisation CNRACL (+ 390 000 euros) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;
- La fin de la compensation d'un point sur la cotisation maladie (+ 100 000 euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025).

A cela s'ajoute le glissement vieillesse-technicité (GVT) corrélée à la pyramide des âges de la collectivité et à la structure des effectifs d'un montant de 250 000 euros.

L'ensemble de ces mesures explique dans une large mesure la progression de la masse salariale sur l'exercice 2025 malgré un pilotage fin de la dépense sur ce chapitre budgétaire et des optimisations dans les recrutements.

### **2.3 La poursuite du soutien aux partenaires de la Communauté d'agglomération dans le cadre des différentes politiques publiques**

Comme chaque année, la CACP a contribué à apporter son soutien à des associations du territoire évoluant dans des domaines divers (sport, culture, éducation, économie, solidarités, politiques de la ville...). Les objectifs et missions de ces dernières sont reconnus d'intérêt général et s'inscrivent dans le champ des grandes orientations définies par la collectivité. Dans un contexte macroéconomique de surenchérissement des coûts, un nombre certain d'associations fait face à des difficultés économiques notables d'où l'importance du soutien des acteurs publics.

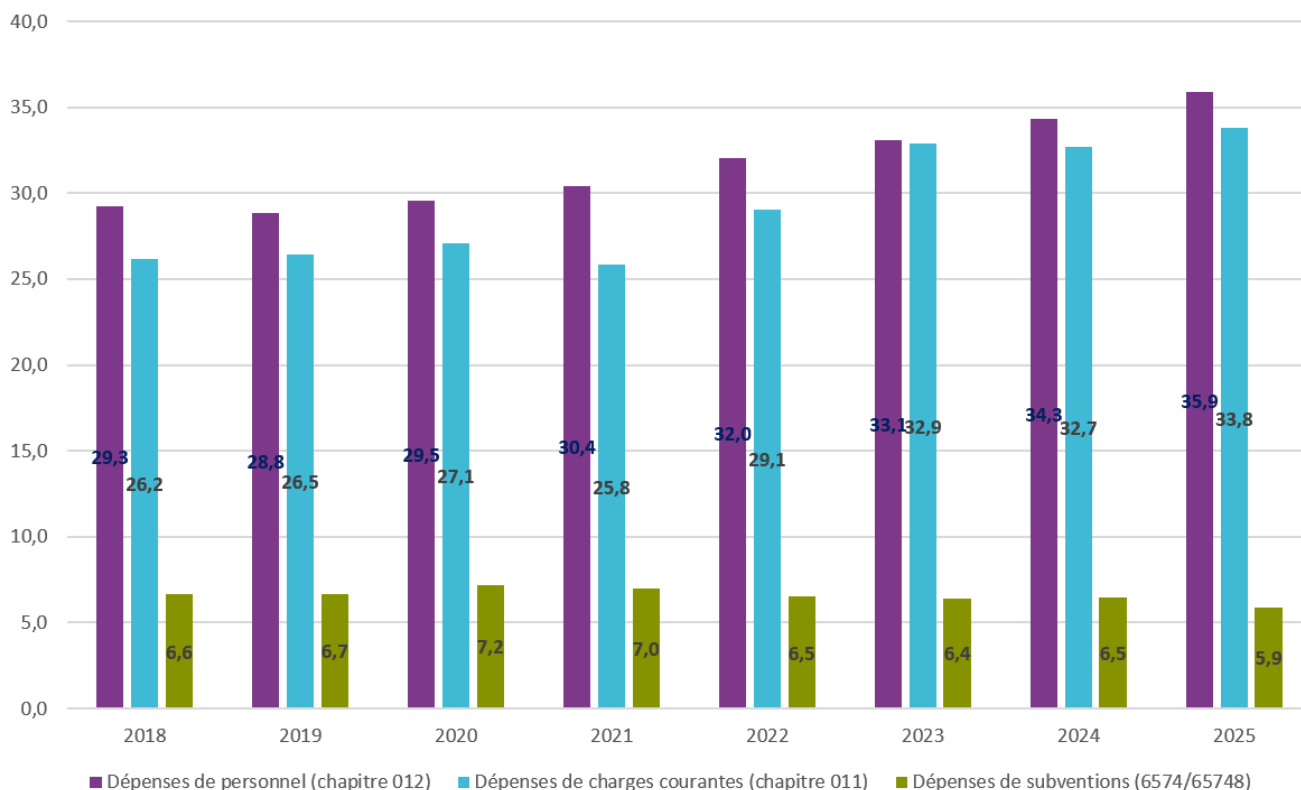
Pour 2025, le montant des subventions versé par la Communauté d'agglomération s'élève à **7,50 millions d'euros** soit une diminution de plus de 645 000 euros par rapport à l'année précédente (-7,9%). La baisse entre les deux exercices s'explique principalement par l'extinction de certains

cofinancements dans le cadre de la coopération internationale (- 351 050 euros), d'une moindre contribution à l'Ile-de-Loisirs (- 108 300 euros) et par un changement dans les règles de fonctionnement des dispositifs ACTE en matière de transition écologique pour lesquels la CACP ne fait plus office d'intermédiaire.

Ainsi, le montant des subventions versées par la CACP en 2025 intègre notamment :

- Environ 2,5 millions de subventions de fonctionnement au secteur culturel avec notamment un soutien à la Scène nationale à hauteur de 2,05 millions d'euros. D'autres structures (Usine & Cie, Art ensemble) ou manifestations culturelles (Jazz au fil de l'Oise, Festival de musique baroque) ont également été accompagnées.
- Un montant stabilisé d'1,6 million d'euros de subventions de fonctionnement au secteur sportif en particulier en direction des clubs labellisés (Hockey Club de Cergy-Pontoise, Cergy-Pontoise Natation, Club des sports de glace, Entente Athlétisme Cergy-Pontoise Agglomération).
- 1,2 million d'euros de subventions de fonctionnement dans le cadre de la politique de la ville et en direction de structures contribuant au renforcement des solidarités et de la cohésion (Espérer 95, Sauvegarde de l'enfance...).
- Une contribution statutaire de la CACP à l'Ile-de-loisirs de 735 000 euros (- 108 300 euros rapport à 2024) correspondant à la prise en charge de la moitié du déficit de la structure, le reste à charge revenant au Conseil département du Val d'Oise ;
- Plus de 420 000 euros de subventions de fonctionnement de soutien au secteur économique dont 30 000 euros de subvention d'équilibre à la Turbine (- 65 000 euros par rapport à 2024) ;
- Près de 189 000 euros dans le cadre des partenariats internationaux de la collectivité notamment avec le Bénin et Haïti.

#### Evolutions des dépenses de fonctionnement 2018-2025 en millions d'euros



## **2.4 Des frais financiers stabilisés en 2025, mais qui représente une dépense contrainte et croissante dans le budget de la CACP**

Le montant des charges financières s'établit à **4,97 millions d'euros** pour 2025 soit un niveau très légèrement inférieur à celui de 2024 (- 164 000 euros ; -3,2%). Les frais financiers représentent 4,43% des dépenses de la section de fonctionnement. Cette situation s'explique par différents facteurs.

La hausse des frais financiers constatée en 2024 et leur stabilisation à un niveau élevé en 2025 s'explique par les conséquences de la politique monétaire conduite par la Banque centrale européenne qui a procédé en juillet 2022 à une première remontée de ses taux directeurs mettant ainsi un terme aux politiques monétaires non-conventionnelles. L'exercice 2023 a été marqué par des hausses successives, tandis qu'il a fallu attendre le Conseil des gouverneurs du mois de juin pour amorcer une première baisse des taux directeurs, orientation amplifiée au second semestre 2024 jusqu'en 2025. Le second semestre a été marqué par une stabilisation des taux et une position attentiste du Conseil des gouverneurs face à une reprise de l'inflation en zone euro. A cela s'ajoute, l'évolution erratique des taux d'intérêts en lien avec les incertitudes nationales et internationales enregistrées sur l'exercice 2025. Ainsi, malgré une légère inflexion de la BCE au premier semestre, les changements des taux d'intérêt ont eu des conséquences sur le stock de dette à taux variable de la collectivité, ainsi que sur les nouveaux emprunts souscrits. La légère diminution des frais financiers entre 2024 et 2025 s'expliquait par le travail réalisé sur le profil des emprunts pour absorber le remboursement des emprunts obligataires prévus en 2022 et 2023 conduisant à des remboursements bancaires plus élevés en 2024. Cet amortissement spécifique avait été travaillé et anticipé par la CACP.

En adéquation avec ce constat, le taux moyen de l'exercice pour le budget principal se stabilise à hauteur de 2,12% (-0,05 point par rapport à 2024), alors qu'il était en diminution constante depuis 2013, tous budgets confondus.

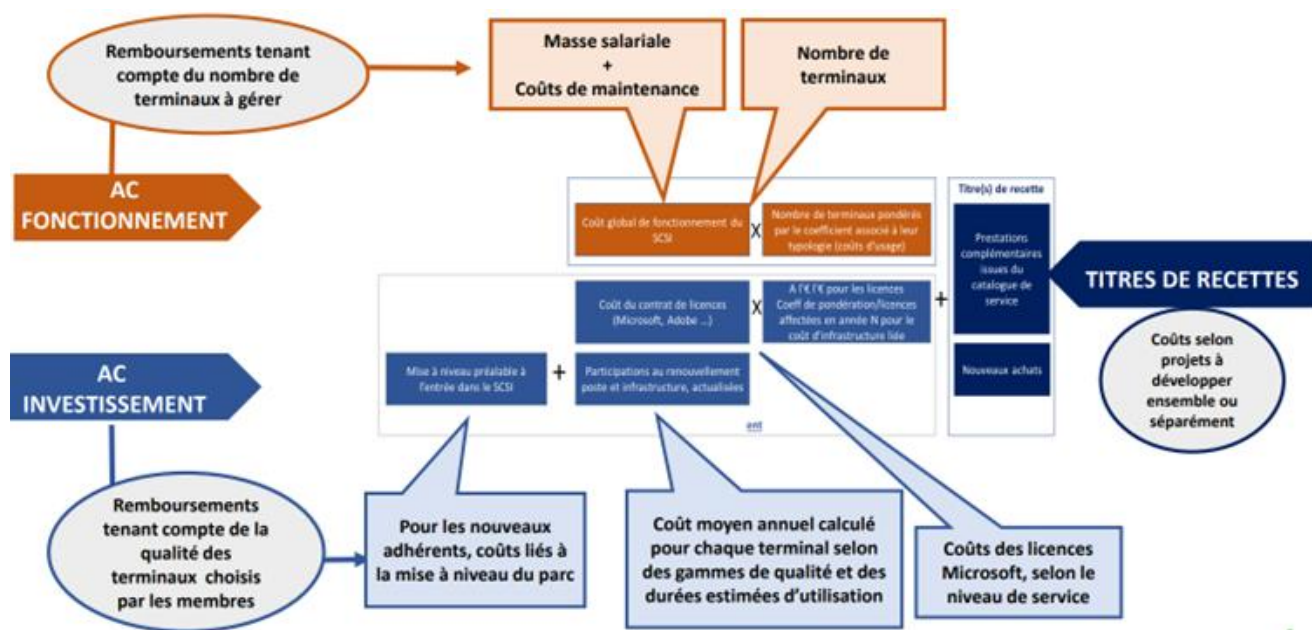
## **2.5 L'évolution du montant des attributions de compensation en lien avec la mutualisation**

L'attribution de compensation (AC) est le versement effectué par la CACP à ses communes afin de leur restituer la différence entre la fiscalité et le coût net des compétences transférées.

En 2025, le montant des AC versées s'est élevé à **18,53 millions d'euros** soit une somme nettement inférieure à celle versée en 2024 (- 1,03 millions d'euros ; -5,2%). L'exercice 2025 a été marqué par deux évolutions majeures concernant les attributions de compensation :

- L'intégration de la commune de Cergy au SCSl approuvée par le Conseil communautaire du 17 décembre 2024. Cette extension s'est traduite par l'intégration de 12 agents dans les effectifs de la CACP, mais aussi l'intégration technique de 1 199 postes de travail, de 350 smartphones, 73 photocopieurs... Ce surplus de dépenses enregistré par la CACP a conduit à une minoration des attributions de compensation de la commune de - 1 051 486 euros en fonctionnement (et 732 336 euros en investissement) conformément aux données présentées à la CLECT du 25 novembre 2024.
- Le transfert des terrains familiaux locatifs de la commune de Pontoise vers la CACP approuvée par le Conseil communautaire du 17 décembre 2024, conformément aux dispositions réglementaires introduites par la loi de 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté. Ce transfert s'est fondé sur l'évaluation des charges de personnel, des charges de fonctionnement (dépenses d'entretien et de maintenance, dépenses d'assurance, dépenses indirectes liées aux directions ressources). Ce transfert de compétence à la CACP a conduit à une minoration des attributions de compensation de

la commune de – 59 812 euros en fonctionnement conformément aux données présentées à la CLECT du 25 novembre 2024.



Synthèse du nouveau modèle financier du SCSi (source : rapport Conseil communautaire, 4 juillet 2023)

Des évolutions, plus minoritaires et concernant trois communes (Pontoise, Saint-Ouen-l'Aumône, Vauréal) s'explique par la poursuite du transfert de la gestion des points lumineux des communes à la CACP à hauteur de 11 020 euros.

Ainsi, la répartition des attributions de compensation par commune en 2025 est la suivante :

| En €                | AC 2024<br>Fonctionnement | Eclairage public: points<br>lumineux transférés en 2024<br>(impacts coûts) | Evolution du SCSi | Transfert des terrains<br>locatifs de la commune de<br>Pontoise | AC 2025<br>Fonctionnement<br>(définitif) |
|---------------------|---------------------------|----------------------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| Boisemont           | 82 594 €                  |                                                                            | 2 180 €           |                                                                 | 84 774 €                                 |
| Cergy               | 2 956 442 €               |                                                                            | -1 051 486 €      |                                                                 | 1 904 956 €                              |
| Courdimanche        | 1 388 507 €               |                                                                            | 9 775 €           |                                                                 | 1 398 282 €                              |
| Eragny              | 1 650 732 €               |                                                                            | 26 619 €          |                                                                 | 1 677 351 €                              |
| Jouy Le Moutier     | 3 647 637 €               |                                                                            |                   |                                                                 | 3 647 637 €                              |
| Maurecourt          | 716 497 €                 |                                                                            |                   |                                                                 | 716 497 €                                |
| Menucourt           | 1 227 972 €               |                                                                            |                   |                                                                 | 1 227 972 €                              |
| Neuville            | 217 855 €                 |                                                                            | -938 €            |                                                                 | 216 917 €                                |
| Osny                | 1 288 699 €               |                                                                            |                   |                                                                 | 1 288 699 €                              |
| Pontoise            | 3 525 602 €               | -7 980 €                                                                   | 17 236 €          | -59 812 €                                                       | 3 475 046 €                              |
| Puiseux Pontoise    | 7 751 €                   |                                                                            |                   |                                                                 | 7 751 €                                  |
| Saint Ouen l'Aumône | 423 871 €                 | -570 €                                                                     |                   |                                                                 | 423 301 €                                |
| Vauréal             | 2 426 867 €               | -2 470 €                                                                   | 41 536 €          |                                                                 | 2 465 933 €                              |
| <b>TOTAL</b>        | <b>19 561 026 €</b>       | <b>-11 020 €</b>                                                           | <b>-955 078 €</b> | <b>-59 812 €</b>                                                | <b>18 535 116 €</b>                      |

## 2.6 La CACP consolide sa position au regard du FPIC compte tenu des dynamiques territoriales

En 2025, la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise a accentué sa position de bénéficiaire nette du Fonds de Péréquation Intercommunale et Communale (FPIC).

En effet, en 2024, la CACP se situait proche du seuil d'éligibilité à savoir au 739<sup>ème</sup> rang sur 750 collectivités éligibles. L'ensemble intercommunal avait alors été bénéficiaire et contributeur au FPIC, alors qu'en 2023 il demeurait uniquement contributeur. En 2025, compte tenu des dynamiques socio-économiques à l'œuvre, la collectivité a consolidé son éligibilité à ce dispositif de péréquation nationale (691<sup>ème</sup> rang sur 745 collectivités éligibles).

Autrement dit pour le territoire intercommunal cergypontrain (CACP + communes), la contribution s'est élevée à 2,00 millions d'euros et le bénéfice à 5,12 millions soit un bénéfice net de 3,12 millions d'euros répartis entre les communes et la CACP selon les modalités du Pacte financier et fiscal à savoir une répartition à hauteur de 46,34% à la charge de la CACP et à hauteur de 53,66% pour les communes pour lesquelles le partage de la charge ou de la recette se fonde ensuite sur le potentiel fiscal de chacune. La participation de la Communauté d'agglomération intègre également celle incombant à la ville de Cergy. En effet, cette dernière est éligible à la dotation de solidarités urbaines (DSU) pour laquelle la législation dispose que la quote-part uniquement contributive est prise en charge par l'EPCI de rattachement.

Ainsi, en 2025, la CACP s'est acquittée d'une contribution de **1,25 million d'euros** et a bénéficié d'un reversement à hauteur de **2,37 millions d'euros** soit une recette complémentaire nette de 1,12 million d'euros enregistrée pour partie au budget supplémentaire 2025 (contre 680 000 euros en 2024).

## **2.7 Depuis 2014, le FNGIR a atteint son niveau de croisière**

Le Fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR) a été instauré par la réforme de la taxe professionnelle portant création de la contribution économique territoriale (CET) afin de prélever les collectivités qui, après passage à la CET, percevaient des ressources fiscales supérieures à celles dont elles disposaient dans leur situation antérieure pour venir abonder les budgets des collectivités étant dans la situation inverse.

Le FNGIR a atteint son niveau de croisière en 2014 et la contribution de la CACP est donc stable pour 2025 à hauteur de **4,1 millions d'euros**.

## II. Une quatrième annuité du PPI 2022-2028 qui enregistre un niveau élevé d'investissement et d'exécution tout en intégrant les contraintes budgétaires de l'exercice

En 2025, les dépenses réelles de la section d'investissement s'établissent à **100,54 millions d'euros** (hors opérations de trésorerie des contrats revolving) soit une progression de plus de 23 millions d'euros par rapport à l'exercice 2024 qui s'explique par une annuité de PPI plus importante en 2025. Le taux de réalisation avoisine ainsi les 90% sur l'ensemble de la section soit une exécution particulièrement importante et est de 86% pour le programme de soutien aux politiques publiques (PPI) en raison de l'avancée de nombreuses opérations.

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à **70,28 millions d'euros** soit une augmentation de 73% par rapport à 2024 en raison d'un niveau d'investissement plus élevé que sur l'exercice précédent.

Il convient de souligner que les montants évoqués ci-dessus intègrent une régularisation comptable relative à l'Ecole nationale supérieure d'arts d'un montant de 6 millions d'euros en recette d'investissement et de 5,29 millions d'euros en dépense (écritures budgétaires conduisant en dépenses à une réimputation du chapitre 23 au chapitre 45 pour les mandats émis entre 2020 et 2025 ; une réimputation du chapitre 204 au chapitre 45 pour les recettes perçues entre 2020 et 2025). Hors régularisation, le montant des dépenses réelles d'investissement est de 95,25 millions d'euros et de 64,28 millions d'euros en recettes.

### 1. Des recettes d'investissement qui traduisent la stratégie dynamique de recherche de cofinancements enclenchée par la CACP depuis 2020 et un recours limité à l'emprunt malgré une importante annuité

En 2025, les recettes réelles d'investissement de la CACP se sont élevées à **70,28 millions d'euros** dont 6 millions d'euros de régularisation comptable concernant l'Ecole nationale supérieur d'arts de Paris-Cergy (transfert du chapitre 204 vers le chapitre 45) soit une progression de 29,9 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent ramenée à 23,9 millions d'euros en neutralisation la régularisation.

Outre la régularisation, le différentiel par rapport à l'exercice 2024 s'explique par différents facteurs. D'une part, le besoin d'emprunt s'est avéré plus important compte tenu d'une annuité de PPI plus importante et cela malgré la volonté affirmée de calibrer au plus près le besoin d'emprunt de la collectivité compte tenu du niveau des taux d'intérêt. D'autre part, les recettes enregistrées dans le cadre des différentes opérations inscrites au PPI ont été plus importantes en raison de l'avancée de l'avancée notable des travaux et de la finalisation de certains chantiers.

Le niveau de subventions obtenues auprès des différents partenaires (Etat, Conseil régional d'Ile-de-France, Conseil départemental du Val d'Oise) progressent de plus de 35% attestant de la démarche proactive engagée par les différents services de la collectivité (chapitre 13 et 45) pour atteindre 18,50 millions d'euros.

Le niveau de recettes atteint permet de couvrir 69,9% des dépenses réelles d'investissements.

| COMPTE ADMINISTRATIF 2025                              |            |            |            |                             |                     |        |
|--------------------------------------------------------|------------|------------|------------|-----------------------------|---------------------|--------|
|                                                        | CA 2024    | BT 2025    | CA 2025    | Tx exécution<br>(% BT 2025) | Evol. CA2024-CA2025 |        |
| Recettes réelles d'investissement (hors épargne brute) | 40 562 631 | 82 527 286 | 70 277 684 | 85%                         | 29 715 053          | 73,3%  |
| Subventions                                            | 9 068 806  | 14 413 437 | 11 636 892 | 81%                         | 2 568 086           | 28,3%  |
| Attribution de compensation (DMSI)                     | 657 901    | 1 446 572  | 1 446 572  |                             |                     |        |
| FCTVA                                                  | 5 231 813  | 6 700 000  | 8 106 841  | 121%                        | 2 875 028           | 55,0%  |
| Emprunt (hors revolving)                               | 20 008 333 | 40 561 283 | 30 037 790 | 74%                         | 10 029 457          | 50,1%  |
| Autres (op. cpte de tiers, produits de cession...)     | 5 595 778  | 19 405 994 | 19 049 589 | 98%                         | 13 453 811          | 240,4% |

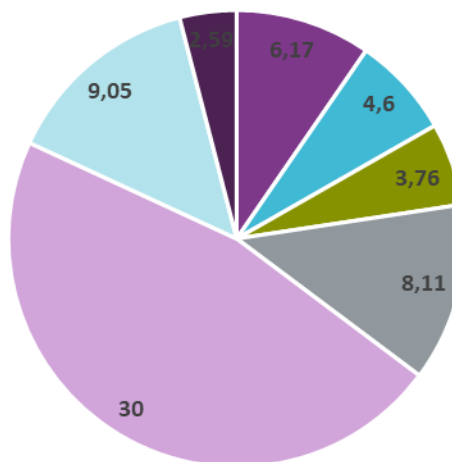
Les subventions et fonds de concours perçus auprès des partenaires de la CACP représentent plus d'un quart des recettes réelles d'investissement (26,3%) en adéquation avec l'hypothèse d'un taux de cofinancement de 25% des opérations retenu lors de la construction du PPI et de la préparation budgétaire 2025, tandis que l'emprunt en constitue un peu moins de la moitié (42,7%). Ce taux de cofinancement intègre également les subventions perçues dans le cadre des opérations pour compte de tiers comme c'est le cas pour l'Ecole nationale d'arts qui a enregistré sur l'exercice budgétaire une subvention de 3,7 millions d'euros du ministère de la Culture, de 2 millions d'euros de la part du Conseil départemental, de 1,1 million d'euros du Conseil régional d'Ile-de-France. Au global, parmi, les principaux cofinanceurs, on trouve le Conseil départemental du Val d'Oise (3,8 millions), la Région Ile-de-France (4,60 millions d'euros), ainsi que l'Etat et ses opérateurs (6,17 millions d'euros). La CACP a notamment bénéficié de 1,5 million d'euros pour la construction du groupe scolaire des Marjoberts à Cergy ou de 2,9 millions d'euros pour les travaux du Pôle Gare Préfecture.

En outre, il convient également de souligner que pour la deuxième année, en conséquence d'une part de la révision du modèle financier de la Direction mutualisée des systèmes d'informations et d'autre part de l'intégration de la ville de Cergy au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la CACP enregistre 1 446 572 euros de recettes versées par les communes membres au titre d'attribution de compensation en investissement.

Pour 2025, la décomposition des recettes est la suivante :

### Répartition des recettes d'investissements de la CACP - 2025 (en millions d'euros)

- Subventions Etat et opérateurs (hors régularisation comptable ENSAPC)
- Subventions Région
- Subventions Département
- FCTVA
- Emprunts
- Autres recettes d'investissement
- Communes CACP (dont attribution de compensation - DMSI)



Le niveau des emprunts mobilisés (hors emprunts revolving) sur l'exercice pour le budget principal s'est par ailleurs établi à **30,04 millions d'euros** en 2025 (+10 millions d'euros) compte tenu du niveau de l'autofinancement et des autres recettes d'investissement pour le budget principal.

L'enveloppe consolidée au budget principal en 2025 correspond à :

- La mobilisation de 5 millions d'euros sur un contrat de prêt de 5 millions d'euros conclu en 2024 auprès de la Société générale pour une durée de 20 ans au taux variable Euribor 12 mois +0,66% (mobilisation en avril 2025) ;

A cela est venu s'ajouter cinq nouveaux contrats de prêts pour 25,04 millions d'euros :

- Un emprunt de 10 millions d'euros auprès de la Société générale pour une durée de 20 ans au taux fixe de 3,51% ;
- Un emprunt de 5 millions d'euros auprès de la Banque Arkéa pour une durée de 20 ans au taux variable Euribor 12 mois + 0,88% ;
- Un emprunt de 2,54 millions d'euros auprès de la Banque des territoires pour la construction du groupe scolaire des Marjoberts pour une durée de 25 ans au taux livret A en vigueur à la date du contrat + 0,40% ;
- Un emprunt de 5 millions d'euros auprès de la Banque populaire pour une durée de 20 ans au taux variable Euribor 12 mois + 0,88% ;
- Un emprunt de 2,5 millions d'euros auprès de la Caisse d'Epargne pour une durée de 20 ans au taux fixe de 3,83%.

Il convient de souligner que le dernier contrat mentionné ci-dessus intègre une enveloppe de 1,5 million souscrite à des conditions similaires (20 ans d'amortissement ; 3,83%). Cet emprunt n'a pas été mobilisé en 2025 et viendra couvrir une partie du besoin en 2026.

L'évolution des conditions bancaires, liée à la remontée des taux directeurs de la Banque centrale européenne du fait de son mandat de lutte contre l'inflation depuis juillet 2022 a conduit à un surenchérissement du coût de l'emprunt, tout comme l'instabilité nationale et internationale. C'est pourquoi, en 2025 comme en 2024, la CACP a cherché à calibrer au mieux son besoin de financement et d'éviter toute logique de sur-emprunt pour limiter le coût pour la collectivité, tout en préservant un certain niveau de fonds de roulement. Elle a aussi aspiré à diversifier son panier d'emprunts en souscrivant deux contrats à taux variable en anticipant à une baisse des taux à moyen terme.

## 2. Un haut niveau d'investissement préservé par la CACP doublé d'un taux d'exécution particulièrement important dans le cadre de la quatrième annuité du PPI 2022-2028, tout en intégrant les contraintes existantes

Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à **100,54 millions d'euros** et à 73,56 millions hors remboursement de l'emprunt direct, montant en progression de plus de 23,92 millions d'euros pour l'ensemble de la section par rapport à 2024 (+31%). Comme indiqué précédemment, la section d'investissement intègre au PPI, une régularisation budgétaire d'un montant de 5,29 millions d'euros pour la construction de l'Ecole nationale supérieure d'arts de Paris-Cergy.

| COMPTE ADMINISTRATIF 2025                                                    |            |             |             |                             |                     |        |
|------------------------------------------------------------------------------|------------|-------------|-------------|-----------------------------|---------------------|--------|
|                                                                              | CA2024     | BT 2025     | CA 2025     | Tx exécution<br>(% BT 2025) | Evol. CA2024-CA2025 |        |
| Dépenses réelles d'investissement                                            | 76 624 824 | 112 677 856 | 100 540 827 | 89%                         | 23 916 003          | 31,2%  |
| Soutien aux politiques publiques (PPI)                                       | 47 494 212 | 82 793 258  | 70 892 935  | 86%                         | 23 398 723          | 49,3%  |
| Volet I                                                                      | 20 224 209 | 23 246 220  | 19 395 474  | 83%                         | -828 735            | -4,1%  |
| dont dette PPP                                                               | 4 049 444  | 3 027 451   | 3 027 450   | 100%                        | -1 021 994          | -25,2% |
| Volet II                                                                     | 16 991 006 | 41 150 411  | 35 280 206  | 86%                         | 18 289 200          | 107,6% |
| Volet III                                                                    | 10 278 997 | 18 396 627  | 16 217 255  | 88%                         | 5 938 258           | 57,8%  |
| Remboursement emprunt* (hors PPP)                                            | 23 543 325 | 23 315 098  | 23 089 632  | 99%                         | -453 693            | -1,9%  |
| Remboursement Dette Aren'Ice                                                 | 837 770    | 859 500     | 859 462     | 100%                        |                     |        |
| Autres dont aides à la pierre et transfert des réserves du BA Assainissement | 4 749 516  | 5 710 000   | 5 698 798   | 100%                        | 949 282             | 20,0%  |

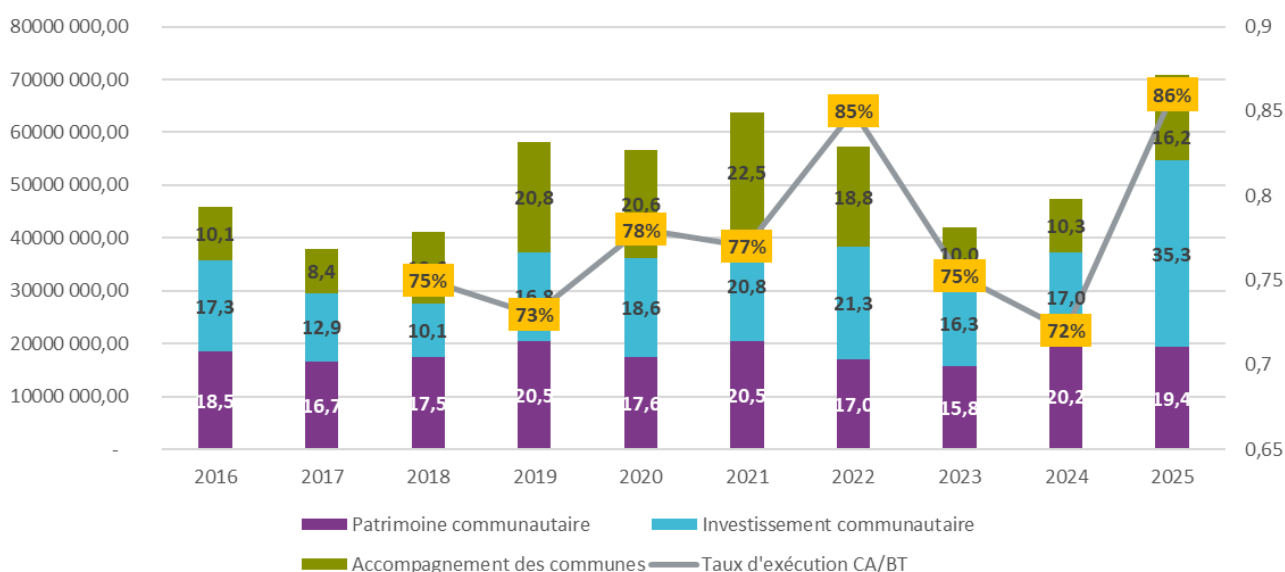
La quatrième annuité du PPI enregistre un niveau de dépenses particulièrement important à hauteur de **70,89 millions d'euros** soit un taux d'exécution global de 86% (contre 72% en 2024). Ainsi, le niveau de réalisation demeure en nette hausse par rapport à 2024 (+14 points) et apparait comme particulièrement important compte tenu de la poursuite des travaux sur plusieurs opérations et en dépit des difficultés de recrutement enregistrées sur certains secteurs. Une hausse de l'investissement était anticipée sur la fin du mandat compte tenu du calendrier de

réalisation des opérations validées. Le taux d'exécution constaté demeure le plus élevé depuis 2020, et nettement supérieur à celui enregistré en 2023 et 2024. Bien qu'anticipé, le taux d'exécution a fait l'objet d'un pilotage particulièrement fin afin de minorer le recours à l'emprunt au terme de l'exercice compte tenu du stock de dette existant de la collectivité.

Le niveau du montant d'investissement, nettement en hausse par rapport à 2024, reste particulièrement élevé reflétant le fin pilotage de la dépense en section de fonctionnement pour garantir la capacité d'investissement de la CACP et répondre ainsi aux transformations du territoire notamment dans le domaine de la transition écologique, des mobilités douces ou de l'accueil des populations nouvelles. A titre de comparaison, l'annuité 2019, quatrième exercice du précédent PPI, affichait un niveau de dépense de l'ordre de 58,1 millions d'euros.

Le remboursement de l'annuité d'emprunt dans le cadre du marché de partenariat Eclairage public représente 3,0 millions d'euros, tandis que le remboursement de la dette Aren'Ice s'élève à 0,9 million d'euros (hors PPI).

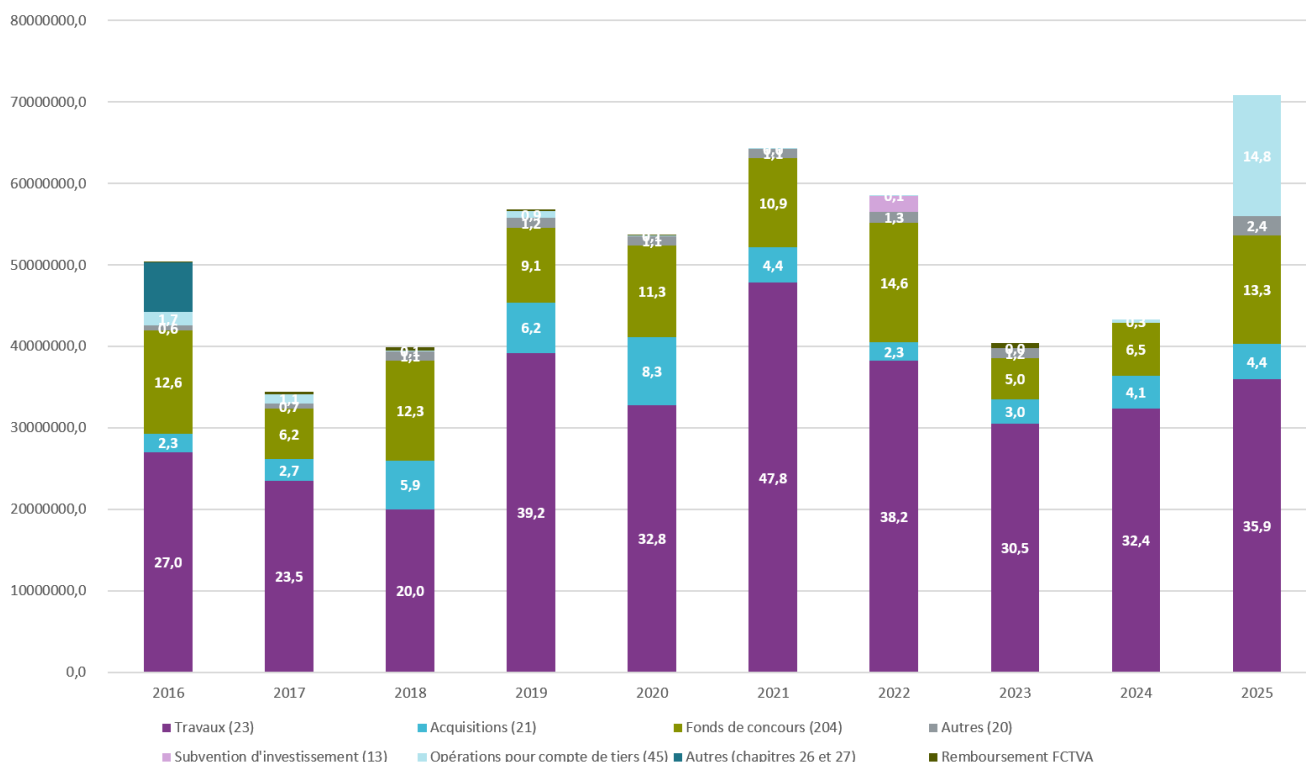
**Répartition des investissements du PPI 2016-2025 (en millions d'euros)**



Parmi les autres postes de dépenses, hors-PPI, il convient de souligner :

- Le transfert des réserves du budget annexe assainissement pour 2,75 millions d'euros en 2025 conformément à l'échéancier de transfert conclu avec le SIARP qui exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022 la compétence ;
- Les aides à la pierre représentent sur cet exercice budgétaire un montant total de 2,74 millions d'euros sur l'exercice en question (+ 949 281 euros par rapport à 2024) ;
- La part fixe non-cédée de la compensation des obligations de service public (COSP) de l'Aren'Ice pour un montant stable de 0,2 million d'euros en 2025.

### Evolution de la structure des dépenses d'investissements (2016-2025 ; hors dette et hors chapitre 10)



- **Des dépenses dédiées à l'entretien du patrimoine communautaire qui se maintiennent à un niveau élevé**

Le niveau d'exécution sur ce volet s'établit à **19,40 millions d'euros** pour 2025 (-0,8 million) soit un taux d'exécution de 83%, similaire à celui de l'exercice précédent, confirmant l'attention particulière portée à l'entretien du patrimoine et des bâtiments communautaires. C'est cette section du PPI qui enregistre le taux d'exécution le plus important. Depuis 2020, la CACP a consacré 110,55 millions d'euros à l'entretien de son patrimoine.

Le montant engagé permet d'engager une véritable politique de réhabilitation du patrimoine bâtiminaire de la CACP et contribue ainsi à diminuer l'empreinte énergétique du territoire (1 million d'euros en 2025 dans le cadre notamment de la rénovation énergétique du théâtre des Louvrais).

Ce volet du PPI intègre également la dette PPP-Eclairage public pour une annuité consolidée de plus 3 millions d'euros. Au total, l'éclairage public représente 8,8 millions d'euros d'investissement en 2025 traduisant l'engagement de la collectivité dans la sobriété énergétique. Une enveloppe de 50 000 euros est consacrée à des projets d'optimisation et au déploiement de « J'allume ma rue ». Cette politique publique représente 12% du PPI global en 2025.

| VOLET                                     | PROGRAMME                       | MENT | Libellé Opération       | BP 2025           | BT 2025           | Réalisé 2025      | Disponible 2025  | Taux d'exécution : Réalisé N / BT N |
|-------------------------------------------|---------------------------------|------|-------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------------------------|
| <b>VOLET I - PATRIMOINE COMMUNAUTAIRE</b> |                                 |      |                         | <b>22 906 748</b> | <b>23 246 220</b> | <b>19 395 474</b> | <b>3 850 746</b> | <b>83,43%</b>                       |
|                                           | <b>ECLAIRAGE PUBLIC</b>         |      |                         | <b>8 268 859</b>  | <b>8 818 861</b>  | <b>8 761 642</b>  | <b>57 219</b>    | <b>99,35%</b>                       |
|                                           |                                 |      | Eclairage public        | 8 268 859         | 8 818 861         | 8 761 642         | 57 219           | 99,35%                              |
|                                           | <b>PATRIMOINE COMMUNAUTAIRE</b> |      |                         | <b>14 637 889</b> | <b>14 427 359</b> | <b>10 633 833</b> | <b>3 793 526</b> | <b>73,71%</b>                       |
|                                           |                                 |      | Assainissement          | 3 658 000         | 1 754 890         | 1 033 574         | 721 316          | 58,90%                              |
|                                           |                                 |      | Autres                  | 232 320           | 268 323           | 250 502           | 17 821           | 93,36%                              |
|                                           |                                 |      | Ecologie urbaine        | 81 500            | 81 850            | 67 911            | 13 939           | 82,97%                              |
|                                           |                                 |      | Espaces Verts           | 1 115 791         | 1 237 271         | 927 078           | 310 193          | 74,93%                              |
|                                           |                                 |      | Moyens généraux         | 3 395 478         | 3 429 630         | 2 397 006         | 1 032 624        | 69,89%                              |
|                                           |                                 |      | Patrimoine et bâtiments | 3 806 800         | 4 026 272         | 3 789 826         | 236 446          | 94,13%                              |
|                                           |                                 |      | Voirie / SLT            | 2 348 000         | 3 629 123         | 2 167 937         | 1 461 186        | 59,74%                              |

Outre le PPP Eclairage public, parmi les principales opérations consacrées à l'entretien du patrimoine communautaire, il est possible de mentionner :

- Plus de 920 000 euros ont été déployés par la Communauté d'agglomération pour l'entretien des espaces verts et boisés, ainsi que des sites majeurs (+5,0% par rapport à 2024) ;
  - L'entretien du patrimoine communautaire en 2025 s'est notamment traduit par près de 461.000 euros orientés vers la rénovation des piscines et plus de 60 000 euros pour la rénovation du pôle des Maradas, tandis que la rénovation énergétique du patrimoine a fait l'objet d'étude et de travaux à hauteur de 1 million d'euros notamment dans le cadre des travaux du théâtre des Louvrais ;
  - Surtout, dans le cadre de la politique publique « Eaux », plus d'1 million d'euros a été dédié à des opérations de protection contre les inondations compte tenu des besoins sur le territoire notamment dans le cadre de travaux à Cergy (exutoire de la rue Jean Roger Gaul), à Neuville-sur-Oise (aménagement de la rue des Trembles) ou à Saint-Ouen-l'Aumône (rue Salvador Allende) ;
  - Près de 600 000 euros ont été dédiés à la rénovation des chaussées dans le cadre de la politique publique « Espaces publics », tandis que les rénovations de trottoirs ont fait l'objet d'investissement à hauteur de 100 000 euros ;
  - Enfin près de 250 000 euros ont été mis en œuvre dans le cadre de la politique de cybersécurité de la collectivité territoriale compte tenu des enjeux croissants dans ce domaine.
- **Des projets communautaires en phase travaux qui continuent à nécessiter des investissements d'ampleur**

Le niveau d'exécution sur ce volet s'établit à **35,28 millions d'euros** pour 2025 (+ 18,3 millions par rapport à 2024) avec un taux de réalisation de l'ordre de 86% (+ 10 points par rapport à l'exercice N-1). En lien avec la phase travaux des opérations et la livraison des équipements en fin de mandat, ce volet continue d'atteindre un haut niveau d'investissement. Depuis 2020, la CACP a consacré 129,25 millions d'euros à la mise en œuvre des projets communautaires.

| VOLET                                          | PROGRAMME                                             | MENT de | Libellé Opération                                  | BP 2025           | BT 2025           | Réalisé 2025      | Disponible 2025  | Taux d'exécution : Réalisé N / BT N |
|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|---------|----------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------------------------|
| <b>VOLET II - INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE</b> |                                                       |         |                                                    | <b>29 965 617</b> | <b>41 150 411</b> | <b>35 280 206</b> | <b>5 870 205</b> | <b>85,73%</b>                       |
|                                                | <b>AMENAGEMENT DURABLE</b>                            |         |                                                    | <b>160 000</b>    | <b>60 000</b>     | <b>0</b>          | <b>60 000</b>    | <b>0,00%</b>                        |
|                                                |                                                       |         | Aménagement durable                                | 160 000           | 60 000            | 0                 | 60 000           | 0,00%                               |
|                                                | <b>AUTRES ACCOMPAGNEMENT PROJETS DE DEVELOPPEMENT</b> |         |                                                    | <b>1 746 000</b>  | <b>1 069 500</b>  | <b>637 511</b>    | <b>431 989</b>   | <b>59,61%</b>                       |
|                                                |                                                       |         | Accompagnement des projets de développement        | 1 746 000         | 1 069 500         | 637 511           | 431 989          | 59,61%                              |
|                                                | <b>DEVELOPPEMENT ECO ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>    |         |                                                    | <b>15 575 000</b> | <b>27 292 294</b> | <b>23 279 257</b> | <b>4 013 037</b> | <b>85,30%</b>                       |
|                                                |                                                       |         | Développement économique et Enseignement supérieur | 15 575 000        | 27 292 294        | 23 279 257        | 4 013 037        | 85,30%                              |
|                                                | <b>EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS AGGLO</b>        |         |                                                    | <b>3 345 068</b>  | <b>3 262 068</b>  | <b>2 772 018</b>  | <b>490 050</b>   | <b>84,98%</b>                       |
|                                                |                                                       |         | Equipements culturels et sportifs                  | 3 345 068         | 3 262 068         | 2 772 018         | 490 050          | 84,98%                              |
|                                                | <b>ESPACES PUBLICS</b>                                |         |                                                    | <b>1 140 738</b>  | <b>1 045 738</b>  | <b>585 198</b>    | <b>460 540</b>   | <b>55,96%</b>                       |
|                                                |                                                       |         | Espaces publics                                    | 1 140 738         | 1 045 738         | 585 198           | 460 540          | 55,96%                              |
|                                                | <b>HABITAT ET SOLIDARITES URBAINES</b>                |         |                                                    | <b>75 000</b>     | <b>75 000</b>     | <b>0</b>          | <b>75 000</b>    | <b>0,00%</b>                        |
|                                                |                                                       |         | Habitat et solidarités urbaines                    | 75 000            | 75 000            | 0                 | 75 000           | 0,00%                               |
|                                                | <b>TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE</b>           |         |                                                    | <b>272 500</b>    | <b>242 500</b>    | <b>187 626</b>    | <b>54 874</b>    | <b>77,37%</b>                       |
|                                                |                                                       |         | Transition écologique et énergétique               | 272 500           | 242 500           | 187 626           | 54 874           | 77,37%                              |
|                                                | <b>TRANSPORTS ET STATIONNEMENT</b>                    |         |                                                    | <b>7 651 311</b>  | <b>8 103 311</b>  | <b>7 818 596</b>  | <b>284 715</b>   | <b>96,49%</b>                       |
|                                                |                                                       |         | Transport et stationnement                         | 7 651 311         | 8 103 311         | 7 818 596         | 284 715          | 96,49%                              |

Les principales opérations ayant donné lieu à des mandatements sont les suivantes :

- Dans le domaine de l'enseignement supérieur, 300 000 euros ont d'abord été consacrés à l'IUT de Neuville. Surtout, près de 22,6 millions d'euros ont été mandatés pour accompagner les travaux de l'Ecole nationale supérieure d'arts de Paris-Cergy (dont 5,29 millions d'euros de régularisation en dépense), tandis que près de 300 000 euros ont été dépensés pour la requalification des parcs d'activités afin de contribuer à renforcer l'attractivité et le dynamisme du territoire cergypontrain ;
- En outre, dans le secteur sportif, la Communauté d'agglomération a financé plus de 3 millions d'euros d'études et de travaux de dépollution pour le nouveau centre aquatique de Liesse dont la livraison est prévue pour 2028 ;
- Les investissements en matière de transition écologique se traduisent également par près de 170 000 euros dédiés à la stratégie de captation carbone de la collectivité se concrétisant par des opérations de plantations d'arbres et près de 60 000 euros d'études pour le développement des énergies renouvelables sur le territoire ;
- Enfin, la politique publique des mobilités enregistrait également 7,8 millions d'euros d'exécution dont 4,8 millions d'euros pour le Pôle Gare-Préfecture et plus de 2,5 millions euros pour le schéma directeur cyclable, notamment pour l'aménagement d'une piste cyclable à haut niveau de service sur le boulevard de l'Oise.

- **Un PPI 2022-2028 qui poursuit l'accompagnement des communes en lien avec des modalités d'intervention renouvelées**

Le niveau d'exécution sur ce volet consacré à l'accompagnement des projets communaux s'établit à **16,22 millions d'euros** pour 2025 (+ 6,27 millions par rapport à 2024) soit un taux de réalisation de près de 88% (+34 points par rapport à l'exercice précédent). Le taux d'exécution particulièrement élevé s'explique notamment par le niveau de conventionnement atteint en fin de mandat dans le cadre des fonds de concours 2022-2028 tant au niveau des communes que de la CACP. Il convient de souligner que les communes, également confrontées à de fortes tensions

budgétaires, ont dû réviser leur programme d'investissement et la nature de certaines opérations d'où un rythme de décaissement moindre que celui initialement escompté.

Cette section du PPI intègre à la fois le financement des projets communaux par le truchement des fonds de concours, et les projets portés par la CACP en maîtrise d'ouvrage pour le compte des communes au titre de l'accueil des populations nouvelles. Le taux d'exécution des fonds de concours du PPI 2022-2028 est de 84% en 2025. Sur l'enveloppe de 20 millions d'euros dédiée sur la durée du PPI, 2,95 millions d'euros ont été versés aux communes sur cette année. Au total, depuis 2022, date de la première année du PPI, le versement des fonds de concours s'établit à 7,1 millions d'euros.

| VOLET                                          | PROGRAMME                                         | MENT de | Libellé Opération                           | BP 2025           | BT 2025           | Réalisé 2025      | Disponible 2025  | Taux d'exécution : Réalisé N / BT N |
|------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------|---------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------------------------|
| <b>VOLET III - ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNES</b> |                                                   |         |                                             | <b>18 324 903</b> | <b>18 396 627</b> | <b>16 217 255</b> | <b>2 179 372</b> | <b>88,15%</b>                       |
|                                                | <b>ACCUEIL PETITE ENFANCE</b>                     |         |                                             | <b>3 937 100</b>  | <b>3 879 100</b>  | <b>3 180 108</b>  | <b>698 992</b>   | <b>81,98%</b>                       |
|                                                |                                                   |         | Accueil petite enfance                      | 3 937 100         | 3 879 100         | 3 180 108         | 698 992          | 81,98%                              |
|                                                | <b>AUTRES EQUIPEMENTS COMMUNAUX</b>               |         |                                             | <b>145 015</b>    | <b>145 015</b>    | <b>145 015</b>    | <b>0</b>         | <b>100,00%</b>                      |
|                                                |                                                   |         | Autres équipements communaux                | 145 015           | 145 015           | 145 015           | 0                | 100,00%                             |
|                                                | <b>EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS COMMUNES</b> |         |                                             | <b>122 819</b>    | <b>1 220 820</b>  | <b>1 193 176</b>  | <b>27 644</b>    | <b>97,74%</b>                       |
|                                                |                                                   |         | Equipements de proximité (Culture et Sport) | 122 819           | 1 220 820         | 1 193 176         | 27 644           | 97,74%                              |
|                                                | <b>FONDS DE CONCOURS</b>                          |         |                                             | <b>3 492 936</b>  | <b>3 492 936</b>  | <b>2 952 084</b>  | <b>540 852</b>   | <b>84,52%</b>                       |
|                                                |                                                   |         | Fonds de concours                           | 3 492 936         | 3 492 936         | 2 952 084         | 540 852          | 84,52%                              |
|                                                | <b>GROUPES SCOLAIRES</b>                          |         |                                             | <b>10 627 033</b> | <b>9 658 756</b>  | <b>8 746 872</b>  | <b>911 884</b>   | <b>90,56%</b>                       |
|                                                |                                                   |         | Groupes scolaires                           | 10 627 033        | 9 658 756         | 8 746 872         | 911 884          | 90,56%                              |

L'accompagnement au développement des projets communaux s'est notamment traduit par :

- Plus de 3,9 millions euros ont été consacrés aux travaux dédiés à l'accueil de la petite enfance. L'essentiel des dépenses concerne les travaux de la crèche de Liesse à Saint-Ouen-l'Aumône ;
- Dans le domaine sportif, un million d'euros de subvention a été versé pour l'extension du gymnase Moritz à Osny. Au global, le montant versé pour les équipements sportifs en 2025 s'élève à 1,2 million d'euros ;
- Sur les fonds de concours du PPI 2022-2028 dont les modalités d'attribution avaient été redéfinies en début de mandat dans le cadre du pacte financier et fiscal, le montant versé en 2025 s'élève à 2,95 millions d'euros. Parmi les principales opérations, il est possible de mentionner la rénovation énergétique des groupes scolaires des Eguerêts, de la Côte des Carrières et des Jouannes à Jouy-le-Moutier (442 629 euros), la construction du centre d'accueil du Bois de Cergy (400 000 euros), la finalisation de la rénovation de la plaine des Sports à Osny (360 000 euros), la rénovation des remparts de Pontoise (260 000 euros), la réhabilitation des tribunes du stade Louis Larue à Eragny-sur-Oise (160 000 euros) ;
- Surtout, des montants importants ont été consacrés aux groupes scolaires sur cet exercice budgétaire (8,7 millions d'euros) : 5,2 millions euros pour le groupe scolaire des Marjoberts à Cergy, 2,5 millions d'euros pour le groupe scolaire Bossut à Pontoise, 0,5 million d'euros pour le groupe scolaire Liesse et 0,2 million d'euros pour le groupe scolaire des Bourseaux à Saint-Ouen-l'Aumône

- **La CACP a contribué à rembourser 27 millions d'euros de son encours de dette en 2025**

En 2025, la CACP a contribué à rembourser sa dette à hauteur de **26,98 millions d'euros**, montant en diminution de 5% par rapport à 2024. Pour rappel, l'exercice 2024 avait l'objet d'une régularisation à hauteur de 1 077 895 euros liée à l'application de la TVA sur les mandats relatifs à la dette conformément aux recommandations de la Chambre régionale des comptes. La diminution du montant à rembourser s'explique essentiellement par cet ajustement budgétaire réalisé en 2024. Le profil de l'amortissement de la dette reste donc globalement similaire à celui des exercices précédents.

L'amortissement 2025 du budget principal intègre :

- Plus de 859 000 euros pour le remboursement de la dette Aren'Ice ;
- 3,03 millions d'euros pour l'annuité 2025 du Partenariat Public-Privé Eclairage public ;
- 23,09 millions d'euros pour les emprunts bancaires classiques contractés au fil des différents exercices.

### III. Des ratios financiers à nouveau en adéquation avec les objectifs du Pacte financier et fiscal 2022-2026

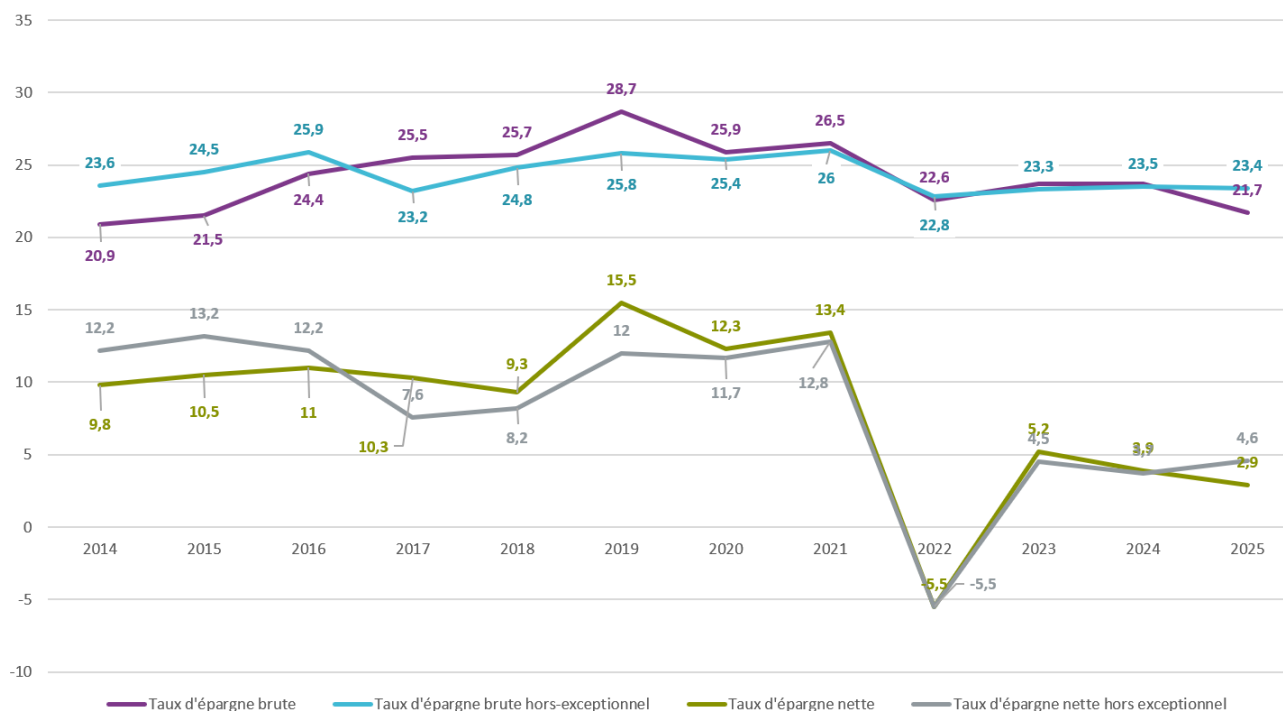
#### 1. Un niveau d'épargne à nouveau supérieur à 20% sur l'exercice 2025, mais qui révèle néanmoins les contraintes de plus en plus fortes existantes sur le budget de la CACP

Comme indiqué dans le pacte financier et fiscal, la CACP s'est engagée à maintenir une capacité d'autofinancement supérieure à 20% afin de garantir la mise en œuvre de son ambitieux PPI. En dépit des fortes contraintes budgétaires sur la section de fonctionnement et des conséquences de l'inflation couplée à une diminution des recettes en raison notamment de la contribution au redressement des finances publiques, la CACP réussit à maintenir un niveau d'épargne brute élevé qui confirme sa solidité financière. Le moindre niveau d'épargne brute enregistrée sur l'exercice par rapport à la période 2016-2021 s'explique donc à la fois par des facteurs conjoncturels et structurels.

En particulier, l'épargne brute (excédent des recettes réelles de fonctionnement au regard des dépenses réelles de fonctionnement) s'élève à **31,02 millions d'euros** en fin d'exercice hors provision (-2,97 millions d'euros par rapport à 2024) soit un taux d'épargne de **21,7%** (contre 23,7% en 2024). Hors recettes et dépenses exceptionnelles et hors provisions, le montant de l'épargne brute est ramené à **33,45 millions d'euros** soit une capacité d'autofinancement de **23,39%**. La différence s'explique par un niveau de dépenses exceptionnelles élevées en raison de l'annulation des titres émis à l'encontre de la Communauté urbaine de GPSEO entre 2013 et 2021 (-2,46 millions d'euros) conformément au protocole transactionnel conclu entre les deux entités.

L'épargne nette, qui mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette, s'établit à **4,12 millions d'euros** (-1,5 million d'euros).

Evolution du taux d'épargne de la CACP (en %)



## 2. Un encours de dette de 236 millions d'euros à la clôture de l'exercice 2026 du budget principal qui progresse très légèrement, mais reste en deçà à son niveau de 2020

Compte tenu du maintien à haut niveau de l'épargne de fonctionnement, le recours à l'emprunt au budget principal s'est réalisé à hauteur de 30 millions d'euros en 2024 contre 20 millions d'euros en 2023, tout en générant un excédent à la clôture de **4,29 millions d'euros** marqué par une nette progression du résultat, tout en restant maîtrisé. Le niveau de résultat s'explique à la fois par la volonté d'éviter de minorer le recours à l'emprunt en raison de différents éléments, tout en dégagant des marges manœuvre pour l'exercice 2026 à l'occasion de la reprise du résultat. Tout d'abord, les conditions de financement justifient la nécessité d'éviter toute logique de sur-emprunt tout en ayant un programme d'investissement ambitieux. La hausse continue des taux directeurs de la Banque centrale européenne jusqu'en juin 2024 couplée aux instabilités politiques nationales et internationales ont conduit au maintien de condition de financement relativement onéreuses. C'est pourquoi la CACP a cherché à éviter toute logique de sur-emprunt sur cet exercice malgré un recours en croissance à celui-ci et la contractualisation d'un emprunt avec une phase de consolidation sur le début de l'exercice 2026 afin d'ajuster au plus près les besoins de la collectivité en fin d'exercice. En outre, cette stratégie permet à la CACP de stabiliser dans la durée son endettement qui demeurerait à un niveau particulièrement élevé.

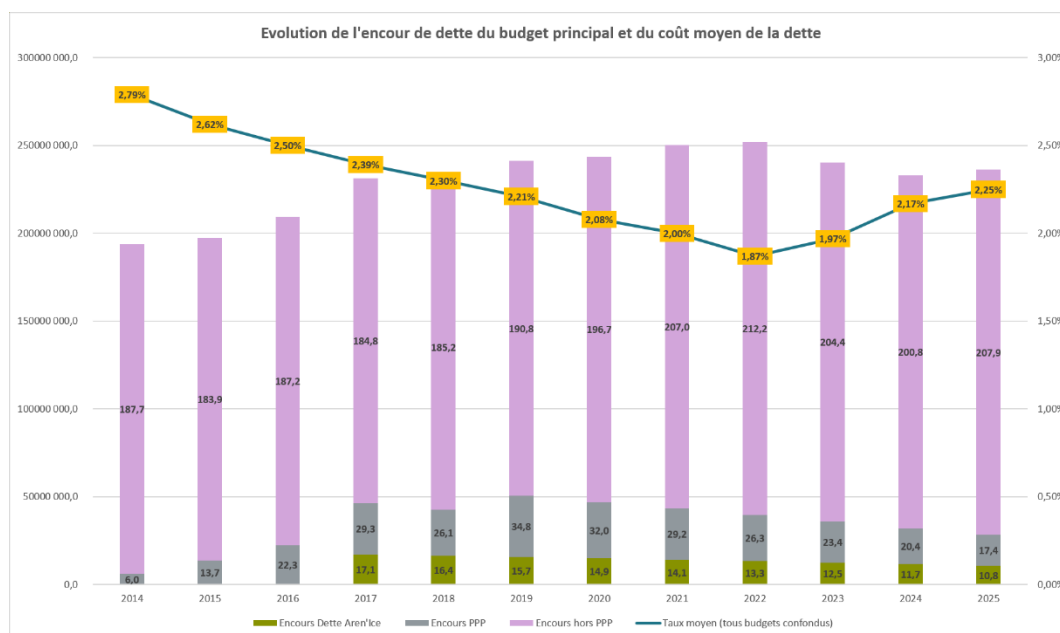
Le budget principal de la CACP porte 86,4% de l'endettement de la collectivité, proportion en diminution par rapport aux exercices précédents qui s'explique par l'enregistrement d'une cession escompte d'un montant de 8,1 millions sur les BA TEOM et REOM et dans le cadre du financement des travaux du centre de tri et d'un emprunt bancaire classique souscrit sur ces deux budgets. Ces éléments viennent s'ajouter à la cession escompte de 2024 relative au financement de l'unité de valorisation énergétique pour un montant de 24,2 millions d'euros.

L'encours de dette du budget principal se répartit comme tel au 31 décembre 2025 :

- L'encours de dette directe au budget principal s'établit ainsi à 207,93 millions d'euros (+3,19 millions d'euros par rapport à 2024) ;
- L'encours PPP, intégralement cristallisé depuis l'exercice 2019, s'établit à 17,42 millions (-3,03 millions d'euros) au terme de l'exercice budgétaire 2025 ;
- L'encours de la dette Aren'Ice à hauteur de 10,81 millions d'euros (-0,86 million d'euros).

Au total, l'encours au budget principal s'établit à **273,38 millions d'euros** au 31 décembre 2025 pour un coût moyen de la dette qui demeure bas à 2,12% pour le budget principal même si celui-ci enregistre une légère baisse par rapport à l'exercice précédent, conséquence de la politique plus stable conduite par la Banque centrale européenne (-0,03 point par rapport à 2024). Pour rappel, la part de l'encours de dette de la CACP au budget principal à taux fixe s'établit à 81,9% (-5,3 points).

A périmètre constant (encours de dette PPP Eclairage public + encours de dette Aren'Ice + encours de dette budget principal), l'encours de dette de la CACP progresse entre 2024 et 2025 (+3,19 millions d'euros) mais reste en deçà du niveau de 2020 (-7,52 millions d'euros).



**La capacité de désendettement s'établit à 7,6 ans avec la prise en compte du PPP-Eclairage public et de la dette Aren'Ice soit une progression de 0,7 an par rapport à 2024, tandis que le taux d'endettement s'établit à 165,0% (hors exceptionnel) au 31 décembre 2025 soit une progression de moins de 3 points.**

*L'annexe n°3 du présent rapport revient de manière plus détaillée sur la constitution et le profil de la dette de la CACP.*

## **ANNEXES COMPTE ADMINISTRATIF 2025**

## Annexe n°1 : Analyse financière du budget consolidé 2025

En 2025, le budget consolidé (budget principal et 7 budgets annexes) de la CACP s'élève à 336,99 millions d'euros en dépenses (-26,22%) et à 362,93 millions d'euros en recettes (-24,63%) soit un excédent global à la clôture de 25,9 millions d'euros (+1,1 million d'euros par rapport à 2024). La progression de 4,6% de l'excédent global de clôture s'explique par une progression des résultats sur l'ensemble des budgets annexes à l'exception du BA TEOM et du BA au potable en raison des dépenses enregistrées sur ces budgets annexes. Hors écritures d'ordre, le budget consolidé s'établit à 305,49 millions d'euros en dépenses (+32,75 millions d'euros) et à 331,42 millions d'euros en recettes (+33,87 millions d'euros).

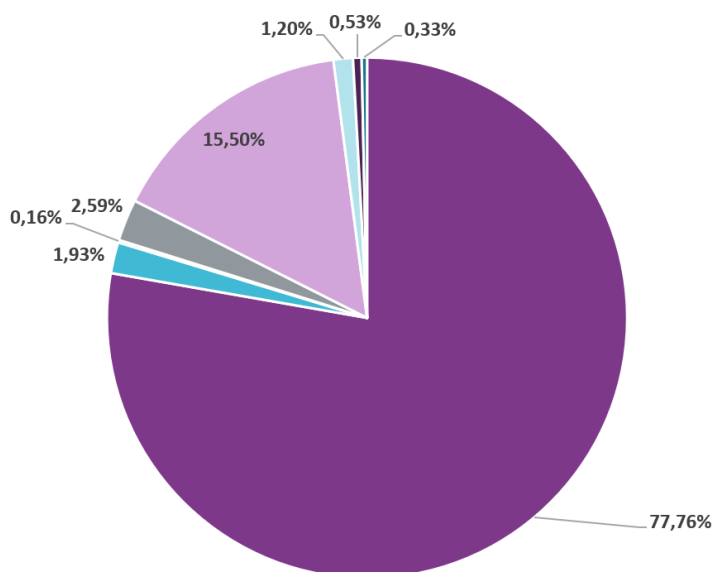
Les dépenses du budget consolidé sont en diminution globale de 119,77 millions d'euros par rapport à 2024 (hors opérations d'ordre) dont - 95,03 millions pour les dépenses de fonctionnement et +28,74 millions pour les dépenses d'investissement.

En 2025, la part des dépenses du budget principal dans le total des dépenses s'établit à 77,76% soit un niveau relativement stable par rapport à l'exercice précédent (-0,94 point).

| BUDGET CONSOLIDE                    | CA 2025            | %              |
|-------------------------------------|--------------------|----------------|
| Budget principal                    | 237 532 864        | 77,76%         |
| Aménagement                         | 5 890 000          | 1,93%          |
| Chauffage urbain                    | 477 564            | 0,16%          |
| Eau potable                         | 7 900 456          | 2,59%          |
| TEOM                                | 47 362 248         | 15,50%         |
| REOM                                | 3 678 699          | 1,20%          |
| GEMAPI                              | 1 624 813          | 0,53%          |
| La Turbine                          | 1 018 557          | 0,33%          |
| <b>Total tous budgets confondus</b> | <b>305 485 202</b> | <b>100,00%</b> |
| <b>dont fonctionnement</b>          | <b>155 757 746</b> | <b>50,99%</b>  |
| <b>dont investissement</b>          | <b>149 727 457</b> | <b>49,01%</b>  |

### Répartition des dépenses de la CACP (hors opérations d'ordre en 2025)

Répartition des dépenses du budget consolidé de la CACP en 2025  
(hors opérations d'ordre)



■ Budget principal ■ Aménagement ■ Chauffage urbain ■ Eau potable ■ TEOM ■ REOM ■ GEMAPI ■ La Turbine

**Compte administratif 2025 - Budget consolidé (hors mouvements d'ordre)**

|                         | 2024               |                    | 2025               |                    | CA 2025 / 2024 |
|-------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------|
|                         | Dépenses           | Recettes           | Dépenses           | Recettes           |                |
| <b>Budget général</b>   | <b>214 541 594</b> | <b>215 612 203</b> | <b>237 532 864</b> | <b>241 819 138</b> |                |
| Fonctionnement          | 109 580 950        | 146 713 751        | 112 087 236        | 146 636 651        |                |
| Investissement          | 104 960 644        | 68 898 451         | 125 445 628        | 95 182 487         |                |
| <b>Excédent</b>         |                    | <b>1 070 609</b>   |                    | <b>4 286 274</b>   | <b>300,4%</b>  |
| <b>Aménagement</b>      | <b>6 661 913</b>   | <b>19 890 677</b>  | <b>5 890 000</b>   | <b>20 321 062</b>  |                |
| Fonctionnement          | 4 000 817          | 14 405 780         | 2 953 376          | 4 488 146          |                |
| Investissement          | 2 661 096          | 5 484 897          | 2 936 624          | 15 832 916         |                |
| <b>Excédent</b>         |                    | <b>13 228 764</b>  |                    | <b>14 431 062</b>  | <b>9,1%</b>    |
| <b>Chauffage urbain</b> | <b>392 868</b>     | <b>808 485</b>     | <b>477 564</b>     | <b>920 849</b>     |                |
| Fonctionnement          | 392 868            | 808 485            | 477 564            | 920 849            |                |
| Investissement          |                    |                    |                    |                    |                |
| <b>Excédent</b>         |                    | <b>415 618</b>     |                    | <b>443 285</b>     | <b>6,7%</b>    |
| <b>Eau potable</b>      | <b>1 425 928</b>   | <b>5 423 833</b>   | <b>7 900 456</b>   | <b>11 257 698</b>  |                |
| Fonctionnement          | 1 147 871          | 4 731 686          | 1 157 389          | 4 368 758          |                |
| Investissement          | 278 058            | 692 147            | 6 743 067          | 6 888 941          |                |
| <b>Excédent</b>         |                    | <b>3 997 905</b>   |                    | <b>3 357 242</b>   | <b>-16,0%</b>  |
| <b>Déchets - TEOM</b>   | <b>43 669 738</b>  | <b>49 156 401</b>  | <b>47 362 248</b>  | <b>49 841 477</b>  |                |
| Fonctionnement          | 31 057 841         | 45 617 536         | 33 412 462         | 40 157 673         |                |
| Investissement          | 12 611 898         | 3 538 865          | 13 949 786         | 9 683 804          |                |
| <b>Excédent</b>         |                    | <b>5 486 663</b>   |                    | <b>2 479 229</b>   | <b>-54,8%</b>  |
| <b>Déchets - REOM</b>   | <b>3 337 669</b>   | <b>3 423 379</b>   | <b>3 678 699</b>   | <b>3 956 374</b>   | <b>10,2%</b>   |
| Fonctionnement          | 3 271 014          | 3 411 567          | 3 314 013          | 3 500 484          |                |
| Investissement          | 66 655             | 11 812             | 364 686            | 455 891            |                |
| <b>Excédent</b>         |                    | <b>85 709</b>      |                    | <b>277 675</b>     |                |
| <b>GEMAPI</b>           | <b>1 377 974</b>   | <b>1 880 326</b>   | <b>1 624 813</b>   | <b>2 266 317</b>   | <b>17,9%</b>   |
| Fonctionnement          | 1 195 658          | 1 776 256          | 1 489 217          | 2 167 270          |                |
| Investissement          | 182 316            | 104 070            | 135 596            | 99 048             |                |
| <b>Excédent</b>         |                    | <b>502 352</b>     |                    | <b>641 504</b>     | <b>27,7%</b>   |
| <b>La Turbine</b>       | <b>1 189 492</b>   | <b>1 206 040</b>   | <b>1 018 557</b>   | <b>1 036 559</b>   | <b>-14,4%</b>  |
| Fonctionnement          | 966 870            | 1 078 647          | 866 489            | 938 615            |                |
| Investissement          | 222 622            | 127 393            | 152 069            | 97 944             |                |
| <b>Excédent</b>         |                    | <b>16 548</b>      |                    | <b>18 002</b>      | <b>8,8%</b>    |
| <b>Budget consolidé</b> | <b>272 738 362</b> | <b>297 552 816</b> | <b>305 485 202</b> | <b>331 419 475</b> |                |
| Fonctionnement          | 151 753 575        | 218 543 709        | 155 757 746        | 203 178 445        |                |
| Investissement          | 120 984 786        | 78 857 636         | 149 727 457        | 128 241 030        |                |
| <b>Excédent</b>         |                    | <b>24 804 168</b>  |                    | <b>25 934 273</b>  | <b>4,6%</b>    |

- **Budget annexe – Aménagement**

Budget Aménagement - Présentation du CA 2025

| Budget Aménagement |       | 2024       |            | 2025      |            | Evolution 2024-2025 |
|--------------------|-------|------------|------------|-----------|------------|---------------------|
|                    |       | Dépenses   | Recettes   | Dépenses  | Recettes   | Dépenses            |
| Fonctionnement     | Réel  | 4 000 817  | 14 405 780 | 2 953 376 | 4 488 146  |                     |
|                    | Ordre | 25 680 033 | 15 771 581 | 5 006     | 2 135 574  |                     |
| Investissement     | Réel  | 2 661 096  | 5 484 897  | 2 936 624 | 15 832 916 |                     |
|                    | Ordre | 15 771 581 | 25 680 033 | 2 135 574 | 5 006      |                     |
| Total              |       | 48 113 527 | 61 342 291 | 8 030 580 | 22 461 642 | -83,31%             |
| Excédent           |       |            | 13 228 764 |           | 14 431 062 | 9,09%               |

En 2025, les recettes réelles consolidées du budget annexe Aménagement ont été de 20,3 millions d'euros (contre 19.9 millions d'euros en 2024) et les dépenses réelles consolidées de 5,9 millions d'euros (contre 6.7 millions d'euros en 2024), pour un excédent de 14,4 millions d'euros.

En fonctionnement, les recettes réelles ont atteint **4,5 millions d'euros** portant notamment sur un retour d'excédent de ZAC concédées à Cergy Pontoise Aménagement (ZAC Vert galant pour 400 000 €), une avance sur boni (ZAC Béthunes sud pour 400 000 €), des cessions de foncier, notamment les parkings de Cergy 3 pour 2,7 millions d'euros, une parcelle pour un pôle médical mère enfants sur la ZAC de la Demi-lieue et d'un excédent reporté de 496 511,11 €.

Les dépenses réelles de fonctionnement d'un montant de près de **3 millions d'euros** ont concerné notamment des participations au déficit sur les ZAC Neuville Université (750 000 €), des acquisitions de foncier (36 000€), des travaux sur la ZAC de la Demi-Lieue (154 000€) et la ZAC PA Chaussée Osny (1 181 000€), un début d'opération sur la ZAC Grand centre îlot de la poste (63 000€), et des taxes foncières pour 400 419 € dont 86400 € de remboursements à CPA pour trois parkings de la ZAC Moulin à vent.

En investissement, les recettes réelles se sont élevées à hauteur de **15,8 millions d'euros** dont 12,7 millions d'euros d'excédent reporté, et ont concerné le versement d'un paiement échelonné de cession foncière (ASWO) pour 1,93 million d'euros, un premier acompte de subvention du Fonds Friches sur l'îlot de la poste (532 000€), des participations de promoteurs sur la ZAC Grand centre (469 000€) et du FCTVA (11 000€).

Les dépenses réelles d'investissement ont atteint **2,9 millions d'euros** dont des indemnités d'expropriation sur l'îlot de la poste (1 073 000€) concernant les commerces suivants l'Emincé, Haydar, Limassol et Ozan, des participations aux équipements (696 000€), ainsi que des études sur les ZAC Marcouville (166 000€) et Grand centre (121 000€). Il a été versé, par ailleurs, une avance de trésorerie à CPA pour la ZAC Marcouville de 622 000€.

Au 31 décembre 2025, l'encours de dette sur le budget annexe Aménagement s'élève à 800 000€

Au global, sur l'exercice 2025, il est donc constaté sur le budget annexe Aménagement **un résultat excédentaire de 14 431 061,94 euros** (+ 1202 293 euros par rapport à 2024).

- **Budget annexe - Chauffage urbain**

Budget Chauffage urbain - Présentation du CA 2025

| Budget Chauffage Urbain |       | 2024     |          | 2025     |          | Evolution 2024-2025 |
|-------------------------|-------|----------|----------|----------|----------|---------------------|
|                         |       | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses            |
| Fonctionnement          | Réel  | 392 868  | 808 485  | 477 564  | 920 849  |                     |
| Investissement          | Ordre |          |          |          |          |                     |
|                         | Réel  | 0        | 0        |          |          |                     |
|                         | Ordre |          |          |          |          |                     |
| Total                   |       | 392 868  | 808 485  | 477 564  | 920 849  | 21,56%              |
| Excédent                |       |          | 415 618  |          | 443 285  | 6,66%               |

En 2025, les recettes réelles du budget annexe Chauffage Urbain se sont élevées à 0,9 million d'euros (contre 0,8 millions d'euros en 2024) et les dépenses à 0,5 million d'euros (contre 0,4 millions d'euros en 2024) pour un excédent total de 443 000 €.

Les recettes de fonctionnement sont principalement composées de 455 000€ de redevance de contrôle et du report de l'excédent 2024 de 416 000 €.

Concernant les dépenses de fonctionnement, **478 000 €** ont été mandatées dont 143 000 € au titre des honoraires de suivi de la DSP, du conseil et du contrôle de l'exploitation du service public de chauffage urbain et 319 000€ correspondent aux frais de structure (frais de personnel et frais généraux).

Le budget n'enregistre pas de dépense d'investissement sur l'exercice visé.

Au global, sur l'exercice 2025, il est donc constaté sur le budget annexe Chauffage urbain **un résultat excédentaire de 443 284,69 euros**.

- **Budget annexe - Eau potable**

Budget Eau Potable - Présentation du CA 2025

| Budget Eau potable |       | 2024      |           | 2025      |            | Evolution 2024-2025 |
|--------------------|-------|-----------|-----------|-----------|------------|---------------------|
|                    |       | Dépenses  | Recettes  | Dépenses  | Recettes   | Dépenses            |
| Fonctionnement     | Réel  | 1 147 871 | 4 731 686 | 1 157 389 | 4 368 758  |                     |
|                    | Ordre | 436 933   | 53        | 440 364   | 53         |                     |
| Investissement     | Réel  | 278 058   | 692 147   | 6 743 067 | 6 888 941  |                     |
|                    | Ordre | 53        | 436 933   | 53        | 440 364    |                     |
| Total              |       | 1 862 914 | 5 860 820 | 8 340 873 | 11 698 116 | 347,73%             |
| Excédent           |       |           | 3 997 905 |           | 3 357 242  | -16,02%             |

En 2025, les recettes réelles du budget annexe du budget Eau potable se sont élevées à 11,3 millions d'euros (contre 5,4 millions d'euros en 2024) et les dépenses à 7,9 millions d'euros (contre 1,4 millions d'euros en 2024) pour un excédent de 3,4 millions d'euros. L'excédent ainsi constaté fin 2025 permettra à la CACP de financer les investissements futurs ainsi que les dépenses restant à sa charge en maintenant un niveau de redevance stable en 2026 (0,07 €/m3).

Les recettes de fonctionnement correspondent principalement au produit de la redevance Eau (739 500 €), aux redevances contractuelles reversées par Cyto (184 400 €), à la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable (198 900 €) reversée intégralement à l'AESN, au remboursement d'une quote-part des charges de personnel du budget annexe Eau Potable par le budget principal (57 800 €) et par le budget annexe GEMAPI (12 800 €), ainsi qu'à l'excédent de résultat reporté (3 147 000 €).

Concernant les dépenses de fonctionnement, un montant total de **1 157 000 €** a été mandaté dont 145 000 € d'honoraires liés au suivi et au contrôle de la DSP, ainsi qu'aux missions d'accompagnement relatives à la préfiguration de la régie Eau Potable (volet RH et stratégie financière pour la préfiguration de la SPL Les Eaux de la Confluence) . Par ailleurs, 729 800 € concernent les dépenses de personnel et de structure et 198 900 € la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable reversée à l'AESN (montant similaire à la recette perçue ; cf supra).

Les recettes d'investissement réalisées s'élèvent à **6 889 000 €**, elles comprennent un emprunt contracté en décembre auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (durée d'amortissement de 25 ans avec un taux d'intérêt de taux d'intérêt du livret A + 0,5%) destiné à financer l'achat d'une canalisation (5 000 000 €), le remboursement de la TVA sur les travaux immobiliers pour 1 038 000 € et 851 000 € d'excédent de résultat reporté.

En dépenses d'investissement, **6 743 000 €** ont été mandatés au titre de l'achat de la canalisation pour 6 074 000 €. Par délibération en date du 17 novembre 2025, la CACP a approuvé l'acquisition de la canalisation « DN 600 » (et d'une parcelle) d'environ dix kilomètres depuis la limite départementale du Val d'Oise jusqu'à l'arrivée en réservoirs de tête du réseau d'eau potable sur les communes de Boismont et de Courdimanche. L'objectif est de renforcer la maîtrise totale des infrastructures de transport et de distribution. Le reste des dépenses d'investissement se compose de travaux immobiliers (155 000 €), du remboursement des emprunts (114 000 €) et de la participation de la CACP au capital de la nouvelle Société Publique Locale (400 000 €).

Au 31 décembre 2025, l'encours de dette du budget annexe Eau potable s'établit à 5 011 000 euros.

Au global, sur l'exercice 2025, il est donc constaté sur le budget annexe Eau potable **un résultat excédentaire de 3 357 242,30 euros** (- 640 663 euros par rapport à 2024).

- **Budget annexe Déchets - TEOM**

Budget TEOM - Présentation du CA 2025

| Budget Déchets TEOM |       | 2024       |            | 2025       |            | Evolution 2024-2025 |
|---------------------|-------|------------|------------|------------|------------|---------------------|
|                     |       | Dépenses   | Recettes   | Dépenses   | Recettes   | Dépenses            |
| Fonctionnement      | Réel  | 31 057 841 | 45 617 536 | 33 412 462 | 40 157 673 |                     |
|                     | Ordre | 472 391    | 23 833     | 694 164    | 23 833     |                     |
| Investissement      | Réel  | 12 611 898 | 3 538 865  | 13 949 786 | 9 683 804  |                     |
|                     | Ordre | 23 833     | 472 391    | 23 833     | 694 164    |                     |
| Total               |       | 44 165 962 | 49 652 625 | 48 080 245 | 50 559 474 | 8,86%               |
| Excédent            |       |            | 5 486 663  |            | 2 479 229  | -54,81%             |

En 2025, les recettes réelles du budget annexe déchets TEOM se sont élevées à 49,8 millions d'euros (contre 49,2 millions d'euros en 2024) et les dépenses à 47,4 millions d'euros (contre 43,7 millions d'euros en 2024).

En recettes de fonctionnement, le produit de la TEOM perçu en 2025 s'élève à 25,2 millions d'euros (+ 785 000 euros par rapport à 2024). Les taux de TEOM appliqués en 2025 se stabilisent à 8,00 % pour dix communes de la CACP tandis que pour deux communes (Maurecourt et Puiseux-Pontoise) la hausse s'est poursuivie compte tenu du niveau d'imposition de celles-ci dans la logique de convergence vers un taux unique de 8,00 %, mais aussi du fait de la revalorisation automatique des bases à hauteur de l'inflation du mois de novembre de l'exercice N-1.

Les dépenses de fonctionnement à hauteur de **33,4 millions d'euros** concernent les opérations de pré-collecte, de collecte et de traitement des déchets sur le territoire des 12 communes assujetties à la TEOM.

En investissement, les recettes d'un montant de **9,7 millions d'euros** sont constituées du FCTVA, du report de l'excédent 2024 et de l'emprunt contracté en décembre auprès de la Caisse d'Epargne pour un montant de 600 000 euros sur une durée d'amortissement de 20 ans au taux fixe de 3,83%.

Quant aux dépenses d'investissement, elles s'établissent à **13,9 millions d'euros** dont 2,1 millions d'euros d'achats de contenants, 1,3 million d'euros de subvention d'équipement versée dont 843 000 euros pour la construction de la Boucle et 0,3 million d'euros au titre d'une avance de préfinancement concernant le centre de tri versée au délégataire conformément aux dispositions du contrat de concession. En outre, l'exercice 2025 enregistre le remboursement du capital des échéances de la cession escompte pour le financement des travaux de l'Unité de valorisation énergétique (UVE) à hauteur de 1,4 million d'euros et la mise en place en 2025 de la cession escompte pour le financement du centre de tri (0,2 million d'euros en 2025) d'un montant global de 8,1 millions d'euros selon un taux consolidé de 3,37%.

Au 31 décembre 2025, l'encours de dette sur le budget annexe TEOM s'élève à 27,2 millions d'euros.

Le résultat global à la clôture 2025 s'établit à 2,5 millions d'euros. Cet excédent permettra de poursuivre en 2026 le programme d'investissement établi lors de la reprise de cette compétence par la CACP (investissements de conteneurisation ...), à un niveau de service attendu optimal et la stratégie de convergence de taux de TEOM sur le territoire.

Au global, sur l'exercice 2025, il est donc constaté sur le budget annexe déchets TEOM **un résultat excédentaire de 2 479 228,95 euros** (-3 007 434 euros par rapport à 2024).

- Budget annexe Déchets - REOM**

Budget REOM - Présentation du CA 2025

| Budget Déchets REOM |       | 2024      |           | 2025      |           | Evolution 2024-2025 |
|---------------------|-------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------------------|
|                     |       | Dépenses  | Recettes  | Dépenses  | Recettes  | Dépenses            |
| Fonctionnement      | Réel  | 3 271 014 | 3 411 567 | 3 314 013 | 3 500 484 |                     |
|                     | Ordre | 54 600    | 2 335     | 55 502    | 2 335     |                     |
| Investissement      | Réel  | 66 655    | 11 812    | 364 686   | 455 891   |                     |
|                     | Ordre | 2 335     | 54 600    | 2 335     | 55 502    |                     |
| Total               |       | 3 394 604 | 3 480 313 | 3 736 536 | 4 014 211 | 10,07%              |
| Excédent            |       |           | 85 709    |           | 277 675   | 223,97%             |

En 2025, les recettes réelles du budget annexe déchets REOM se sont élevées à 3,96 millions d'euros (contre 3,42 millions d'euros en 2024) et les dépenses à 3,68 millions d'euros (contre 3,34 millions d'euros en 2024) pour un excédent de 277 675 euros.

Le produit de la REOM perçu en 2025 s'élève à 2,51 millions d'euros (contre 2,42 millions d'euros en 2024).

En fonctionnement, les dépenses à hauteur de **3,31 millions d'euros** concernent les opérations de pré-collecte, de collecte et de traitement des déchets sur la commune de Saint-Ouen-l'Aumône, sur laquelle s'applique une redevance pour enlèvement des ordures ménagères.

En investissement, les recettes d'un montant de **455 891 €** sont constituées principalement du FCTVA et de l'emprunt contracté en décembre auprès de la Caisse d'Epargne pour un montant de 400 000 euros sur une durée d'amortissement de 20 ans au taux de 3,83%.

Quant aux dépenses d'investissement, elles s'établissent à **364 686 €**. Elles comprennent des achats de contenants pour 142 564 €, le remboursement du capital des échéances de la cession escompte pour le financement des travaux de l'Unité de valorisation énergétique (UVE) à hauteur de 197 666 € et la mise en place en 2025 de la cession escompte pour le financement du centre de tri (21 877 € d'échéance en 2025) pour un montant consolidé de 8,1 millions d'euros selon un taux consolidé de 3,37%.

Au 31 décembre 2025, l'encours de dette du budget annexe REOM est de 4,1 millions d'euros.

Au global, sur l'exercice 2025, il est donc constaté sur le budget annexe REOM **un résultat excédentaire de 277 675,02 euros** (+ 191 966 euros par rapport à 2024).

- **Budget annexe - GEMAPI**

| Budget GEMAPI  |       | 2024      |           | 2025      |           | Evolution 2024-2025 |
|----------------|-------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------------------|
|                |       | Dépenses  | Recettes  | Dépenses  | Recettes  | Dépenses            |
| Fonctionnement | Réel  | 1 195 658 | 0         | 1 489 217 | 2 167 270 |                     |
|                | Ordre | 159 959   | 1 776 256 | 159 746   | 0         |                     |
| Investissement | Réel  | 182 316   | 104 070   | 135 596   | 99 048    |                     |
|                | Ordre | 0         | 159 959   | 0         | 159 746   |                     |
| Total          |       | 1 537 933 | 2 040 285 | 1 784 559 | 2 426 063 | 16,04%              |
| Excédent       |       |           | 502 352   |           | 641 504   | 27,70%              |

En 2025, les recettes réelles du budget annexe Gemapi s'élèvent à 2,26 millions d'euros (contre 1,88 millions d'euros en 2024) et en dépenses réelles à 1,62 millions d'euros (contre 1,38 million d'euros en 2024) pour un excédent total de 641 504 €.

En recettes de fonctionnement, les recettes perçues en 2025 correspondent principalement à la taxe GEMAPI pour 1 692 005 € et les compensations financières de l'Etat pour 46 332 €. En 2025, le montant appelé de la taxe GEMAPI avait été fixé à hauteur de 1,732 millions d'euros afin de tenir compte à la fois des besoins de la politique publique, mais aussi de la croissance démographique du territoire. Cela représente un montant moyen de 8 euros par habitant.

Concernant les réalisations de dépenses réelles de fonctionnement à hauteur de **1 489 217 €**, 770 370 € ont été versés au titre des contributions aux syndicats (Entente Oise Aisne, Syndicat mixte des Berges de l'Oise, Syndicat mixte de la Vallée de la Viosne), 59 687 € pour des études, 206 260 € pour l'entretien des terrains, 118 352 € pour la masse salariale, 47 930 € pour des dégrèvements de taxe et 254 533 € pour les frais de structure au budget principal.

Les recettes réelles d'investissement représentent **99 047 €** constituées du solde d'exécution 2024 pour 81 713,40 € et du FCTVA pour un montant de 17 334 €.

Les dépenses réelles d'investissement ont été réalisées à hauteur de **135 596 €** dont 23 460 € pour des frais d'études, 95 469 € pour des aménagements de terrains (notamment dans le cadre des dépenses de maîtrise d'oeuvre pour la restauration écologique du rû de Liesse à Saint-Ouen-l'Aumône) et 16 666 € pour les remboursements d'emprunt.

Au 31 décembre 2025, l'encours de dette du BA GEMAPI s'élève à 158 333,31 euros.

Au global, sur l'exercice 2025, il est donc constaté sur le budget annexe GEMAPI **un résultat excédentaire de 641 503,97 euros** (+139 152 euros par rapport à 2024).

- **Budget annexe – La Turbine**

Budget La Turbine - Présentation du CA 2025

| Budget La Turbine |       | 2024      |           | 2025      |           | Evolution 2024-2025 |
|-------------------|-------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------------------|
|                   |       | Dépenses  | Recettes  | Dépenses  | Recettes  | Dépenses            |
| Fonctionnement    | Réel  | 966 870   | 1 078 647 | 866 489   | 938 615   |                     |
|                   | Ordre | 61 146    | 31 709    | 64 577    | 31 709    |                     |
| Investissement    | Réel  | 222 622   | 127 393   | 152 069   | 97 944    |                     |
|                   | Ordre | 31 709    | 61 146    | 31 709    | 64 577    |                     |
| Total             |       | 1 282 348 | 1 298 896 | 1 114 844 | 1 132 846 | -13,06%             |
| Excédent          |       |           | 16 548    |           | 18 002    | 8,79%               |

En 2025, les recettes et dépenses réelles du budget annexe La Turbine se sont élevées à 2,25 millions d'euros pour un excédent de 18 002 euros contre 16 548 euros en 2024 (+8,8%).

Les recettes réelles de fonctionnement ont atteint 938 615 € (contre 1 078 647 € en 2024) dont 654 137 € correspondant aux loyers et charges perçus sur les occupants des 2 sites de Chenevières et du port, 200 713 € de services mutualisés et 30 000 € de subvention d'équilibre du budget général.

Le montant de la subvention d'équilibre du budget général à ce budget annexe a été arrêté à 30 000 € pour 2025, en baisse de 68% par rapport à l'exercice précédent, Elle s'établissait à 95 000 euros en 2024. Par ailleurs, le nombre d'entreprises résidentes, se montant à 98 au 31/12/2025, et un taux d'occupation moyen de 85 % témoignent du bon fonctionnement, de l'attractivité et du dynamisme de la structure.

Les dépenses réelles de fonctionnement de la Turbine ont été de 866 488 € (contre 966 870 € en 2024) essentiellement pour les dépenses de fluides, d'honoraires, de paiement des taxes foncières et de l'entretien des bâtiments et des espaces verts.

En investissement, les recettes réelles représentent 97 944 € dont 65 792 € d'affectation du résultat 2024, le solde correspondant aux dépôts de garantie (18 895 €).

Les dépenses réelles se sont élevées à 152 068 € dont le résultat reporté 2024 de 97 944 € et 60 093 € de travaux et divers aménagements, ainsi que des restitutions de dépôts de garantie aux locataires (15 573€).

Au global, sur l'exercice 2025, il est donc constaté sur le budget annexe La Turbine **un résultat excédentaire de 18 001,92 euros** (+ 1 454,12 euros par rapport à 2024).

Annexe n°2 : Exécution du programme pluriannuel d'investissement 2022-2028 au 31 décembre 2025

| Libellé Opération                                | Code Opération | Pluriannualité 2022-2028 | BT 2025           | Mandaté 2025      | Disponible 2025   | BP 2026           | CP 2027           | CP 2028           | Total 2022 à 2028  |
|--------------------------------------------------|----------------|--------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| <b>TOTAL PPI</b>                                 |                | <b>434 601 809</b>       | <b>82 793 258</b> | <b>70 892 935</b> | <b>11 900 323</b> | <b>72 006 529</b> | <b>65 943 329</b> | <b>67 283 085</b> | <b>434 774 712</b> |
| <b>VOLET I - PATRIMOINE COMMUNAUTAIRE</b>        |                | <b>161 375 599</b>       | <b>23 246 220</b> | <b>19 395 474</b> | <b>3 850 746</b>  | <b>28 746 103</b> | <b>22 917 130</b> | <b>27 103 296</b> | <b>155 091 413</b> |
| <b>ECLAIRAGE PUBLIC</b>                          |                | <b>58 515 293</b>        | <b>8 518 861</b>  | <b>8 761 642</b>  | <b>57 219</b>     | <b>8 523 721</b>  | <b>7 931 000</b>  | <b>8 409 048</b>  | <b>58 699 014</b>  |
| ECLAIRAGE PUBLIC - CONVENTION DE GESTION         | 16ECL20458     | 2 039 207                | 281 768           | 259 154           | 22 614            | 405 000           | 310 000           | 366 969           | 2 139 207          |
| ECLAIRAGE PUBLIC PPP                             | 16ECL20372     | 55 708 079               | 8 481 849         | 8 449 809         | 32 040            | 8 068 721         | 7 501 000         | 8 039 514         | 55 891 800         |
| PROJET DE DEVELOPPEMENT ET D'OPTIMISATION        | 22ECL20834     | 768 008                  | 55 244            | 52 679            | 2 565             | 50 000            | 120 000           | 2 565             | 668 008            |
| <i>Eclairage public</i>                          |                | <b>58 515 293</b>        | <b>8 518 861</b>  | <b>8 761 642</b>  | <b>57 219</b>     | <b>8 523 721</b>  | <b>7 931 000</b>  | <b>8 409 048</b>  | <b>58 699 014</b>  |
| <b>PATRIMOINE COMMUNAUTAIRE</b>                  |                | <b>92 860 306</b>        | <b>14 427 359</b> | <b>10 633 833</b> | <b>3 793 526</b>  | <b>20 222 382</b> | <b>14 986 130</b> | <b>18 694 248</b> | <b>96 392 359</b>  |
| AMELIORATION DE LA QUALITE DES EAUX DE REJETS    | 16PCO20311     | 5 681                    | 3 831             | 3 830             | 1                 |                   |                   | 0                 | 5 681              |
| EAUX PLUVIALES - MISE EN CONFORMITE BRANCHEMENTS | 16PCO20162     | 180 871                  | 30 870            | 10 869            | 20 001            | 15 000            | 45 000            | 65 001            | 155 871            |
| PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS                | 16PCO20165     | 10 907 405               | 1 382 410         | 848 468           | 533 942           | 3 000 000         | 3 101 017         | 3 528 868         | 12 588 316         |
| REHABILITATION BASSINS ET RESEAUX                | 16PCO20320     | 1 571 322                | 199 130           | 84 499            | 114 631           | 150 000           | 150 000           | 414 631           | 1 381 322          |
| RESEAUX UNITAIRES - REVERSEMENT AU SARP          | 16PCO20603     | 237 689                  | 85 910            | 85 907            | 3                 | 45 000            | 45 000            | 45 003            | 227 689            |
| SECURISATION DES OUVRAGES                        | 16PCO20322     | 807 151                  | 52 739            | 0                 | 52 739            | 30 000            | 240 000           | 202 739           | 687 151            |
| <i>Assainissement</i>                            |                | <b>13 710 129</b>        | <b>1 754 890</b>  | <b>1 033 874</b>  | <b>721 316</b>    | <b>3 240 000</b>  | <b>3 551 017</b>  | <b>4 256 242</b>  | <b>16 046 031</b>  |
| CYBERSECURITE INVIT                              | 24PCO20857     | 809 182                  | 250 503           | 250 502           | 1                 | 192 000           | 158 678           | 200 001           | 801 182            |
| OEUVRE D'ART                                     | 16PCO20699     | 18 000                   | 0                 | 0                 | 0                 |                   |                   |                   | 18 000             |
| <i>Autres</i>                                    |                | <b>827 182</b>           | <b>250 503</b>    | <b>250 502</b>    | <b>1</b>          | <b>192 000</b>    | <b>158 678</b>    | <b>200 001</b>    | <b>819 182</b>     |
| REIMDA MATERIEL                                  | 22PCO20012     | 14 662                   | 0                 | 0                 | 0                 |                   |                   | 0                 | 14 662             |
| CERGY SOIT INVIT                                 | 22PCO20842     | 50 178                   | 0                 | 0                 | 0                 |                   |                   | 0                 | 50 178             |
| COMEDIE MUSICALE MATERIEL                        | 22PCO20709     | 15 787                   | 0                 | 0                 | 0                 |                   |                   | 0                 | 15 787             |
| CRR MATERIEL                                     | 22PCO20019     | 180 181                  | 26 485            | 22 974            | 3 511             | 18 900            | 21 000            | 24 511            | 178 081            |
| EPIC FORUM                                       | 22PCO20650     | 141 000                  | 20 000            | 20 000            | 0                 | 20 000            | 20 000            | 20 000            | 141 000            |
| EVENEMENTIEL MATERIEL                            | 22PCO20708     | 53 401                   | 7 924             | 7 923             | 1                 | 9 000             | 10 000            | 12 018            | 52 401             |
| INSTRUMENTS DE MUSIQUE                           | 22PCO20697     | 417 903                  | 34 291            | 28 722            | 5 569             | 42 000            | 70 000            | 75 569            | 359 903            |
| MATERIEL PISCINES                                | 22PCO20667     | 433 388                  | 56 719            | 54 671            | 2 048             | 63 000            | 63 000            | 69 039            | 433 388            |
| MATERIEL SPORT                                   | 22PCO20664     | 276 308                  | 31 224            | 31 223            | 1                 | 40 000            | 30 000            | 31 339            | 286 308            |
| RESEAU DES ECOLES DE MUSIQUE MATERIEL            | 22PCO20695     | 30 000                   | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 10 000            | 10 000            | 20 000             |
| RESEAU DES MEDIATHIQUES MATERIEL                 | 22PCO20692     | 13 450                   | 0                 | 0                 | 0                 | 2 000             | 3 000             | 3 000             | 12 450             |
| THEATRES MATERIEL                                | 22PCO20391     | 367 277                  | 46 000            | 46 000            | 0                 | 46 000            | 50 000            | 46 000            | 363 277            |
| <i>Culture et Sports</i>                         |                | <b>1 993 635</b>         | <b>222 643</b>    | <b>211 613</b>    | <b>11 130</b>     | <b>240 960</b>    | <b>277 000</b>    | <b>291 476</b>    | <b>1 957 435</b>   |
| MATERIEL PROPRETE                                | 17PCO20631     | 1 015 699                | 81 850            | 67 911            | 13 939            | 334 000           | 370 000           | 97 671            | 1 024 699          |
| <i>Ecologie urbaine</i>                          |                | <b>1 015 699</b>         | <b>81 850</b>     | <b>67 911</b>     | <b>13 939</b>     | <b>334 000</b>    | <b>370 000</b>    | <b>97 671</b>     | <b>1 024 699</b>   |
| INVESTISSEMENTS BIODIVERSITE                     | 22PCO20847     | 189 526                  | 65 000            | 41 034            | 23 966            | 85 000            | 50 000            | 33 966            | 264 826            |
| REHABILITATION DES ESPACES BOISES                | 16PCO20312     | 433 824                  | 37 693            | 8 380             | 29 313            | 110 000           | 110 000           | 130 313           | 491 824            |
| REHABILITATION DES ESPACES VERTS                 | 16PCO20004     | 3 636 093                | 578 319           | 499 278           | 79 041            | 397 400           | 605 000           | 684 041           | 3 428 493          |
| REHABILITATION DES SITES MAJEURS                 | 16PCO20467     | 2 972 173                | 621 259           | 419 420           | 201 839           | 680 000           | 502 058           | 686 646           | 3 240 173          |
| <i>Espaces Verts</i>                             |                | <b>7 231 615</b>         | <b>1 302 271</b>  | <b>968 112</b>    | <b>334 189</b>    | <b>1 272 400</b>  | <b>1 267 058</b>  | <b>1 543 966</b>  | <b>7 425 015</b>   |
| ATELIERS MECANIKES                               | 17PCO20385     | 175 386                  | 12 800            | 12 799            | 1                 | 135 000           | 39 750            | 40 001            | 270 636            |
| CAFETERIA                                        | 22PCO20748     | 70 202                   | 12 420            | 10 806            | 1 614             | 12 000            | 10 000            | 11 614            | 72 202             |
| MARCHES PUBLICS                                  | 16PCO20021     | 184 292                  | 25 000            | 15 012            | 9 988             | 25 000            | 25 000            | 34 988            | 157 292            |
| PROJETS INFORMATIQUES                            | 16PCO20368     | 13 873 027               | 2 847 165         | 2 124 112         | 723 053           | 2 883 382         | 1 834 523         | 3 275 911         | 14 923 359         |
| VEHICULES LEGERES                                | 16PCO20104     | 1 245 886                | 344 665           | 119 078           | 225 587           | 180 000           | 50 000            | 405 587           | 1 260 886          |
| <i>Moyens généraux</i>                           |                | <b>15 648 793</b>        | <b>3 242 050</b>  | <b>2 281 086</b>  | <b>960 244</b>    | <b>3 238 382</b>  | <b>1 959 273</b>  | <b>3 768 102</b>  | <b>16 684 375</b>  |
| ACCESSIBILITE PBS                                | 16PCO20332     | 125 327                  | 0                 | 0                 | 0                 | 15 000            | 15 000            | 15 000            | 125 327            |
| ACQUISITION PETITS MATERIELS - ANALYSES          | 22PCO20746     | 18 619                   | 0                 | 0                 | 0                 | 5 000             | 5 000             | 5 000             | 13 619             |
| AMENAGEMENT DE LOCAUX                            | 16PCO20006     | 2 916 302                | 309 903           | 309 903           | 0                 | 265 000           | 791 000           | 400 000           | 2 571 302          |
| ASCCA                                            | 16PCO20335     | 4 004 087                | 690 000           | 689 534           | 466               | 703 000           | 600 000           | 600 466           | 4 107 087          |
| ASL AUTRES TRAVAUX                               | 16PCO20337     | 313 444                  | 78 000            | 77 990            | 10                | 64 500            | 77 000            | 77 010            | 300 944            |
| CENTRE ADM ET VERGER                             | 16PCO20331     | 815 197                  | 98 377            | 92 353            | 6 024             | 41 000            | 110 000           | 116 024           | 844 497            |
| CENTRE DE PRODUCTION VEGETALE INVIT              | 22PCO20747     | 164 582                  | 8 375             | 8 375             | 0                 | 64 100            | 21 800            | 21 800            | 206 882            |
| CENTRE TECHNIQUE                                 | 16PCO20369     | 150 588                  | 60 950            | 60 950            | 0                 | 149 000           | 13 200            | 13 200            | 286 388            |
| CIMETIERE                                        | 16PCO20334     | 1 735 057                | 450 502           | 410 618           | 39 884            | 657 000           | 105 000           | 89 884            | 2 359 857          |
| FIBRE OPTIQUE                                    | 20PCO20736     | 1 206 345                | 200 000           | 126 005           | 73 995            | 160 000           | 117 104           | 273 995           | 1 166 345          |
| MATERIEL MOBILIER DE BUREAU                      | 16PCO20367     | 725 575                  | 100 925           | 77 043            | 23 882            | 108 000           | 230 000           | 103 882           | 763 575            |
| MGEN                                             | 18PCO20703     | 51 225                   | 0                 | 0                 | 0                 |                   |                   | 0                 | 51 225             |
| MOBILIER DE COMMUNICATION                        | 22PCO20749     | 93 618                   | 16 111            | 16 110            | 1                 | 16 000            | 10 000            | 10 001            | 99 618             |
| OUTILS DE COMMUNICATION DD                       | 22PCO20750     | 8 580                    | 0                 | 0                 | 0                 |                   |                   |                   | 8 580              |
| PACTE SOCIAL INVIT                               | 24PCO20871     | 68 491                   | 17 820            | 0                 | 17 820            | 17 000            | 15 000            | 27 820            | 85 491             |
| PROGRAMME ALIMENTAIRE TERRITORIAL - INVIT        | 22PCO20846     | 190 000                  | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 90 000            | 50 000            | 140 000            |
| REHABILITATION HOTEL D AGGLO                     | 16PCO20098     | 135 470                  | 30 600            | 30 600            | 0                 | 0                 | 30 000            | 0                 | 135 470            |
| REHABILITATION PARKINGS                          | 16PCO20380     | 306 773                  | 13 440            | 11 652            | 1 788             | 20 000            | 60 000            | 61 788            | 246 773            |
| REHAB THEATRE DES LOUVRAIS ET ARTS               | 16PCO20386     | 488 051                  | 58 002            | 55 247            | 2 755             | 299 000           | 48 000            | 50 755            | 739 051            |
| RÉNOVATION ANCIENNE PATINOIRE                    | 16PCO20394     | 28 845                   | 3 750             | 3 749             | 1                 | 5 000             | 5 000             | 5 001             | 28 845             |
| RENOVATION CRR                                   | 16PCO20388     | 557 294                  | 62 774            | 62 774            | 0                 | 33 000            | 92 000            | 92 000            | 498 294            |
| RENOVATION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE COMMUNAU    | 22PCO20836     | 7 655 443                | 1 119 175         | 995 162           | 124 013           | 3 360 000         | 400 000           | 524 013           | 7 300 443          |
| RENOVATION PISCINES                              | 16PCO20392     | 2 747 544                | 461 930           | 461 019           | 911               | 490 000           | 394 000           | 176 953           | 2 843 544          |
| RENOVATION POLE DES MARADAS                      | 16PCO20395     | 1 605 888                | 60 709            | 60 709            | 0                 | 200 000           | 155 000           | 155 000           | 1 650 888          |
| RENOVATION THEATRE 95                            | 16PCO20367     | 375 200                  | 90 890            | 90 890            | 0                 | 17 000            | 25 000            | 25 000            | 338 200            |
| SECURISATION DES ESPACES PUBLICS                 | 21PCO20740     | 1 080 263                | 178 510           | 86 039            | 90 471            | 130 000           | 200 000           | 290 471           | 1 010 263          |
| SECURISATION DES PARKINGS                        | 24PCO20872     | 340 000                  | 95 000            | 0                 | 95 000            | 150 000           | 150 000           | 95 000            | 490 000            |
| SYSTEME D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE                 | 25PCO20875     | 50 000                   | 0                 | 0                 | 0                 | 400 000           | 50 000            |                   | 450 000            |
| VERGER 3                                         | 16PCO20336     | 264 802                  | 11 796            | 11 796            | 0                 | 34 100            | 25 000            | 25 000            | 273 902            |
| <i>Patrimoine et bâtiments</i>                   |                | <b>28 222 611</b>        | <b>4 215 639</b>  | <b>3 738 517</b>  | <b>477 022</b>    | <b>7 397 700</b>  | <b>3 834 104</b>  | <b>3 305 064</b>  | <b>28 926 411</b>  |
| ACCESSIBILITE ESPACES PUBLICS                    | 16PCO20342     | 4 699 838                | 1 407 906         | 590 974           | 816 932           | 1 261 100         | 405 000           | 1 414 841         | 5 305 938          |
| AMENAGEMENT ABORDS DES ZACS                      | 22PCO20743     | 426 276                  | 0                 | 0                 | 0                 |                   | 0                 | 0                 | 376 276            |
| AMENAGEMENT POINTS DURS BUS                      | 16PCO20073     | 100 000                  | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 40 000            | 20 000            | 60 000             |
| AMENAGEMENT PONTUEL DE SECURITE                  | 16PCO20354     | 668 132                  | 74 729            | 55 019            | 19 710            | 240 000           | 115 000           | 84 710            | 808 132            |
| GESTION PATRIMONIALE                             | 16PCO20321     | 197 000                  | 15 000            | 0                 | 15 000            | 120 000           | 27 000            | 112 102           | 290 000            |
| JALONNEMENT ROUTIER                              | 16PCO20356     | 541 743                  | 120 000           | 60 570            | 59 430            | 90 000            | 100 000           | 159 430           | 531 743            |
| MISE AUX NORMES CARREFOURS SLT                   | 16PCO20086     | 930 863                  | 70 000            | 62 652            | 7 348             | 150 000           | 150 000           | 157 348           | 930 863            |
| MOBILIER URBAIN                                  | 16PCO20357     | 1 421 865                | 235 400           | 177 779           | 58 121            | 250 000           | 250 000           | 308 121           | 1 501 865          |
| PRIORISATION DES CARREFOURS A FLEX               | 16PCO20345     | 225 168                  | 35 000            | 28 525            | 8 475             | 55 000            | 55 000            | 63 475            | 256 168            |
| RENOVATION DALLE GRAND CENTRE                    | 16PCO20691     | 2 140 689                | 254 490           | 157 779           | 96 711            | 250 000           | 312 000           | 408 711           | 2 058 689          |
| RENOVATION DE CHAUSSEE                           | 16PCO20355     | 5 471 354                | 579 563           | 563 093           | 16 470            | 425 000           | 455 000           | 650 470           | 4 796 354          |
| RENOVATION DE TROTTOIRS                          | 16PCO20469     | 2 249 460                | 100 000           | 84 315            | 15 685            | 270 000           | 490 000           | 505 685           | 2 029 460          |
| RENOVATION OUVRAGE D ART                         | 16PCO20690     | 2 718 521                | 236 416           | 75 218            | 161 198           | 1 017 000         | 684 000           | 876 198           | 3 329 021          |
| REGUALIFICATION DE VOIRIE                        | 20PCO20728     | 2 220 616                | 187 386           | 187 386           | 0                 | 181 900           | 386 000           | 400 000           | 2 009 016          |
| VEHICULES LOURDS                                 | 16PCO20379     | 299 227                  | 41 723            | 41 087            | 636               |                   | 70 000            | 70 636            | 234 727            |
| <i>Voirie / SLT</i>                              |                | <b>24 310 752</b>        | <b>3 357 613</b>  | <b>2 081 897</b>  | <b>1 275 716</b>  | <b>4 310 000</b>  | <b>3 639 000</b>  | <b>5 231 727</b>  | <b>24 509 252</b>  |

| Libellé Opération                                    | Code Opération                                            | Pluriannualité 2022-2028 | BT 2025           | Mandaté 2025      | Disponible 2025   | BP 2026           | CP 2027           | CP 2028           | Total 2022 à 2028  |
|------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| <b>TOTAL PPI</b>                                     |                                                           | <b>434 601 809</b>       | <b>82 793 258</b> | <b>70 892 935</b> | <b>11 900 323</b> | <b>72 006 529</b> | <b>65 943 329</b> | <b>67 283 085</b> | <b>434 774 712</b> |
| <b>VOLET II - INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE</b>       |                                                           | <b>172 780 290</b>       | <b>41 150 411</b> | <b>35 280 206</b> | <b>5 870 205</b>  | <b>30 543 707</b> | <b>22 553 152</b> | <b>22 388 662</b> | <b>171 227 703</b> |
| <b>AMENAGEMENT DURABLE</b>                           |                                                           | <b>185 000</b>           | <b>60 000</b>     | <b>0</b>          | <b>60 000</b>     | <b>220 000</b>    |                   | <b>60 000</b>     | <b>340 000</b>     |
|                                                      | PASSERELLE/SQUARE/DIAPASON                                | 22AMD20838               | 20 000            | 10 000            | 0                 | 10 000            |                   | 10 000            | 20 000             |
|                                                      | PROVISION ESPACE RESIDUEL BATIMENT VOYAGEUR               | 22AMD20819               | 150 000           | 50 000            | 0                 | 50 000            | 200 000           | 144 999           | 300 000            |
|                                                      | RENOVATION FONTAINE GALERIES                              | 22AMD20817               | 15 000            | 0                 | 0                 | 0                 | 20 000            | 0                 | 20 000             |
|                                                      | <i>Aménagement durable</i>                                |                          | <b>185 000</b>    | <b>60 000</b>     | <b>0</b>          | <b>60 000</b>     | <b>220 000</b>    | <b>60 000</b>     | <b>340 000</b>     |
| <b>AUTRES ACCOMPAGNEMENT PROJETS DE DEVELOPEMENT</b> |                                                           | <b>8 668 534</b>         | <b>1 069 500</b>  | <b>637 511</b>    | <b>431 989</b>    | <b>1 860 869</b>  | <b>1 119 000</b>  | <b>1 310 389</b>  | <b>9 986 403</b>   |
|                                                      | ACCOMPAGNEMENT PROJETS AMENAGEMENT                        | 16APD20672               | 121 695           | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 1 695              |
|                                                      | ACQUISITIONS FONCIERES                                    | 16APD20030               | 1 012 152         | 220 000           | 20 447            | 199 553           | 40 000            | 130 953           | 1 002 152          |
|                                                      | AIRES DE NOMADES                                          | 16APO20366               | 498 057           | 237 000           | 132 001           | 104 999           | 55 000            | 144 999           | 553 057            |
|                                                      | CREATION TERRAINS ACCUEIL GDV                             | 25APD20876               | 679 000           |                   |                   | 150 000           | 379 000           | 300 000           | 829 000            |
|                                                      | ECOPARC AERAGNY PUP                                       | 16APD20654               | 754               | 0                 | 0                 | 0                 |                   | 0                 | 754                |
|                                                      | FONCIER AGRICOLE                                          | 22APO20744               | 3 000             | 0                 | 0                 | 0                 | 1 000             | 1 000             | 2 000              |
|                                                      | LIVANDES AV DU NORD BD DE L'OISE PASSERELLE               | 18APD20105               | 1 005 599         | 45 147            | 0                 | 45 147            |                   | 45 147            | 1 005 599          |
|                                                      | NOUVEAU PLAN NRU INVT                                     | 22APD20751               | 235 580           | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 170 580            |
|                                                      | PLH                                                       | 16APD20260               | 1 113 667         | 0                 | 0                 | 0                 |                   | 0                 | 1 113 667          |
|                                                      | PLH 2016-2022                                             | 19APD20719               | 1 206 931         | 114 000           | 104 536           | 9 464             | 254 000           | 225 464           | 1 852 931          |
|                                                      | PLU                                                       | 16APD20134               | 490 415           | 77 000            | 70 779            | 6 221             | 70 000            | 66 221            | 500 415            |
|                                                      | PUISEUX EAGLES78 PUP                                      | 24APD20855               | 57 706            | 28 853            | 0                 | 28 853            | 500 000           | 28 853            | 557 706            |
|                                                      | SCHEMA DIRECTEUR DE SANTE                                 | 20APD20737               | 3 000             | 0                 | 0                 | 0                 |                   | 0                 | 3 000              |
|                                                      | SCOT                                                      | 17APD20182               | 462 910           | 75 000            | 57 857            | 17 143            | 90 000            | 100 000           | 542 910            |
|                                                      | SIG                                                       | 16APD20450               | 1 764 872         | 272 500           | 251 890           | 20 610            | 309 869           | 230 000           | 1 844 741          |
|                                                      | SOLIDARITES URBAINES                                      | 16APD20437               | 13 198            | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 6 198              |
|                                                      | <i>Accompagnement des projets de développement</i>        |                          | <b>8 668 534</b>  | <b>1 069 500</b>  | <b>637 511</b>    | <b>431 989</b>    | <b>1 860 869</b>  | <b>1 119 000</b>  | <b>9 986 403</b>   |
| <b>DEVELOPPEMENT ECO ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>   |                                                           | <b>67 152 730</b>        | <b>27 292 294</b> | <b>23 279 257</b> | <b>4 013 037</b>  | <b>13 106 000</b> | <b>4 851 000</b>  | <b>5 459 036</b>  | <b>63 325 436</b>  |
|                                                      | CAMPUS PISCINE GRAND CENTRE                               | 18EES20124               | 240 584           | 0                 | 0                 | 0                 |                   | 0                 | 240 584            |
|                                                      | CMQ CAMPUS DES METIERS ET QUALIFICATIONS                  | 24EES20873               | 100 000           | 0                 | 0                 | 0                 | 50 000            |                   | 50 000             |
|                                                      | CY TECH HIRSCH                                            | 22EES20821               | 6 500 000         | 0                 | 0                 | 0                 | 500 000           | 2 000 000         | 5 500 000          |
|                                                      | ECOITE                                                    | 16EES20666               | 787 347           | 0                 | 0                 | 0                 |                   | 0                 | 787 347            |
|                                                      | ECOLE NATIONALE D'ART                                     | 19EES20706               | 50 470 967        | 26 552 000        | 22 608 614        | 3 943 387         | 11 206 000        | 1 522 000         | 47 976 967         |
|                                                      | ESSEC 2020                                                | 18EES20700               | 2 952 000         | 26 000            | 0                 | 26 000            | 100 000           | 26 000            | 3 052 000          |
|                                                      | ETAB CAMPUS CERGY PONTOISE                                | 16EES20324               | 275 000           | 25 000            | 25 000            | 0                 |                   | 0                 | 275 000            |
|                                                      | ITESCIA                                                   | 16EES20670               | 400 000           | 0                 | 0                 | 0                 |                   | 0                 | 400 000            |
|                                                      | IUT DE NEUVILLE                                           | 20EES20729               | 1 000 000         | 300 000           | 300 000           | 0                 | 300 000           | 300 000           | 1 000 000          |
|                                                      | PLAN DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES                           | 20EES20734               | 126 588           | 63 294            | 63 293            | 1                 |                   | 0                 | 63 294             |
|                                                      | REQUALIFICATION PARCS ACTIVITES                           | 16EES20695               | 4 300 244         | 326 000           | 282 351           | 43 649            | 1 000 000         | 979 000           | 3 980 244          |
|                                                      | <i>Développement économique et Enseignement supérieur</i> |                          | <b>67 152 730</b> | <b>27 292 294</b> | <b>23 279 257</b> | <b>4 013 037</b>  | <b>13 106 000</b> | <b>4 851 000</b>  | <b>6 459 036</b>   |
| <b>EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS AGLO</b>        |                                                           | <b>38 281 424</b>        | <b>3 262 068</b>  | <b>2 772 018</b>  | <b>490 050</b>    | <b>7 136 100</b>  | <b>7 428 000</b>  | <b>4 478 287</b>  | <b>38 028 524</b>  |
|                                                      | CENTRE AQUATIQUE EST                                      | 20CSA20727               | 22 950 845        | 3 032 900         | 2 581 445         | 451 455           | 7 080 000         | 7 378 000         | 22 642 845         |
|                                                      | FORUM DE VAUREAL                                          | 16CSA20650               | 13 181 547        | 182 168           | 170 566           | 11 602            | 56 100            | 50 000            | 13 236 647         |
|                                                      | PISCINE DES LOUVRAS                                       | 16CSA20662               | 1 398 857         | 26 993            | 0                 | 26 993            |                   | 5 893             | 1 398 857          |
|                                                      | PROJET POLE SPORTIF MARADES - HALLE SPORTIVE              | 16CSA20664               | 715 721           | 20 007            | 20 007            | 0                 |                   | 0                 | 715 721            |
|                                                      | REHABILITATION PISCINE DES BETHUNES SOA                   | 19CSA20701               | 28 055            | 0                 | 0                 | 0                 |                   | 0                 | 28 055             |
|                                                      | THEATRE 95 SALLE ARENDT                                   | 18CSA20028               | 6 399             | 0                 | 0                 | 0                 |                   | 0                 | 6 399              |
|                                                      | <i>Equipements culturels et sportifs</i>                  |                          | <b>38 281 424</b> | <b>3 262 068</b>  | <b>2 772 018</b>  | <b>490 050</b>    | <b>7 136 100</b>  | <b>7 428 000</b>  | <b>4 478 287</b>   |
| <b>ESPACES PUBLICS</b>                               |                                                           | <b>11 086 776</b>        | <b>1 045 738</b>  | <b>585 198</b>    | <b>460 540</b>    | <b>1 366 738</b>  | <b>3 196 800</b>  | <b>3 725 540</b>  | <b>10 823 514</b>  |
|                                                      | BERGES DE L OISE                                          | 16EPU20668               | 1 895 700         | 10 000            | 6 208             | 3 792             | 25 000            | 50 000            | 1 003 792          |
|                                                      | BORD OISE AERAGNY SUR OISE                                | 24EPU20867               | 432 000           | 312 000           | 300 000           | 12 000            | 108 000           | 12 000            | 582 000            |
|                                                      | CHEMN DE LAPELOUSE                                        | 22EPU20084               | 819 454           | 35 738            | 0                 | 35 738            | 83 738            | 10 000            | 35 738             |
|                                                      | CHEMN DU BORD DE L'EAU ET PARC DES LARRIS                 | 24EPU20853               | 1 215 534         | 200 000           | 37 856            | 162 144           | 750 000           | 698 800           | 312 144            |
|                                                      | JARDINS DES CERCLADES SUR MAL & RUE DE L'ECUREU           | 24EPU20850               | 50 000            | 25 000            | 0                 | 25 000            |                   | 25 000            | 50 000             |
|                                                      | MISE EN SECURITE FAUX PLAFOND BD L'OISE                   | 24EPU20852               | 451 978           | 50 989            | 0                 | 50 989            | 150 000           | 150 000           | 200 989            |
|                                                      | PLACE CHARLES DE GAULLE                                   | 22EPU20822               | 3 500 000         | 0                 | 0                 | 0                 | 1 500 000         | 1 500 000         | 3 000 000          |
|                                                      | PLACE CHARLES DE GAULLE                                   | 24EPU20851               | 117 530           | 2 530             | 2 530             | 0                 | 30 000            | 25 000            | 57 530             |
|                                                      | PRE-ETUDES ESPACES PUBLICS                                | 16EPU20210               | 345 000           | 10 000            | 0                 | 10 000            | 10 000            | 155 000           | 275 000            |
|                                                      | QUAI DE L'ECLUSE SOA                                      | 24EPU20854               | 1 047 465         | 300 000           | 197 535           | 102 465           | 35 000            | 420 000           | 327 465            |
|                                                      | REHABILITATION BASSINS DE LA BOUVIERIE                    | 16EPU20678               | 1 392             | 0                 | 0                 | 0                 |                   | 0                 | 1 392              |
|                                                      | REQUALIFICATION MAL DES CERCLADES RUE GALERIES            | 16EPU20360               | 449 348           | 4 011             | 0                 | 4 011             |                   | 4 011             | 449 348            |
|                                                      | SECURISATION DES ACCES AUX ESPACES PUBLICS                | 22EPU20825               | 180 000           | 0                 | 0                 | 0                 | 60 000            | 60 000            | 120 000            |
|                                                      | SECURISATION DES CARRIERES                                | 22EPU20741               | 581 374           | 95 470            | 41 069            | 54 401            | 133 000           | 100 000           | 64 401             |
|                                                      | <i>Espaces publics</i>                                    |                          | <b>11 086 776</b> | <b>1 045 738</b>  | <b>585 198</b>    | <b>460 540</b>    | <b>1 366 738</b>  | <b>3 196 800</b>  | <b>3 725 540</b>   |
| <b>HABITAT ET SOLIDARITES URBAINES</b>               |                                                           | <b>2 941 780</b>         | <b>75 000</b>     | <b>0</b>          | <b>75 000</b>     | <b>390 000</b>    | <b>279 000</b>    | <b>375 000</b>    | <b>1 151 780</b>   |
|                                                      | CAPITAL COOP FONCIERE                                     | 23HSU20861               | 20 000            | 0                 | 0                 | 0                 |                   |                   | 20 000             |
|                                                      | MARCOUVILLE                                               | 22HSU20828               | 512 780           | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 12 780             |
|                                                      | OPERATIONS HABITAT ADAPTE 1 ET 2                          | 22HSU20826               | 800 000           | 0                 | 0                 | 0                 |                   |                   | 0                  |
|                                                      | PLH 2023 2028                                             | 22HSU20827               | 1 609 000         | 75 000            | 0                 | 75 000            | 390 000           | 279 000           | 375 000            |
|                                                      | <i>Habitat et Solidarités urbaines</i>                    |                          | <b>2 941 780</b>  | <b>75 000</b>     | <b>0</b>          | <b>75 000</b>     | <b>390 000</b>    | <b>279 000</b>    | <b>375 000</b>     |
| <b>TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE</b>          |                                                           | <b>3 664 635</b>         | <b>242 500</b>    | <b>187 626</b>    | <b>54 874</b>     | <b>450 000</b>    | <b>279 000</b>    | <b>914 874</b>    | <b>2 784 635</b>   |
|                                                      | DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES                  | 22TEE20831               | 765 851           | 60 440            | 10 395            | 50 045            | 190 000           | 175 366           | 250 045            |
|                                                      | PLANTATIONS SUR FONCIER COMMUNAL                          | 25TEE20878               | 24 504            | 4 090             | 3 677             | 414               | 10 000            | 10 000            | 34 504             |
|                                                      | RENOVATION OREADES                                        | 22TEE20830               | 1 250 000         | 0                 | 0                 | 0                 | 250 000           | 250 000           | 500 000            |
|                                                      | STRATEGIE CLIMAT CAPTATION CARBONE                        | 22TEE20829               | 1 602 621         | 173 410           | 168 995           | 4 415             | 250 000           | 405 634           | 404 415            |
|                                                      | TRANSITION ENERGETIQUE-ACCOMPAGNEMENT & INCITAI           | 22TEE20844               | 21 660            | 4 560             | 4 560             | 0                 | 0                 | 0                 | 21 660             |
|                                                      | <i>Transition écologique et énergétique</i>               |                          | <b>3 664 635</b>  | <b>242 500</b>    | <b>187 626</b>    | <b>54 874</b>     | <b>450 000</b>    | <b>841 000</b>    | <b>914 874</b>     |
| <b>TRANSPORTS ET STATIONNEMENT</b>                   |                                                           | <b>40 799 411</b>        | <b>8 103 311</b>  | <b>7 818 596</b>  | <b>284 715</b>    | <b>6 014 000</b>  | <b>4 838 352</b>  | <b>6 065 536</b>  | <b>44 787 411</b>  |
|                                                      | DSP STATIONNEMENT - INVT                                  | 25TST20879               | 40 000            |                   |                   | 20 000            | 20 000            | 20 000            | 60 000             |
|                                                      | ENTREE PARKING DES GALERIES                               | 22TST20833               | 846 407           | 448 875           | 406 154           | 42 720            | 90 000            | 145 664           | 936 407            |
|                                                      | ETUDES PARKING CONSTELLATION                              | 24TST20856               | 30 000            | 0                 | 0                 | 0                 | 10 000            | 0                 | 10 000             |
|                                                      | ETUDES PLD                                                | 16TST20029               | 465 231           | 61 000            | 60 480            | 520               | 90 000            | 90 000            | 555 231            |
|                                                      | MOBILIER URBAIN - VELOZ                                   | 22TST20845               | 434 560           | 120 000           | 87 665            | 32 335            | 103 000           | 100 000           | 537 560            |
|                                                      | PLAN DE MOBILITE SCOLAIRES                                | 22TST20843               | 60 002            | 38                | 0                 | 38                |                   | 38                | 60 002             |
|                                                      | POLE AVE MAJEUR                                           | 16TST20343               | 91 613            | 0                 | 0                 | 0                 |                   | 0                 | 91 613             |
|                                                      | POLE GARE PREFECTURE                                      | 16TST20464               | 27 841 640        | 4 918 991         | 4 793 187         | 125 805           | 3 804 000         | 2 271 688         | 3 332 044          |
|                                                      | RENOVATION - TRANSFERT DES GARES ROUTIERES                | 25TST20877               | 400 000           |                   |                   |                   | 540 000           | 400 000           | 940 000            |
|                                                      | REPRISE DES DEBORDRES STRUCTURELS DES GARES               | 22TST20837               | 751 195           | 96                | 96                | 0                 |                   | 0                 | 751 195            |
|                                                      | SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE                                 | 22TST20251               | 9 791 297         | 2 549 000         | 2 465 702         | 83 298            | 1 367 000         | 1 801 000         | 2 347 880          |
|                                                      | SCHEMA DIRECTEUR STATIONNEMENT VELO                       | 22TST20848               | 47 466            | 5 311             | 5 311             | 0                 |                   | 0                 | 47 466             |
|                                                      | <i>Transport et stationnement</i>                         |                          | <b>40 799 411</b> | <b>8 103 311</b>  | <b>7 818 596</b>  | <b>284 715</b>    | <b>6 014 000</b>  | <b>4 838 352</b>  | <b>6 065 536</b>   |

| Libellé Opération                       | Code Opération                                  | Pluriannuel 2022-2028 | BT 2025    | Mandaté 2025 | Disponible 2025 | BP 2026    | CP 2027    | CP 2028    | Total 2022 à 2028 |            |
|-----------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------|------------|--------------|-----------------|------------|------------|------------|-------------------|------------|
| TOTAL PPI                               |                                                 | 434 601 809           | 82 793 258 | 70 892 935   | 11 900 323      | 72 006 829 | 65 943 329 | 67 283 085 | 434 774 712       |            |
| VOLET III - ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNES |                                                 | 110 445 919           | 18 396 627 | 16 217 255   | 2 179 372       | 12 716 719 | 20 473 047 | 17 791 126 | 108 455 595       |            |
| ACCUEIL PETITE ENFANCE                  |                                                 | 11 475 393            | 3 879 100  | 3 180 108    | 698 992         | 1 200 000  | 456 545    | 698 992    | 12 057 393        |            |
|                                         | CRECHE BOISSUT PONTOISE                         | 16ENF20643            | 1 846 759  | 10 000       | 7 699           | 2 301      | 6 000      | 2 301      | 1 851 759         |            |
|                                         | CRECHE SOA                                      | 16ENF20649            | 6 364 524  | 3 833 800    | 3 145 129       | 688 671    | 1 269 000  | 456 545    | 6 925 524         |            |
|                                         | EQUIPT PETITE ENFANCE VAUREAL                   | 16ENF20651            | 3 265 110  | 35 300       | 27 280          | 8 020      | 15 000     | 8 020      | 3 280 110         |            |
|                                         | Accueil petite enfance                          |                       | 11 475 393 | 3 879 100    | 3 180 108       | 698 992    | 1 200 000  | 456 545    | 698 992           | 12 057 393 |
| AUTRES EQUIPEMENTS COMMUNAUX            |                                                 | 3 555 608             | 145 015    | 145 015      | 0               | 0          | 260 000    | 0          | 3 295 608         |            |
|                                         | CENTRE DE LOISIRS MENUICOURT                    | 16AUT20686            | 360 000    | 0            | 0               | 0          |            |            | 360 000           |            |
|                                         | COURDIMANCHE REHAB FERME A CAUV                 | 16AUT20605            | 145 015    | 145 015      | 145 015         | 0          | 0          | 0          | 145 015           |            |
|                                         | EQUIPEMENT AXE MAJEUR HORLOGE                   | 16AUT20604            | 1 300 000  | 0            | 0               | 0          |            |            | 1 300 000         |            |
|                                         | EXTENSION PARKING JLM                           | 17AUT20633            | 2 063      | 0            | 0               | 0          |            | 0          | 2 063             |            |
|                                         | FDC MENUICOURT SALLE POLYVALENTE                | 21AUT20739            | 155 789    | 0            | 0               | 0          |            | 0          | 155 789           |            |
|                                         | JLM ACCES ECOLE DU NOYER                        | 16AUT20606            | 564 853    | 0            | 0               | 0          |            | 0          | 564 853           |            |
|                                         | LCR DEBUSSY JLM                                 | 16AUT20630            | 57 889     | 0            | 0               | 0          |            | 0          | 57 889            |            |
|                                         | MENUICOURT CENTRE SOCIAL DEMOLITION RECONSTRUC  | 18AUT20724            | 120 000    | 0            | 0               | 0          |            | 0          | 120 000           |            |
|                                         | MENUICOURT DEMOLITION CENTRE LOISIRS REAMENAGER | 18AUT20725            | 330 000    | 0            | 0               | 0          |            | 0          | 330 000           |            |
|                                         | PONTOISE PARKING CENTRE VILLE                   | 16AUT20609            | 520 000    | 0            | 0               | 0          | 260 000    | 0          | 260 000           |            |
|                                         | Autres équipements communaux                    |                       | 3 555 608  | 145 015      | 145 015         | 0          | 0          | 260 000    | 0                 | 3 295 608  |
|                                         | EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS COMMUNES      |                       | 8 578 411  | 1 220 820    | 1 193 176       | 27 644     | 30 000     | 500 000    | 427 644           | 7 460 418  |
|                                         | EXT COMPLEXE PAGNOL SOA                         | 16CSC20374            | 715 000    | 0            | 0               | 0          |            |            | 715 000           |            |
|                                         | EXTENSION GYMNASE ROGER MORITZ OSNY             | 22CSC20816            | 3 000 000  | 1 000 000    | 1 000 000       | 0          | 500 000    | 400 000    | 2 000 000         |            |
|                                         | GYMNASÉ DE LA PLANE DES LINANDES CERGY          | 20CSC20726            | 2 346 485  | 0            | 0               | 0          |            | 0          | 2 346 485         |            |
|                                         | MELC COURDIMANCHE                               | 16CSC20120            | 228 995    | 25 644       | 10 748          | 14 896     | 30 000     | 14 896     | 208 995           |            |
|                                         | REFECTION GYMNASÉ DES BRUZACQUES JLM            | 16CSC20687            | 479 116    | 0            | 0               | 0          |            | 0          | 479 116           |            |
|                                         | REHABILITATION EQUIPTS SPORTIFS PONTOISE        | 16CSC20642            | 1 156 731  | 102 356      | 89 608          | 12 748     |            | 12 748     | 1 058 731         |            |
|                                         | REHAB VESTIAIRES POLE SPORTIF MERISIERS JLM     | 16CSC20688            | 154 701    | 92 820       | 92 819          | 1          |            | 0          | 154 700           |            |
|                                         | TERRAIN DE FOOTBALL PONTOISE                    | 16CSC20644            | 497 383    | 0            | 0               | 0          |            | 0          | 497 383           |            |
|                                         | Equipements de proximité (Culture et Sport)     |                       | 8 578 411  | 1 220 820    | 1 193 176       | 27 644     | 30 000     | 500 000    | 427 644           | 7 460 418  |
|                                         | FOND DE CONCOURS                                |                       | 24 649 124 | 3 492 936    | 2 952 084       | 540 852    | 2 941 048  | 5 664 417  | 3 794 761         | 29 031 636 |
|                                         | BOISEMONT COMPLEXE MULTISPORT CITY STADE        | 22FDC20752            | 25 117     | 15 332       | 15 279          | 53         |            | 53         | 15 385            |            |
|                                         | CERGY BOIS DE CERGY                             | 22FDC20755            | 1 300 000  | 400 000      | 400 000         | 0          | 300 000    | 300 000    | 1 000 000         |            |
|                                         | CERGY INSTALLATIONS DE PANNEAUX SOLAIRES        | 22FDC20754            | 180 000    | 20 000       | 0               | 20 000     | 20 000     | 50 000     | 140 000           |            |
|                                         | CERGY INSTALL PANNEAUX SOLAIRES OU ISOLATION    | 24FDC20862            | 70 840     | 0            | 0               | 0          |            | 0          | 70 840            |            |
|                                         | CERGY LA LANTERNE                               | 22FDC20756            | 1 422 200  | 244 400      | 244 400         | 183 300    | 183 300    | 0          | 1 300 000         |            |
|                                         | CERGY LE MALLON                                 | 24FDC20864            | 480 000    | 0            | 0               | 120 000    | 180 000    |            | 300 000           |            |
|                                         | CERGY RENOVATION GS CHEMIN DUPUIS               | 24FDC20863            | 914 200    | 0            | 0               | 130 600    | 326 500    | 195 900    | 653 000           |            |
|                                         | CERGY RENOVATION THERMIQUE ET ENERGETIQUE GS    | 22FDC20757            | 2 720 000  | 0            | 0               | 680 000    | 1 020 000  |            | 1 700 000         |            |
|                                         | CERGY RENOV THERMIQUE ET ENERGET. MAISON QUARTI | 22FDC20758            | 1 003 940  | 11 970       | 11 970          | 140 000    | 350 000    | 221 970    | 723 940           |            |
|                                         | COURDIMANCHE AMENAGT EXTERIEUR FERME CAUV       | 24FDC20865            | 272 088    | 62 702       | 62 702          | 62 864     | 62 864     | 62 702     | 334 952           |            |
|                                         | COURDIMANCHE CENTRE SPORT. PARKING GRANDS BOU   | 22FDC20762            | 98 325     | 5 225        | 0               | 5 225      | 28 625     | 33 850     | 67 700            |            |
|                                         | COURDIMANCHE ECLAIRAGE LED DES TENNIS COUVERTS  | 22FDC20763            | 22 792     | 0            | 0               | 0          |            | 0          | 22 792            |            |
|                                         | COURDIMANCHE ENFOUISSEMENT RESEAU               | 22FDC20767            | 269 930    | 0            | 0               |            | 77 123     | 115 084    | 192 897           |            |
|                                         | COURDIMANCHE HOTEL DE VILLE RENOVATION ENERGI   | 22FDC20765            | 130 546    | 32 636       | 0               | 32 636     | 32 637     | 65 273     | 130 546           |            |
|                                         | COURDIMANCHE REHABILITATION ANTENNE JEUNE       | 22FDC20768            | 63 800     | 0            | 0               | 0          |            | 0          | 63 800            |            |
|                                         | COURDIMANCHE REGULARIF EP CROZETTES             | 22FDC20766            | 204 000    | 24 000       | 0               | 24 000     | 36 000     | 24 000     | 168 000           |            |
|                                         | COURDIMANCHE VEGETALISATION 3 GS                | 22FDC20761            | 70 750     | 1 250        | 0               | 1 250      | 29 250     | 1 250      | 100 000           |            |
|                                         | ERAGNY EXTENSION ECOLE DU BAS NOYER             | 22FDC20769            | 360 000    | 0            | 0               | 60 000     | 150 000    | 90 000     | 300 000           |            |
|                                         | ERAGNY RENOVATION ENERGETIQUE GS LA CHALLE      | 22FDC20772            | 130 000    | 0            | 0               | 30 000     | 30 000     | 0          | 100 000           |            |
|                                         | ERAGNY TRAVAUX MARIE ANNEXE                     | 22FDC20770            | 160 000    | 0            | 0               | 40 000     | 100 000    | 60 000     | 200 000           |            |
|                                         | ERAGNY TRIBUNE STADE LOUIS LARUE                | 22FDC20771            | 520 000    | 160 000      | 160 000         | 0          | 120 000    | 120 000    | 400 000           |            |
|                                         | ERAGNY RENOV ENERGET. REMPLACT DES MENUISERIES  | 22FDC20773            | 305 500    | 0            | 0               | 88 500     | 88 500     | 0          | 217 000           |            |
|                                         | FDC COURDIMANCHE AVENANT GRANGE FERME CAUV      | 25FDC20883            | 100 000    |              |                 | 100 000    | 100 000    |            | 200 000           |            |
|                                         | FDC COURDIMANCHE ESP PUBLICS LA LOUVIERE        | 23FDC20856            | 14 200     | 0            | 0               | 0          |            | 0          | 14 200            |            |
|                                         | FDC VAUREAL FINALISATION COEUR DE VILLE         | 24FDC20859            | 214 648    | 128 789      | 128 789         | 0          |            |            | 214 648           |            |
|                                         | JLM RENOVATION ENERGETIQUE GS                   | 22FDC20774            | 1 227 902  | 442 630      | 442 629         | 1          | 260 100    | 372 686    | 112 586           | 1 188 002  |
|                                         | JLM RENOVATION FOYER RURAL TR2                  | 22FDC20775            | 200 000    | 0            | 0               | 110 000    | 110 000    |            | 220 000           |            |
|                                         | MAURECOURT ESPACE MULTICULTUREL (ECOLE DE MUSI  | 22FDC20777            | 565 984    | 26 792       | 0               | 26 792     | 73 200     | 183 000    | 136 592           | 419 584    |
|                                         | MAURECOURT REAMENAGEMENT MARIE                  | 22FDC20778            | 612 000    | 80 000       | 0               | 80 000     | 80 000     | 92 000     | 452 000           |            |
|                                         | MENUICOURT EQUIPEMENT SPORTIF                   | 22FDC20780            | 502 422    | 1 211        | 0               | 1 211      | 150 000    | 1 211      | 502 422           |            |
|                                         | MENUICOURT ESPACE PUBLIC DU VILLAGE             | 22FDC20779            | 390 000    | 180 000      | 180 000         | 0          |            |            | 300 000           |            |
|                                         | MENUICOURT PARKING ET CHEMINEMENT DU STADE      | 22FDC20781            | 242 000    | 15 500       | 0               | 15 500     | 105 500    | 15 500     | 242 000           |            |
|                                         | NEUILLE CRATION PISTE CYCLABLE                  | 22FDC20784            | 288 800    | 24 400       | 0               | 24 400     | 75 000     | 99 400     | 198 800           |            |
|                                         | NEUILLE CREATION ESPACE MULTICULTUREL           | 22FDC20783            | 135 947    | 23 292       | 23 291          | 1          | 44 855     | 44 855     | 113 002           |            |
|                                         | NEUILLE SANCTUARISATION ZONES AGRICOLES         | 22FDC20782            | 127 153    | 34 307       | 34 307          | 1          | 32 846     | 32 846     | 99 999            |            |
|                                         | OSNY ACQUISITION CENTRE SOCIAL CAS MEDICAL      | 23FDC20786            | 250 000    | 150 000      | 150 000         | 0          |            | 0          | 250 000           |            |
|                                         | OSNY RENOV ENERGETIQUE GYMNASÉ LA BRUYERE       | 22FDC20785            | 838 500    | 258 000      | 258 000         | 0          | 193 500    | 193 500    | 645 000           |            |
|                                         | OSNY TVX PLANE DES SPORTS CHAUSSEE JC           | 22FDC20787            | 780 000    | 360 000      | 360 000         | 0          |            | 0          | 600 000           |            |
|                                         | PONTOISE RECONST GS L. PIETTE                   | 22FDC20788            | 2 050 000  | 0            | 0               | 50 000     | 50 000     |            | 2 000 000         |            |
|                                         | PONTOISE RENOVATION CRECHE MARCOUVILLE          | 22FDC20790            | 225 000    | 22 500       | 0               | 22 500     | 90 000     | 22 500     | 225 000           |            |
|                                         | PONTOISE RENOVATION REMPARTS                    | 22FDC20789            | 904 000    | 226 000      | 226 000         | 0          | 339 000    | 0          | 565 000           |            |
|                                         | PUISEUX REHAB MARIE                             | 22FDC20791            | 139 101    | 64 201       | 64 200          | 1          |            | 0          | 107 001           |            |
|                                         | SOA CENTRE CULTUREL IMPREVU RENOV THERMIQUE     | 22FDC20796            | 275 000    | 55 000       | 0               | 55 000     | 0          | 55 000     | 110 000           |            |
|                                         | SOA ECOLE PREVERT ET CRECHE SAUT DU LOUP        | 22FDC20793            | 528 667    | 0            | 0               | 0          | 122 000    | 122 000    | 406 667           |            |
|                                         | SOA JARDIN PARTIATP CHENNEVERES                 | 22FDC20799            | 15 000     | 0            | 0               | 0          |            | 0          | 15 000            |            |
|                                         | SOA MAISON QUARTIER CHENNEVERES                 | 22FDC20798            | 292 500    | 135 000      | 135 000         | 0          |            | 0          | 225 000           |            |
|                                         | SOA REFECTION PISTE ATHLETISME                  | 22FDC20794            | 182 000    | 56 000       | 56 000          | 0          | 42 000     | 42 000     | 140 000           |            |
|                                         | SOA RENOVATION EGLISE                           | 22FDC20797            | 1 366 400  | 0            | 0               | 49 400     | 247 000    | 691 600    | 988 000           |            |
|                                         | VAUREAL CORST CIMETIERE PAYSAGER                | 22FDC20801            | 367 446    | 28 459       | 0               | 28 459     | 141 149    | 28 459     | 339 216           |            |
|                                         | VAUREAL MAISON DE SANTE                         | 22FDC20802            | 385 233    | 89 358       | 0               | 89 358     | 103 258    | 89 358     | 385 232           |            |
|                                         | VAUREAL PANNEAUX GS SABLONS                     | 22FDC20808            | 84 040     | 12 852       | 0               | 12 852     |            | 12 852     | 25 704            |            |
|                                         | VAUREAL PANNEAUX HOTEL DE VILLE                 | 22FDC20807            | 67 318     | 22 439       | 0               | 22 439     |            | 22 439     | 44 878            |            |
|                                         | VAUREAL PANNEAUX PHOTO GS CROUES                | 22FDC20805            | 28 700     | 0            | 0               | 0          |            |            | 28 700            |            |
|                                         | VAUREAL PANNEAUX PHOTO GYMNASÉ TOUPETS          | 22FDC20806            | 63 526     | 0            | 0               | 0          | 27 226     | 27 226     | 90 752            |            |
|                                         | VAUREAL RENOVATION ENERGETIQUE AGORA            | 22FDC20809            | 126 476    | 4 500        | 4 500           | 47 500     | 47 500     | 4 500      | 167 333           |            |
|                                         | VAUREAL RENOV TERRAINS DE FOOT SYNTH            | 22FDC20803            | 264 065    | 60 905       | 60 904          | 1          | 64 028     | 64 029     | 241 308           |            |
|                                         | VAUREAL VEGETALISATION COURS ECOLES             | 22FDC20810            | 73 069     | 13 286       | 13 285          | 1          | 11 070     | 33 213     | 66 426            |            |
| Fonds de concours                       |                                                 | 24 649 124            | 3 492 936  | 2 952 084    | 540 852         | 2 941 048  | 5 664 417  | 3 794 761  | 29 031 636        |            |
| GROUPES SCOLAIRES                       |                                                 | 62 187 384            | 9 658 756  | 8 746 872    | 911 884         | 8 455 671  | 13 592 085 | 12 869 730 | 65 610 590        |            |
|                                         | EQUIPTS SCOLAIRES CCI PONTOISE                  | 16GSC20646            | 120 000    | 0            | 0               |            |            |            | 120 000           |            |
|                                         | EXTENSION ECOLE ET REFECTORIE NEUILLE           | 16GSC20617            | 300 000    | 0            | 0               |            |            | 0          | 300 000           |            |
|                                         | EXTENSION ECOLE ILOT ST EXUPERY                 | 16GSC20618            | 3 600 000  | 0            | 0               |            |            |            | 3 600 000         |            |
|                                         | EXTENSION GS CHASLE LE ROUX BOISEMONT           | 22GSC20815            | 2 678 583  | 2 640        | 2 640           | 280 000    | 1 022 000  | 1 388 640  | 2 724 583         |            |
|                                         | EXTENSIONS GS LE NOTRE ET LIESSE 1 SOA          | 16GSC20621            | 4 936 436  | 577 733      | 487 643         | 90 090     | 2 438 213  | 90 090     | 5 056 607         |            |
|                                         | EXT GS DES BOURSEAUX                            | 19GSC20717            | 1 250 000  | 200 000      | 200 000         |            |            | 0          | 1 250 000         |            |
|                                         | EXT GS LIESSE 1 RESTAURATION                    | 18GSC20149            | 191 621    | 0            | 0               | 0          |            |            | 191 621           |            |
|                                         | GS BAS NOYER                                    | 16GSC20615            | 5 256 738  | 40 460       | 22 572          | 17 888     | 0          | 228 683    | 5 096 633         |            |
|                                         | GS DES LINANDES "DOUX EPIR"                     | 16GSC20479            | 2 379 566  | 35 498       | 0               | 35 498     | 121 000    | 35 498     | 2 500 566         |            |
|                                         | GS HAUTS DE CERGY 2                             | 16GSC20623            | 107 914    | 30 000       | 0               | 30 000     | 0          | 30 000     | 107 914           |            |
|                                         | GS LIESSE 2 ET LOCAL                            | 16GSC20684            | 14 765 945 | 256 918      | 256 078         | 840        | 984 000    | 5 508 017  | 14 764 945        |            |
|                                         | GS LOISEAU PONTOISE                             | 22GSC20841            | 20 000     | 0            | 0               |            |            | 20 000     | 20 000            |            |
|                                         | GS MAJORETTS CERGY                              | 19GSC20704            | 9 539 254  | 5 801 585    | 5 244 389       | 357 196    | 2 580 000  | 20 000     | 10 919 254        |            |
|                                         | GS PARFANR COURDIMANCHE                         | 22GSC20840            | 227 482    | 40 000       | 3 330           | 36 670     | 208 000    | 61 600     | 385 482           |            |
|                                         | GS PORT DU JOUR                                 | 16GSC20622            | 30 000     |              |                 |            |            |            |                   |            |

## Annexe n°3 : Etat de la dette de la Communauté d'agglomération au 31 décembre 2025

### 1. Un volume d'encours de dette de la CACP qui progresse compte tenu des besoins enregistrés sur plusieurs budgets, tout en restant inférieur à son niveau de début de mandat

Au 31 décembre 2025, l'encours de dette de la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise s'établit à **273,38 millions d'euros** tous budgets confondus dont **236,16 millions d'euros** sur le budget principal.

Depuis 2022, le périmètre de la dette a été revu puisque la dette dite Aren'Ice est désormais intégrée dans le calcul des ratios financiers et fait l'objet d'une mention systématique dans la documentation budgétaire.

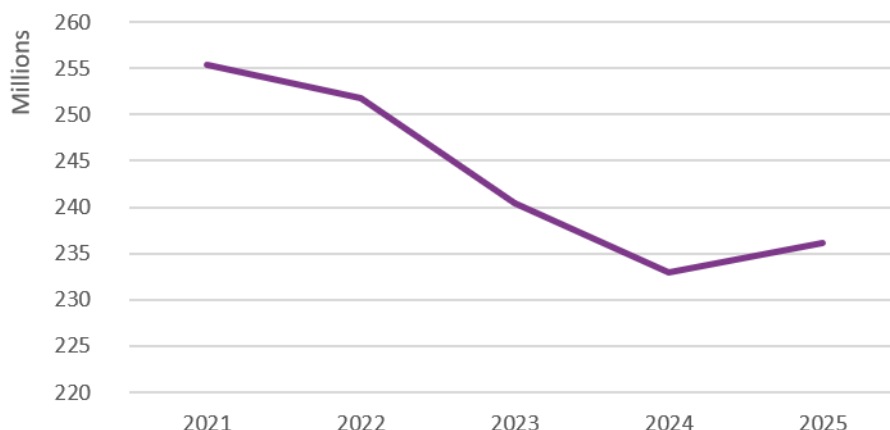
| Budget                    | Montant (en €) au<br>31/12/2025 | Part dans le total<br>de la dette |
|---------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|
| <b>Principal*</b>         | 236 156 304,66                  | 86,38 %                           |
| <i>Dont PPP Eclairage</i> | 17 415 904                      |                                   |
| <i>Dont Aren'Ice</i>      | 10 810 172                      |                                   |
| <b>GEMAPI</b>             | 158 333,30                      | 0,06 %                            |
| <b>Eau potable</b>        | 5 011 498,50                    | 1,83 %                            |
| <b>TEOM</b>               | 27 191 118,58                   | 9,95 %                            |
| <b>REOM</b>               | 4 066 959,28                    | 1,49 %                            |
| <b>Aménagement</b>        | 800 000                         | 0,29 %                            |
| <b>Total</b>              | <b>273 384 214,32</b>           | <b>100,00 %</b>                   |

Tous budgets confondus, l'encours de dette de la CACP a augmenté de 15,2 millions d'euros entre le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et le 31 décembre 2025 soit une progression de 5,9%. Cependant, la tendance est contrastée en fonction des budgets. En effet, les budgets annexes GEMAPI et Aménagement ont réduit le montant de l'endettement qu'il portait sur l'exercice 2024.

Pour le budget principal, la dette a ainsi progressé de 3,14 millions d'euros entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre de la même année soit une progression de 1,35% sur l'exercice. Outre la nécessité de respecter les objectifs du pacte financier et fiscal, cette situation s'explique principalement par :

- Le remboursement de 26,12 millions d'euros de dette en 2025 ;
- Un recours accru à l'emprunt compte tenu d'une épargne brute en baisse du fait des fortes contraintes enregistrées sur la section de fonctionnement, ainsi qu'un haut niveau d'investissement lié au montant de l'annuité du PPI. Au regard du contexte de hausse de taux, la stratégie de la CACP est restée axée sur l'évitement du sur-emprunt. Ainsi, 30 millions d'euros ont été souscrits en 2025 contre 20 millions en 2024, 14 millions en 2023 et 34 millions d'euros en 2022.

### Encours de dette du budget principal au 31 décembre de l'année N entre 2021 et 2025

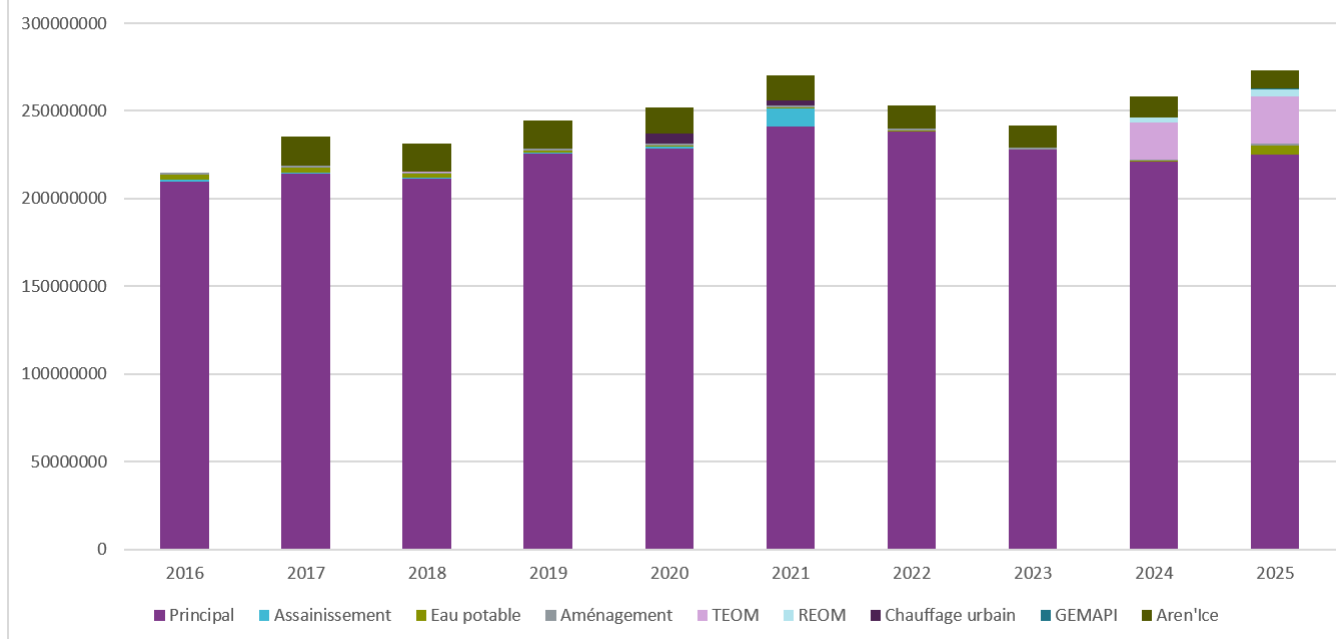


L'encours de la dette Aren'Ice s'élève à 10,81 millions d'euros à la fin de l'exercice, tandis que le Partenariat Public Privé (PPP) Eclairage public représente un encours de dette de 17,42 millions d'euros.

Malgré cette hausse enregistrée en 2025, l'encours de dette du budget principal reste inférieur à celui constatée au début du mandat de l'ordre de 5 millions d'euros (comparaison avec l'encours de dette en date du 31 décembre 2019).

Par ailleurs, la progression de l'encours de dette n'est pas le fait uniquement du budget principal. Tout d'abord, l'endettement a progressé sur le budget annexe Eau potable dans le cadre du rachat d'une canalisation, mais aussi sur les budgets annexes TEOM et REOM en lien avec la seconde cession escompte prévue au contrat de concession de service public de traitement des déchets des ménages et des déchets assimilés approuvé par le Conseil communautaire du 16 novembre 2021. Elle s'élève à 8,1 millions d'euros contribuant ainsi au financement du centre de tri implantée sur le territoire cergypontrain. Elle a été conclue avec la Caisse d'Epargne pour une durée d'amortissement de 12 ans avec un taux fixe de 3,37%.

### Evolution de l'ecours de dette consolidée de la CACP de 2016 à 2025

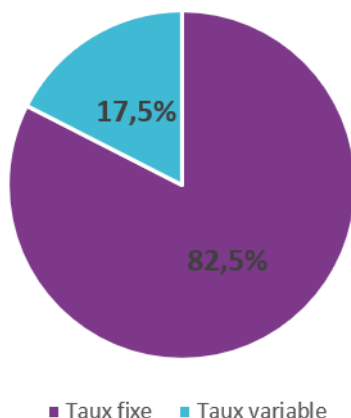


La durée de vie moyenne de la dette consolidée s'établit à 6 ans et 7 mois au 31 décembre 2025. Cette durée de vie est inférieure à la moyenne des autres communautés d'agglomération de plus de 100.000 habitants où elle ressort à 9 ans environ. Cela reflète le remboursement relativement rapide de l'encours de dette par la collectivité.

## **2. Une structure de l'encours sécurisée et diversifiée à des coûts de gestion performants**

- **Plus de 82 % de l'encours est constitué de taux fixe sur l'ensemble de la dette de la CACP**

**Répartition de l'encours de dette de la CACP par type de taux  
- Exercice 2025**



L'exercice 2025 confirme que l'encours de dette totale de la CACP enregistre une exposition essentiellement à taux fixe. En effet, 82,5% de l'encours de dette (tous budgets confondus) est souscrit à taux fixe soit une progression de la part à taux fixe de +22,5 points par rapport à la structure de l'encours à la fin de l'exercice 2012 (60%). La part de l'encours de dette à taux fixe a diminué de 5,9 points entre 2024 et 2025 du fait de la souscription de plusieurs contrats à taux variable du fait du niveau des taux et des conditions de marché. Pour le budget principal, l'encours de dette à taux fixe a diminué de 87,1% à 81,9% en raison des orientations prises en conséquence de la politique de remontée des taux conduites par la Banque centrale européenne depuis juillet 2022. Le niveau des taux fixes proposés par les établissements bancaires conduit les collectivités à privilégier dans certaines situations les offres à taux variables en anticipant une baisse à moyen terme. Cette situation n'est pas propre à la CACP. En 2025, sur les consultations bancaires réalisées, trois contrats à taux variable ont été souscrits pour 15 millions d'euros chacun.

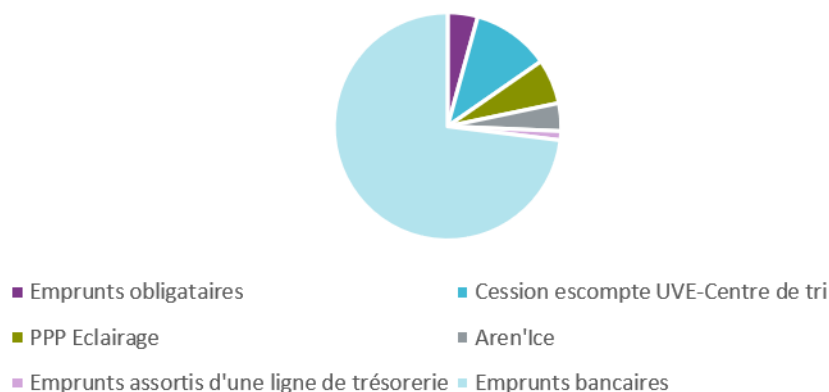
Le stock de dette de la CACP demeure sécurisé compte tenu de l'important encours souscrit à taux fixe résultant à la fois de la stratégie de financement sur le marché obligataire, principalement à coupons fixes, engagée sur la période 2012-2014 et la préférence pour les emprunts bancaires à taux fixes sur les derniers exercices. Les orientations de la politique monétaire de la Banque centrale jusqu'à l'été 2022 rendaient peu pertinentes les propositions d'emprunts à taux variables, mais les changements intervenus ces dernières années ont conduit à nouveau à utiliser dans une proportion raisonnée des contrats à taux variable.

Cette stratégie de renforcement du taux fixe sur les précédents exercices a ainsi permis de limiter la sensibilité à la hausse des taux et permet de souscrire éventuellement de nouveaux emprunts à taux variable comme les taux fixes sont devenus significativement plus élevés à certaines périodes. L'année 2025 a été marquée par des variations importantes des niveaux de taux

compte tenu des incertitudes nationales (motion de censure, démission du Gouvernement...) et internationales.

- **Un portefeuille diversifié par instrument et prêteur**

Ventilation de l'encours de dette consolidée par type  
de prêts - 2025



Au 31 décembre 2025, la dette de la CACP portée par l'ensemble des budgets se décompose de la manière suivante :

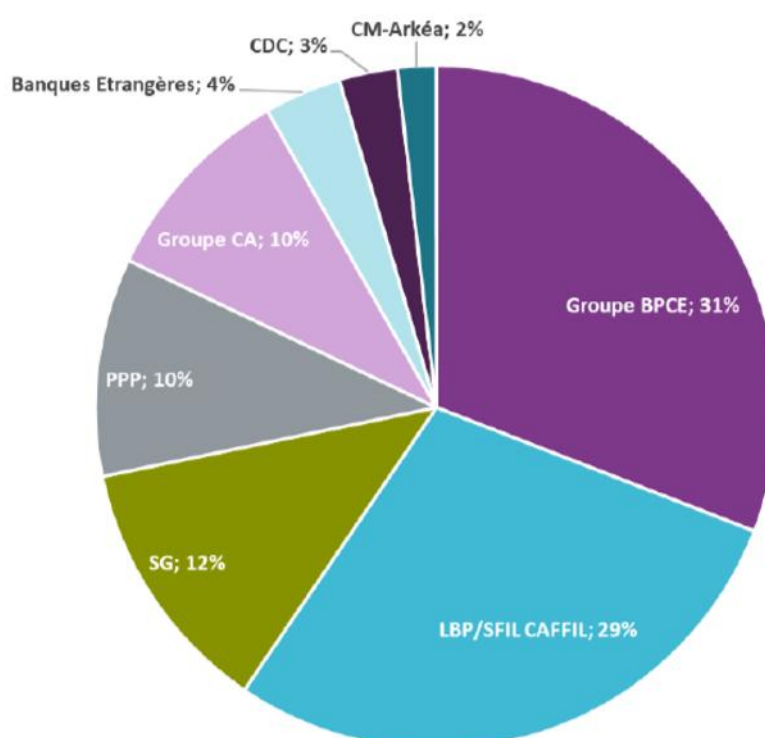
- 11,8 millions d'euros d'emprunts obligataires soit 4% de l'encours total et 4,98% de celui du budget principal ;
- 199,7 millions d'euros (73% de l'encours total de dette) sous la forme d'emprunts bancaires classiques ;
- 3,50 millions d'euros d'emprunts assortis d'une ligne de trésorerie (1% de l'encours de dette) ;
- 17,42 millions d'euros de dette PPP (6% de l'encours de dette) ;
- 10,81 millions d'euros de dette Aren'Ice (4% de l'encours de dette) ;
- 30,21 millions d'euros de cession escompte pour le financement de l'UVE (9% de l'encours).

S'agissant de l'encours à taux variable (47,76 millions d'euros tous budgets confondus), cette dette est souple (puisque les contrats sont facilement remboursables) et permet à la CACP de s'adapter à l'évolution des taux bancaires.

L'exercice 2025 a vu l'extinction des deux contrats revolving de la CACP conclus avec la Société générale pour un montant total de 1,11 million d'euros mobilisés sur l'exercice. Ces outils permettaient de ne pas mobiliser inutilement des emprunts de long terme pour couvrir des besoins ponctuels de trésorerie et, de ce fait, d'économiser des frais financiers (pour rappel, les fonds de la CACP déposés sur le compte unique obligatoire au Trésor Public ne donnent pas lieu à rémunération). Au vu de l'important excédent de Trésorerie, l'agglomération a fait le choix de ne pas renouveler de ligne de Trésorerie en 2025, ni de renouveler pour le moment ces emprunts revolvings.

La dette de la CACP est équilibrée entre les différents acteurs bancaires. Cette diversification est renforcée par le recours aux émissions obligataires.

Répartition de l'encours de dette par prêteur au 01/01/2026 - consolidé

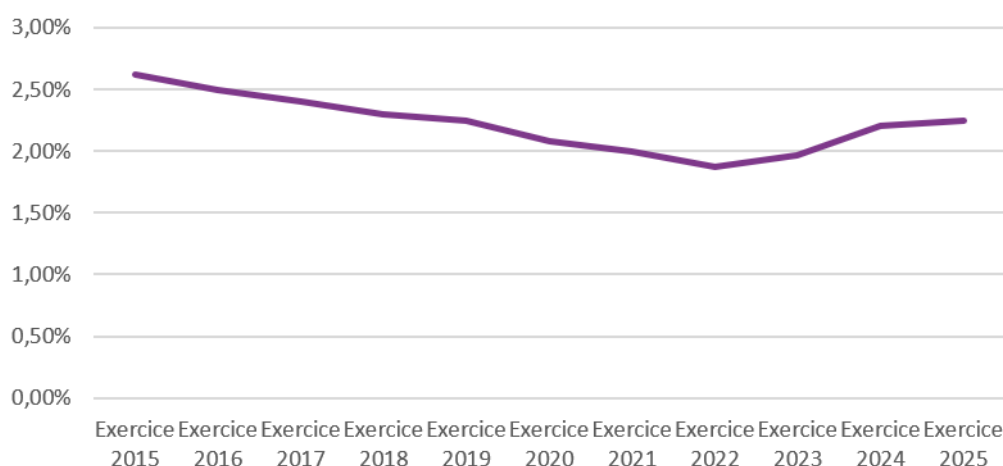


**Un encours de dette diversifiée auprès de plusieurs prêteurs**

- **Un coût moyen de la dette stabilisé à un niveau bas malgré un changement du contexte en lien avec les orientations de la Banque centrale européenne**

Le coût moyen de la dette de la CACP s'établit à 2,25% en 2025 (tous budgets confondus) contre 2,19% en 2024 et 1,97% en 2023, sans recours à des produits structurés volatils qui permettent de disposer d'un taux inférieur à celui du marché (avec comme contrepartie la prise d'un risque important pouvant conduire à payer des taux très importants par la suite). Si ce coût était globalement en baisse continue depuis 2014, l'exercice 2023 s'est traduit par un rehaussement de 0,1 point amplifiée en 2024 avec une hausse de 0,22 point et de 0,5 point en 2025 en lien avec les évolutions de la politique conduite par la Banque centrale européenne dans le cadre de son mandat de lutte contre l'inflation. L'infléchissement de la Banque centrale au deuxième semestre 2024 sur le niveau de ses taux directeurs a contribué néanmoins à limiter la progression du taux moyen de la dette mais les tensions internationales et l'instabilité politique nationale ont conduit à un surenchérissement du coût de l'endettement.

## Evolution du taux moyen de la dette au 31/12/2025



- **Une dette simple et lisible au regard de la Charte de Gissler**

La Charte Gissler (ou charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités) permet de visualiser rapidement la volatilité des contrats d'emprunt dont dispose une collectivité. Ainsi, cette échelle va des produits les plus stables en 1A (qui représentent 100 % de l'encours de la CACP) aux plus volatils en 5 E ou hors charte.

Tableaux des risques

| Indices sous-jacents |                                                                                | Structures |                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1                    | Indices zone euro                                                              | A          | Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) |
| 2                    | Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices  | B          | Barrière simple. Pas d'effet de levier                                                                                                                                                                                               |
| 3                    | Ecart d'indices zone euro                                                      | C          | Option d'échange (swaption)                                                                                                                                                                                                          |
| 4                    | Indices hors zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | D          | Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé                                                                                                                                                                             |
| 5                    | Ecart d'indices hors zone euro                                                 | E          | Multiplicateur jusqu'à 5                                                                                                                                                                                                             |

La dette de la CACP est donc parfaitement sécurisée puisque 100 % de son encours est classé en 1A.

### 3. En 2025, la CACP a mobilisé 30 millions d'euros d'emprunts au budget principal

L'enveloppe consolidée au budget principal en 2025 correspond à six prêts bancaires (hors revolving) dont 3 à taux variables, 2 à taux fixe et un indexé sur le livret A :

- Un emprunt de 5 millions d'euros auprès de la Société générale conclu en 2024 et qui fait l'objet d'une phase de mobilisation jusqu'en mars 2025 au taux Euribor 12 mois + 0,66% sur une durée d'amortissement de 20 ans ;
- Un emprunt de 10 millions d'euros auprès de la Société générale pour une durée d'amortissement de 20 ans au taux fixe de 3,51% ;
- Un emprunt de 5 millions auprès d'Arkéa pour une durée d'amortissement de 20 ans au taux variable Euribor 12 mois + 0,88% ;

- Un emprunt de 2,53 millions d'euros auprès de la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre de la construction du groupe scolaire des Marjoberts au taux du livret A + 0,40% avec une durée d'amortissement de 25 ans ;
- Un emprunt de 5 millions d'euros avec la Banque populaire Rives de Paris pour une durée d'amortissement de 20 ans au taux variable Euribor 12 mois + 0,88% ;
- Un emprunt de 2,5 millions d'euros avec la Caisse d'épargne Ile-de-France pour une durée d'amortissement de 20 ans au taux fixe de 3,83%.

Le contrat avec la Caisse d'épargne – mobilisé à hauteur de 2,5 millions d'euros sur le budget principal – porte sur un montant globalisé de 5 millions dont 1 million d'euros a également été affecté aux budgets annexes Déchets (cf : ci-après). Le reliquat de 1,5 million d'euros fait l'objet d'une phase de mobilisation jusqu'en février de l'exercice suivant et couvre une partie du besoin de financement de 2026 afin d'éviter une sur-mobilisation de l'emprunt.

En outre, comme indiqué précédemment, une cession escompte d'un montant de 8,1 millions d'euros a été mobilisée sur les budgets annexes TEOM et REOM dans le cadre du financement des travaux du centre de tri au taux de 3,37% avec une durée d'amortissement de 12 ans conformément aux dispositions du contrat de concession. En sus de cette cession escompte, les budgets annexes TEOM et REOM ont enregistré une recette d'emprunt classique à hauteur respectivement de 600 000 euros et 400 000 euros dans le cadre de l'enveloppe souscrite avec la Caisse d'épargne au taux fixe de 3,83% sur une durée d'amortissement de 20 ans.

Dans le cadre du rachat de la canalisation DN600, un contrat de prêt spécifique dit « AquaPrêt » a été conclu avec la Caisse des dépôts et consignation pour un montant de 5 millions d'euros (budget annexe au potable) avec un taux d'intérêt indexé sur le livret A + 0,5% sur une durée d'amortissement de 25 ans. Ce type d'instrument constitue la solution adaptée proposée par la Banque des territoires pour les besoins concourant à la gestion intelligente de l'eau et demeure plus compétitif que les taux bancaires classiques compte tenu du niveau du Livret A.

#### **4. La dette garantie de la CACP représente 83 millions d'euros en 2025**

La Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise accorde sa garantie à des emprunts portés par les organismes qui l'ont sollicitée. Au 31 décembre 2025, le montant de l'encours garanti est de 83,2 millions d'euros contre 80,9 millions d'euros au 31 décembre 2024 soit une hausse de 2,3 millions entre les deux exercices (+2,8%).

En 2025, trois nouvelles garanties ont été accordées à Batigère Maison familiale pour 6,48 millions d'euros concernant 38 logements en prêt social à Jouy-le-Moutier (50% de garantie pour un montant de 3,24 millions d'euros), à la Coopérative foncière francilienne pour la construction de 30 logements en bail réel solidaire à Cergy pour 811 375 euros (50% de garantie pour un montant de 0,4 million d'euros), à Immobilière 3F pour un montant de 7 442 000 euros concernant l'acquisition en VEFA de 41 logements sociaux à Pontoise (50% de garantie pour un montant de 3,7 millions d'euros).

Près de 85% du montant de ces emprunts ont été souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). Les garanties accordées vont principalement vers les bailleurs sociaux comme Immobilière 3F ayant fusionné avec Erigère en 2025 (21,1 millions d'euros ; 25,6%), l'OPAC Val d'Oise Habitat (17,52 millions d'euros ; 21,1%) ou Antin + (10,1 millions d'euros ; 12%).

La part de l'encours à taux fixe de la dette garantie de la CACP s'établit à 20,2% avec un coût fixe moyen de 1,33% au 31 décembre 2025. La part de l'encours de la dette garantie à taux variable est de 79,8%. Cet encours est indexé exclusivement sur le Livret A. En termes de risques

financiers, l'encours de la dette garantie de la CACP ne présente pas de risque et est classé dans la catégorie 1A selon la classification Gissler.

Le ratio prudentiel (loi Galland du 5 janvier 1988) imposant que la somme des annuités propres de la CACP et celles des dettes garanties soit inférieure à la moitié des recettes réelles de fonctionnement est bien respecté.

| Type de dette                                                                         | Annuités 2026    |
|---------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| <b>Autre Type d'emprunt</b>                                                           | <b>9 331</b>     |
| LA COOPERATIVE FONCIERE FRANCILIENNE                                                  | 9 331            |
| <b>Emprunt contracté par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)</b>     | <b>1 327 213</b> |
| CERGY PONTOISE AMENAGEMENT                                                            | 1 327 213        |
| <b>Emprunt contracté pour des opérations de logement aidés par l'Etat</b>             | <b>4 505 690</b> |
| ERIGERE                                                                               | 1 026 629        |
| OPAC VAL D'OISE HABITAT                                                               | 985 952          |
| ANTIN RESIDENCE                                                                       | 609 790          |
| SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE                                   | 342 994          |
| VALESTIS SA D'HLM                                                                     | 307 383          |
| LOGEMENT FRANCILIEN                                                                   | 295 358          |
| OSICA                                                                                 | 257 792          |
| HLM LE LOGIS SOCIEL DU VAL D OISE                                                     | 214 528          |
| PAX PROGRESS PALLAS                                                                   | 142 993          |
| EFIDIS SA HLM                                                                         | 124 547          |
| EMMAUS HABITAT                                                                        | 94 808           |
| BATIGERE MAISON FAMILIALE                                                             | 90 351           |
| Immobilière 3F                                                                        | 12 100           |
| SA D'HLM AEDIFICAT                                                                    | 465              |
| <b>Emprunt non contracté par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)</b> | <b>112 379</b>   |
| Ecole de Biologie Industrielle                                                        | 112 379          |
| <b>Total général</b>                                                                  | <b>5 954 613</b> |

## LEXIQUE

**Capacité de désendettement** : Nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette si l'on y consacrait la totalité de la capacité d'autofinancement.

**Coefficient d'intégration fiscale** : Le Coefficient d'intégration fiscale (CIF) représente la part des ressources fiscales du territoire reçues par l'EPCI.

**Durée de vie moyenne** : Durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital restant dû d'une dette, compte tenu de son amortissement.

**Epargne brute** : Excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.

**Epargne de gestion** : Excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors frais financiers.

**Epargne nette** : Epargne brute diminuée du remboursement en capital des emprunts (i.e. autofinancement dégagé pour le financement de l'investissement)

**Fonds de concours** : Participations à des dépenses d'investissement des communes qui sont imputées sur la section de fonctionnement sur l'exercice 2005. A compter de 2006 (M14 modifiée), les fonds de concours seront imputés en investissement.

**Rattachements** : Dépenses de fonctionnement qui ont été réalisées sur l'exercice N mais qui n'ont pas fait l'objet d'un paiement sur l'exercice (retard de facturation). Ces dépenses sont imputées sur l'exercice année N.

**Résultat global de clôture** : Excédent des recettes de l'exercice de l'année N sur les dépenses de l'exercice, cumulé au résultat antérieur reporté et au solde des restes à réaliser.

**Revolving (emprunt)** : Emprunt permettant une souplesse de gestion et se caractérisant sur l'exercice par une égalité entre les recettes et les dépenses.

**Taux d'endettement** : Encours de dette rapporté aux recettes réelles de fonctionnement.